



COMPAGNIE
EUROPÉENNE
DE GARANTIES
ET CAUTIONS

COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS

RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA SITUATION FINANCIERE

2019

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1. ACTIVITE ET RESULTATS	11
1.1. Présentation générale de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.....	11
1.2. Organisation de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions	11
1.3. Activités exercées par la Compagnie.....	12
1.4. Le modèle économique	16
1.5. Résultats de souscription.....	16
1.6. Résultats des investissements.....	17
2. INFORMATION GENERALE SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE	19
2.1. Organisation et fonctionnement du système de gouvernance	19
2.2. Politique de rémunération	21
2.3. Exigences de compétence et d'honorabilité des dirigeants effectifs et des fonctions clés.....	22
2.4. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité.....	23
2.5. Système de contrôle interne	30
2.6. Fonction d'audit interne	33
2.7. Fonction actuarielle	34
2.8. Sous-traitance	35
3. PROFIL DE RISQUES	36
3.1. Risque de souscription	37
3.2. Risque de marché.....	45
3.3. Risque de crédit	50
3.4. Risque de liquidité.....	50
3.5. Risque opérationnel	51
4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	54
4.1. Actifs	54
4.2. Provisions techniques	56
4.3. Autres actifs et autres passifs	60
5. GESTION DU CAPITAL	64
5.1. Fonds propres.....	64
5.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	66
5.3. Utilisation du sous-module risque action fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis....	67
5.4. Différence entre la formule standard et le modèle interne utilisé	67
5.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	73
5.6. Autres informations	73
6. ANNEXES	74
7. GLOSSAIRE	84

INTRODUCTION

Le présent rapport constitue le Rapport sur la Solvabilité et la Situation Financière (*Solvency and Financial Condition Report* – SFCR) de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions pour l'exercice 2019, conformément à l'article 51 de la Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009, transposée par l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015, sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice « Solvabilité II ».

Ce rapport a été approuvé par le conseil d'administration de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions du 16 avril 2020. Il n'a pas fait l'objet d'une revue par les commissaires aux comptes de la Compagnie.

Les informations présentées dans ce rapport sont établies sur la base des éléments connus au 31 décembre 2019.

Présentation de l'information

Dans ce rapport, « la Compagnie » désigne la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.

L'unité d'expression est en général indiquée, en euros, en milliers ou millions. Ces montants peuvent avoir été arrondis. Des différences liées aux arrondis peuvent exister, y compris pour les pourcentages.

Les éléments quantitatifs présentés dans ce document le sont sur base statutaire, en normes comptables françaises pour l'activité, et en norme Solvabilité II pour les éléments prudentiels.

Les indicateurs financiers utilisés dans ce rapport pour montrer la performance et la situation financières de la Compagnie ne renvoient pas à des définitions standardisées et ne peuvent être comparés à des indicateurs ayant une dénomination similaire utilisés par d'autres sociétés.

SYNTHESE

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est une société d'assurance agréée, détenue à 100 % par BPCE SA depuis le 1^{er} avril 2019. Avant cette date, la Compagnie était filiale à 100 % de Natixis SA (Groupe BPCE).

La Compagnie intervient en garanties et cautions sur de nombreux secteurs d'activité, dans le cadre des agréments qui lui ont été donnés en application de l'article R. 321-1 du Code des assurances, pour les branches 15 (cautions directes et indirectes), 13 (responsabilité civile générale) ainsi que les branches 8 (incendie et éléments naturels) et 9 (autres dommages aux biens, risques divers).

La Compagnie exerce ses activités principalement en France et dispose des agréments en LPS (Libre Prestations de Services) pour exercer son activité au sein des pays suivants : Luxembourg, Belgique, Autriche, Espagne, Italie, Hongrie, Pays Bas, Pologne, Portugal et République Tchèque.

ACTIVITE 2019

Chiffres clés

Les indicateurs de la Compagnie présentés ci-après, sont issus au 31 décembre 2019 :

- des comptes sociaux pour les données de compte de résultat ; et
- des normes prudentielles Solvabilité II pour les données de bilan.

En millions d'euros - normes françaises	2019	2018
Données du compte de résultat		
Chiffre d'affaires (hors produits annexes)	515	428
Résultat de souscription	54	50
Résultat des investissements	52	57
Résultat avant impôt	105	107
Résultat net	70	75

En millions d'euros (ou %)	2019	2018
Données du bilan - normes prudentielles Solvabilité II		
Total de l'actif	2 748	2 114
Fonds propres éligibles	1 129	798
Provisions techniques	1 174	989
Capital de solvabilité requis	823	661
Ratio de couverture du SCR (%)	137%	121 %

Faits marquants de l'exercice 2019

La Compagnie réalise un chiffre d'affaires de 515 millions d'euros en 2019 (hors produits accessoires liés à l'activité de courtage en assurance), en hausse de 20,3 % comparé à l'année 2018 (428 millions d'euros).

L'activité en 2019 a été très dynamique, notamment sur les cautions de prêts immobiliers aux particuliers, dans un environnement de taux d'intérêts favorables au crédit.

Le chiffre d'affaires 2019 par activité se répartit comme suit :

- cautions de prêts : 442 millions d'euros en 2019, en hausse de 22 % comparé à 2018 ;
- autres cautions ou produits d'assurance spécialisés (incluant l'assurance Dommage Ouvrage – Responsabilité Civile Décennale et la Responsabilité Civile Professionnels) : 74 millions d'euros en 2019, en hausse de 9 % comparé à 2018.

L'augmentation du chiffre d'affaires en 2019 témoigne de l'activité très dynamique réalisée sur les cautions de prêts aux particuliers, dont la production a augmenté de 18 % par rapport à 2018. Cette augmentation est issue de la production de nouveaux crédits par les banques partenaires de CEGC. La part des dossiers refinancés, 12,9 % en 2019, est restée quasiment identique à celle de l'année 2018 (13,1 %).

Le résultat de souscription s'élève à plus de 54 millions d'euros pour l'année 2019, en hausse de 8 % par rapport à l'année 2018.

Le ratio de sinistres sur primes acquises se maintient à un niveau bas, à 25 % à fin 2019, comparé à 23 % en 2018.

Le ratio combiné de la Compagnie s'élève à 70 % au 31 décembre 2019.

Le résultat net des investissements de la Compagnie s'élève à 52,4 millions d'euros en 2019 comparé à 57,4 millions d'euros en 2018.

Le ratio de couverture du SCR augmente à 137 % à fin 2019, comparé à 121 % à fin 2018, sous l'effet de l'émission d'un emprunt subordonné de 250 M€ contracté en octobre 2019.

A fin 2019, la Compagnie bénéficie d'une capacité de réassurance de 1,7 milliard d'euros, renouvelée auprès d'une trentaine de réassureurs internationaux afin de répondre à l'exigence réglementaire minimale d'un taux de couverture de 2 % des encours de prêts immobiliers aux particuliers cautionnés.

SYSTEME DE GOUVERNANCE

Changements notables de gouvernance

Au 1^{er} avril 2019, CEGC a changé d'actionnariat et est désormais détenue à 100 % par BPCE SA.

Dominique Garnier, dirigeant du pôle Solutions et Expertises Financières de BPCE, a été nommé président du conseil d'administration de CEGC.

En 2019, l'ACPR a approuvé les nominations de :

- Dorra Kallel, en tant que responsable de la fonction clé gestion des risques ;
- Mohamed Aoulad, en tant que dirigeant effectif de CEGC.

Le système de gouvernance est resté inchangé : La Compagnie s'appuie sur une gouvernance composée **d'un conseil d'administration, d'une direction générale et d'un comité exécutif**.

Un ensemble de comités couvrent la gestion des risques, le contrôle interne et la conformité, le développement de l'activité, la qualité des données, la gestion du capital, le modèle interne de la Compagnie, la gestion des placements financiers, les ressources humaines, la continuité d'activité et la sécurité des systèmes d'information.

Dans le cadre de la norme Solvabilité II, le conseil d'administration de la Compagnie a validé les missions et responsabilités des **quatre fonctions clés, concourant au dispositif de gouvernance de la compagnie** : la fonction conformité, la fonction gestion des risques, la fonction actuariat et la fonction audit interne.

Les dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés de la Compagnie répondent aux principes de **compétences et d'honorabilité** tels que définis par la réglementation Solvabilité II et déclinés dans les politiques BPCE.

En tant que filiale de BPCE, la Compagnie s'inscrit dans le cadre global de la gouvernance défini par le Groupe.

Système de gestion des risques

Suite au changement d'actionnariat intervenu en 2019, CEGC a mis à jour un ensemble de procédures risques :

- procédure d'octroi des garanties sur la clientèle Corporate : revue des seuils d'intervention de la Direction des Risques de BPCE, mise à jour des instances de décision de souscription au niveau BPCE ;

- participation de la Direction des Risques BPCE aux comités risque de CEGC, en remplacement de la Direction des Risques de Natixis ;

Le système de gestion des risques de la Compagnie poursuit les mêmes objectifs :

- décline la vision stratégique de la Compagnie selon son appétence au risque, à travers des politiques ainsi que des limites d'exposition au risque et développe une surveillance et une gestion proactive du portefeuille de risques ;
- assure un rôle de contrôle au service de la direction générale et du conseil d'administration, de la filière risque de BPCE et des autorités de tutelle ;
- garantit l'exhaustivité du suivi des risques et l'efficacité du dispositif de surveillance sur l'ensemble du périmètre de la Compagnie.

Le Modèle Interne de la Compagnie, homologué par l'ACPR, continue d'être utilisé pour apprécier le risque de souscription découlant de l'activité de caution de prêts immobiliers aux particuliers, aussi bien en meilleure estimation à travers les provisions techniques, que de besoin en capital de solvabilité requis, conformément à la réglementation Solvabilité II.

Intégrée dans les processus de décision stratégique, l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (*Own Risk and Solvency Assessment*, ORSA) permet à la Compagnie d'identifier, de mesurer et de gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité ou sa situation financière. L'ORSA a été utilisé en 2019 afin d'évaluer l'impact sur la solvabilité de CEGC de différents scénarios d'émission de dette subordonnée et de couverture de réassurance.

Le rapport ORSA a été approuvé par le conseil d'administration de novembre 2019.

PROFIL DE RISQUES

Le profil de risque de la Compagnie s'intègre dans le dispositif d'appétence au risque.

La Compagnie est exposée principalement :

- au risque de souscription ;
- au risque de marché ;
- au risque de contrepartie pour la réassurance ;
- aux risques opérationnels ;
- aux risques de non-conformité.

La Compagnie a mis en place un dispositif d'atténuation des risques, comprenant des principes et règles en matière de souscription et de provisionnement (limites d'exposition et de diversification), de placements, ainsi qu'un dispositif de réassurance externe, en lien avec l'activité et la stratégie de développement.

En 2019, CEGC a procédé à des ajustements mineurs de sa politique de risque, validés en Conseil d'Administration.

Le ratio de sinistralité s'est maintenu à un niveau très bas en 2019. Le taux de défaut observé sur les prêts immobiliers cautionnés se situe à un niveau historiquement bas de 0,08 %.

Compte tenu du fait que les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires bénéficient de la caution de la Compagnie sur une part significative de leur portefeuille de prêts immobiliers aux particuliers, la Compagnie est soumise aux stress tests EBA, dont le prochain exercice est prévu en 2020.

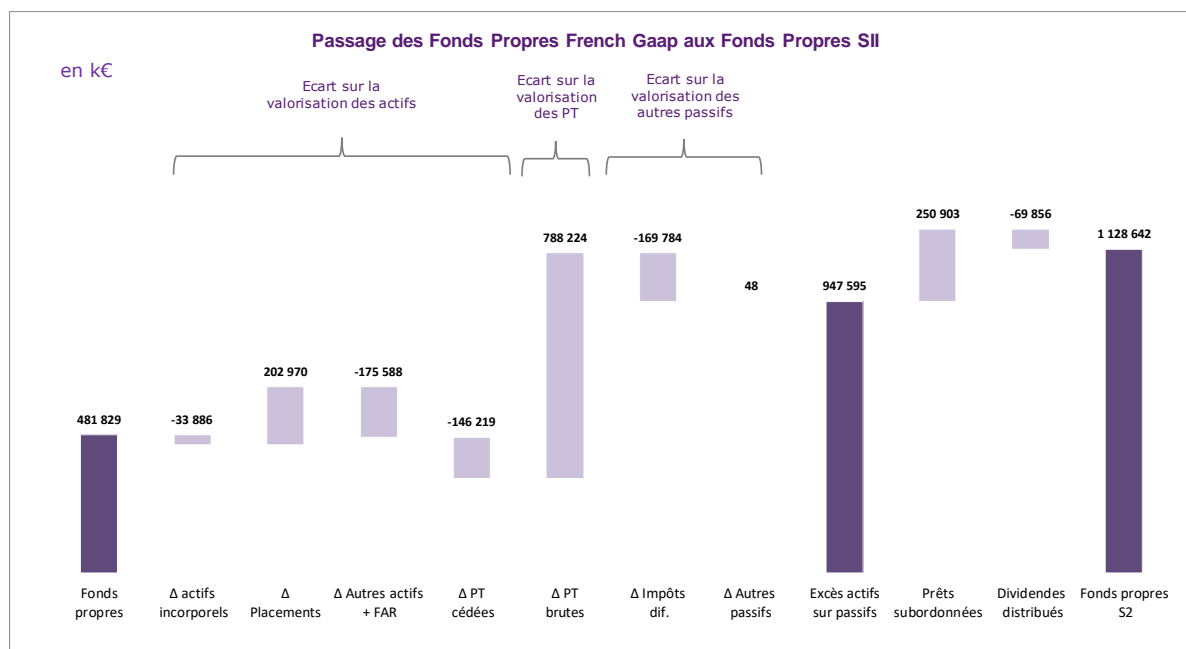
VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Les éléments d'actifs et de passif du bilan de la Compagnie, ont été valorisés Conformément à la réglementation Solvabilité II.

Les principaux écarts de valorisations comparés aux normes françaises, concernent :

- les placements, comptabilisés pour leur valeur de marché dans le bilan Solvabilité II, comparé au coût historique dans les comptes sociaux ;
- les provisions techniques, qui représentent le montant que la Compagnie aurait à verser pour transférer ses passifs d'assurance (valeur économique probable actualisée dans le bilan Solvabilité II, valeur rétrospective dans les comptes sociaux) ;
- les frais d'acquisition reportés ;
- la valeur des immobilisations incorporelles ;
- le coût de la réassurance pluriannuelle.

Hors dette subordonnée, et avant distribution du résultat généré en 2019, les fonds propres Tier 1 de la Compagnie s'élèvent à 948 millions d'euros, en hausse de 19 % comparé à 2018.



GESTION DU CAPITAL

La politique de gestion du capital de la Compagnie s'inscrit dans les principes généraux de la directive Solvabilité II et dans la politique globale définie par BPCE.

En 2019, le comité de Gestion du Capital et de la Solvabilité de CEGC a proposé au comité de Direction Générale de BPCE une solution de financement du besoin de fonds propres en partie sous forme de dette subordonnée.

Après approbation par son Conseil d'Administration, CEGC a contracté un prêt subordonné d'un montant de 250 M€ remboursable in fine. Cet emprunt au taux d'intérêt de 1,485% (148,5 bps) et d'une durée de 10 ans a été entièrement souscrit par BPCE S.A.

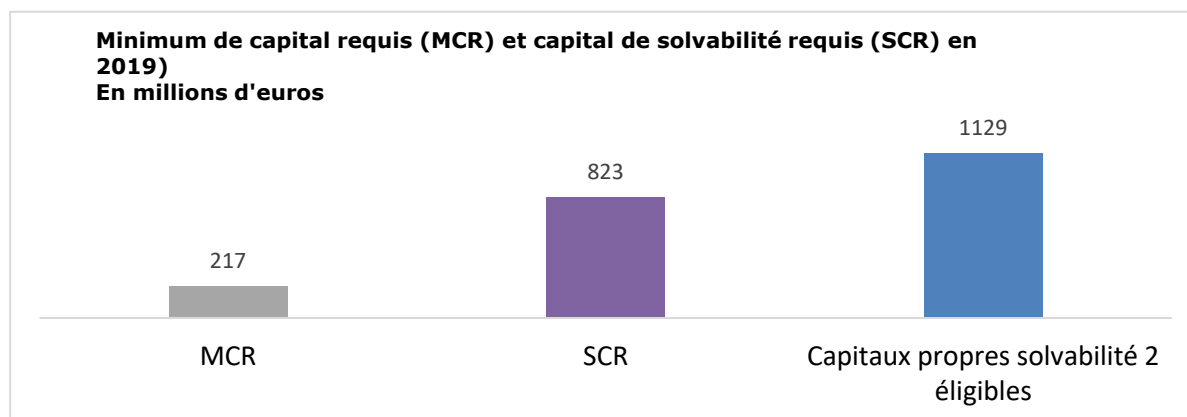
Les fonds propres totaux éligibles à la couverture du SCR s'élèvent à 1 129 millions d'euros au 31

décembre 2019, en hausse de 41 % comparativement à fin 2018. Ils sont classés comme suit :

- Tier 1 : 878 millions d'euros ;
- Tier 2 : 251 millions d'euros.

Le capital de solvabilité requis (SCR) s'élève à 823 millions d'euros tandis que le minimum de capital requis (MCR) est de 217 millions d'euros à fin décembre 2019.

Le ratio de couverture du SCR est égale à 137 % au 31 décembre 2019, comparé à 121 % à fin 2018.



EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

L'épidémie de pneumonie virale du Covid 19, qui s'étend notamment à l'Europe à partir de la Chine depuis janvier mais dont on ignore encore l'ampleur et la durée, fait peser un risque de retournement sévère. En particulier, les restrictions à la mobilité dans les zones touchées, l'impact manifeste sur les chaînes de valeur de l'interruption économique prolongée dans les zones impactées et la diffusion de la crise sanitaire au secteur des services (recettes touristiques, transport aérien, ventes locales...) devraient se traduire par un affaissement de la conjoncture au moins au premier semestre 2020.

1. ACTIVITE ET RESULTATS

1.1. Présentation générale de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

Dénomination sociale et forme juridique

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions (la Compagnie) est une société anonyme, filiale de Natixis S.A., (elle-même filiale de BPCE) spécialisée dans l'émission de cautions et de garanties financières au profit des particuliers, des professionnels, des collectivités locales et des entreprises.

Au 31 décembre 2019, le capital de la Compagnie est de 160 995 996 euros, divisés en 8 944 222 actions de 18 euros chacune.

La Compagnie est immatriculée sous le numéro 382 506 079 au RCS de Nanterre et sous le numéro LEI 9695008BMJRRRHAYOW42 attribué par l'INSEE.

Le siège social de la Compagnie se situe à Tour Kupka B - 16 rue Hoche - 92919 Paris La Défense CEDEX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Autorité de contrôle

Société d'assurance agréée (branche 15 – cautions, branche 13 – responsabilité civile générale et branches 8 et 9 – assurances construction), La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est régie par le Code des assurances.

La Compagnie est placée, à ce titre, sous le contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), qui exerce une surveillance permanente de l'ensemble des organismes du secteur de l'assurance en France, en contrôlant le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Auditeurs externes

Les commissaires aux comptes de la Compagnie certifient les comptes individuels de la Compagnie.

Au 31 décembre 2018, les commissaires aux comptes sont :

PriceWaterhouseCoopers Audit et

63, rue de Villiers

92200 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG S.A.

3 Cours du Triangle
Immeuble le Palatin

92939 Paris La Défense Cedex

PriceWaterhouseCoopers Audit et KPMG S.A. sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

Suppléants : Mme Bénédicte Vignon et KPMG Audit FS I.

1.2. Organisation de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

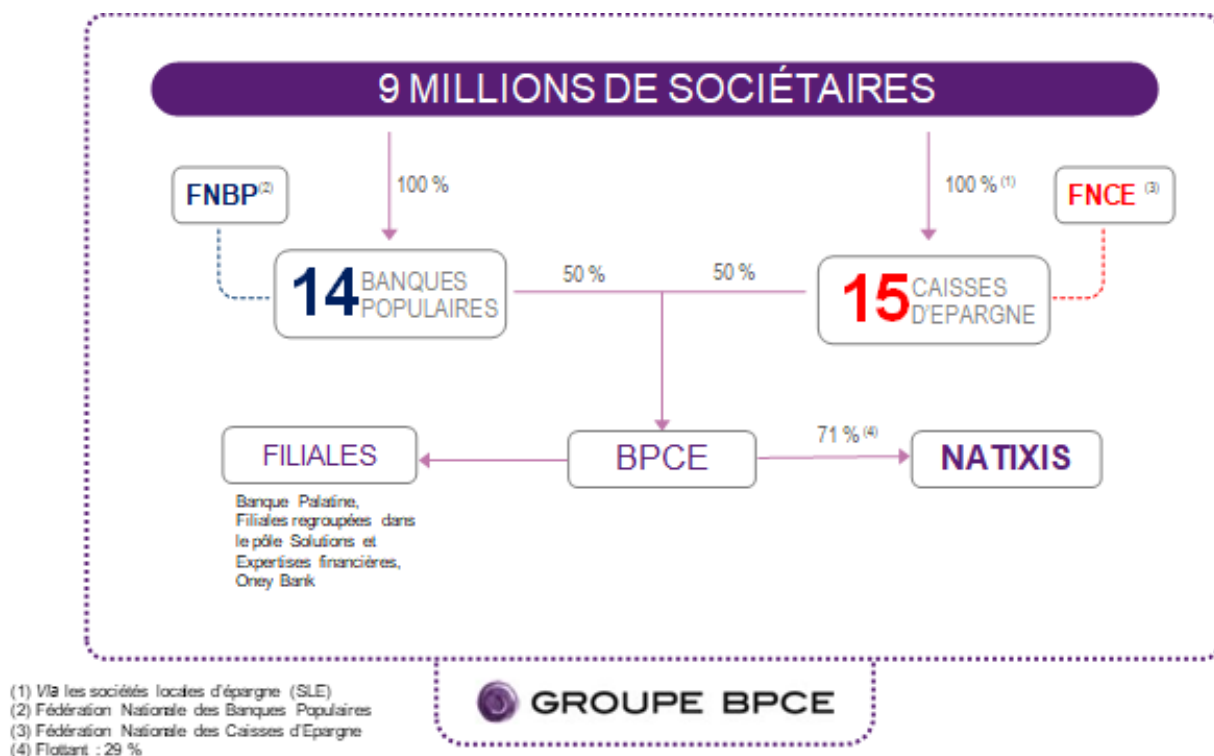
Informations sociales – Effectifs

Les effectifs de la Compagnie comprennent 325 CDI au 31 décembre 2019.

La Compagnie, ses actionnaires et ses filiales

La Compagnie est détenue à 100 % par BPCE (pôle Solutions et Expertises Financières), depuis le 1^{er} avril 2019.

Organigramme du Groupe BPCE au 31 décembre 2019



La Compagnie détient plusieurs filiales, présentées ci-après (Dénomination - Siège social, Filiales à plus de 50 %) :

- SCESRA, 16 rue hoche 92919 La Défense
- SCI SACCEF Immobilier, 16 rue hoche 92919 La Défense
- CEGC CONSEIL, 16 rue hoche 92919 La Défense
- SCI LA BOETIE, 16 rue hoche 92919 La Défense
- SCI LES CHAMPS ELYSEES, 16 rue hoche 92919 La Défense

1.3. Activités exercées par la Compagnie

La Compagnie distribue les cautions et les garanties sous quatre marques commerciales SACCEF, CEGI, SOCAMAB et plus récemment Cautialis. Elle intervient sur de nombreux marchés du cautionnement et des garanties financières relevant des agréments qui lui ont été donnés en application de l'article R. 321-1 du Code des assurances :

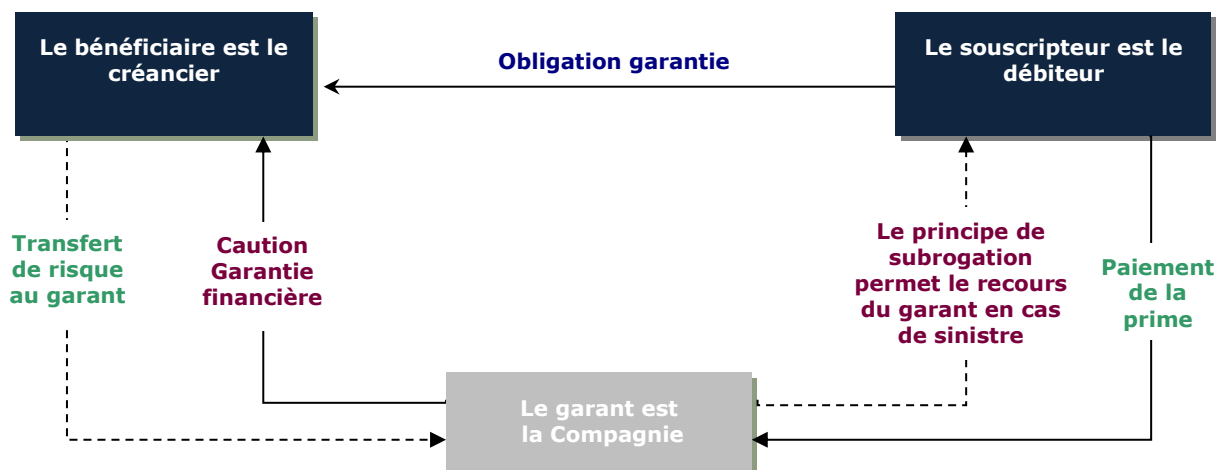
- en 1991, pour la branche 15 (cautions directes et indirectes) ;
- en 1994, pour la branche 13 (responsabilité civile générale) ;
- en 2018, extension de l'agrément aux branches 8 (incendie et éléments naturels) et 9 (autres dommages aux biens, risques divers), nécessaires à la commercialisation de la nouvelle offre d'assurances construction à destination des constructeurs de maisons individuelles.

La caution ou la garantie financière est un acte par lequel le garant s'engage à honorer l'exécution ou le respect des termes d'un contrat, en cas de défaillance du souscripteur (débitéur, personne physique ou morale cautionnée) vis-à-vis du créancier (bénéficiaire de la caution). En cas de défaut du

souscripteur, la caution se retrouve alors engagée vis-à-vis du bénéficiaire.

Après le règlement du sinistre, la Compagnie peut être subrogée dans les droits du créancier. Elle peut donc exercer un recours pour tenter de récupérer le montant du sinistre réglé.

Le schéma ci-après illustre le principe du fonctionnement de la caution :



Pour les assureurs caution comme la Compagnie, le souscripteur est le débiteur. Ce dernier est défini comme personne morale ou physique ayant un engagement, vis-à-vis d'une tierce personne morale ou physique, garanti par la Compagnie.

Le principal objectif du cautionnement est de fournir au bénéficiaire la garantie de réalisation de l'engagement de l'obligataire, par exemple, le paiement d'une dette. Le système de cautionnement permet ainsi de sécuriser les transactions en apportant de la confiance dans le circuit économique.

En 2019, les principales lignes de cautions et garanties émises par la Compagnie sont :

- les cautions de prêts :
 - o cautions de crédit aux particuliers,
 - o cautions de crédit aux professionnels,
 - o cautions de crédit aux acteurs de l'économie sociale et du logement social (ES-LS),
- les garanties financières :
 - o garanties financières aux constructeurs de maisons individuelles (CMI),
 - o garanties financières aux promoteurs et aux opérations en partenariat public privé (PI-PPP),
 - o garanties financières réglementées ou contractuelles aux entreprises,
 - o garanties financières aux administrateurs de biens et agents immobiliers (ADB-AI).
- les garanties techniques :
 - o garanties techniques d'assurance constructions (CMI).

La Compagnie exerce ses activités en France principalement mais dispose des agréments en LPS (Libre Prestations de Services) suivants :

- Luxembourg ;
- Belgique ;
- Autriche ;
- Espagne ;
- Italie ;
- Hongrie ;
- Pays Bas ;
- Pologne ;
- Portugal ;
- République Tchèque.

Panorama de l'offre de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

Particuliers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cautions solidaires des prêts immobiliers ▪ Cautions solidaires des prêts aux syndicats de copropriétaires ▪ Cautions solidaires des prêts à la consommation
Professionnels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cautions simples des prêts d'investissement ▪ Cautions solidaires des prêts immobiliers ▪ Eco-caution ▪ Garantie Saccef-Agri ▪ Cautions de marché par Internet
Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Caution de marché (retenue de garantie, soumission, acompte, bonne fin, garantie de paiement aux sous-traitants) ▪ Cautions accises ▪ Caution douane ▪ Caution agroalimentaire ▪ Garantie des entreprises de travail temporaire ▪ Garantie financière des sociétés de ventes volontaires ▪ Garanties distributeurs
Economie sociale et logement social	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cautions simples des crédits d'investissement ▪ Caution relais ▪ Garantie financière aux acteurs du logement social ▪ Caution des financements des Entreprises Publiques Locales d'Aménagement (EPLA)
Administrateurs de biens, agents immobiliers et syndics de copropriété	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie financière loi Hoguet des administrateurs de biens, agents immobiliers ▪ Assurance responsabilité civile professionnelle et protection juridique ▪ Assurance dommage-ouvrage et responsabilité civile décennale
Entreprise de travail temporaire et de portage salarial	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie des entreprises de travail temporaire ▪ Garantie portage salariale
Constructeurs de maisons individuelles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie de livraison aux maîtres d'ouvrage ▪ Garantie de remboursement d'acompte aux maîtres d'ouvrage ▪ Assurances constructions ▪ Assurances construction en partenariat avec CAMCA Assurance
Promoteurs immobiliers et partenariats public-privé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie financière d'achèvement (GFA) ▪ Garantie d'exécution des contrats de promotion immobilière (CPI) ▪ GFA Voirie, Réseaux et Divers (VRD) ▪ GFA Vente des Immeubles à Rénover (VIR) ▪ Caution de paiements à terme ▪ Caution d'indemnité d'immobilisation ▪ Garanties et cautions pour le PPP
Immobilier tertiaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie financière loi Hoguet des Property et Asset Managers, investisseurs institutionnels, foncières, gestionnaires de centre commerciaux, commerces et bureaux ▪ Assurance responsabilité civile professionnelle et protection juridique ▪ Assurance dommage-ouvrage et responsabilité civile décennale

Lancement de l'offre assurances construction de La Compagnie

Depuis 1996, La Compagnie coassurait avec CAMCA Assurance (Caisse d'Assurance Mutuelles du Crédit Agricole) un produit unique destiné aux CMI (Constructeurs de Maisons Individuelles).

La Compagnie assurait les risques liés à la garantie financière de livraison, tandis que CAMCA portait les risques du dommage ouvrage et de la responsabilité civile.

La Compagnie était alors mandatée pour la souscription, la gestion du contrat et la gestion des sinistres au titre des contrats d'assurance construction souscrits par les maîtres d'ouvrage et émis par CAMCA Assurance.

Fort de cette expertise, La Compagnie a lancé durant le dernier trimestre 2018, sa propre offre d'assurance construction à destination des CMI en remplacement de l'offre CAMCA. Les premières primes ont été émises en 2019.

1.4. Le modèle économique

Le modèle économique de la Compagnie repose sur la maîtrise de sa sinistralité qui s'appuie sur un modèle de sélection des risques et des processus de recouvrement efficaces. La sélection du risque et le recouvrement constituent les compétences cœurs de la Compagnie.

L'efficacité du modèle exige une tarification des produits efficiente, des structurations des programmes de réassurance adaptés aux besoins de cession de risques (protection des fonds propres ou du résultat, risque de concentration, risque catastrophe récession ...) et une gestion prospective du besoin de capital.

Pour cela, les outils utilisés par la Compagnie sont :

- le modèle de valeur intrinsèque (Embedded value) et le modèle de tarification ;
- le modèle interne d'évaluation des risques ;
- l'auto-évaluation des risques et de la solvabilité (*Own Risk and Solvency Assessment – ORSA*).

L'Embedded value est une mesure de la valeur d'une compagnie d'assurance, qui prend en compte :

- la durée des engagements ;
- les risques liés à l'activité (risques financiers techniques...) ;
- le coût des capitaux à immobiliser pour exercer l'activité.

Il s'agit d'un indicateur de performance utilisé dans le cadre :

- de la tarification des produits ;
- du pilotage des activités ;
- de la mesure de la valeur du portefeuille et d'une année de nouvelle de production.

L'approche utilisée par la Compagnie se fonde sur les règles établies par le CFO Forum. L'Embedded Value de la Compagnie est certifiée chaque année par un cabinet d'actuariat indépendant.

Compte tenu de la duration du passif de la Compagnie (engagements longs), la gestion de l'actif est également une composante inhérente au modèle économique.

1.5. Résultats de souscription

Le résultat de souscription de la Compagnie s'élève à plus de 54 millions d'euros pour l'année 2019. Présenté net de réassurance, il comprend le chiffre d'affaires (primes émises), les variations de provisions pour primes non acquises, les charges des sinistres y compris le solde de réassurance, et les frais de gestion.

Le chiffre d'affaires de la Compagnie s'élève à 515 millions d'euros au 31 décembre 2019, en hausse de 20 % comparé à l'année 2018 qui bénéficiait d'une activité exceptionnelle sur les cautions de prêts. La répartition par activité est présentée ci-dessous :

en K€	2019	2018	Variation 2019/2018
Cautions de prêts	441 584	360 851	+ 22%
Garanties financières	68 527	65 794	+ 4%
Cautions structurées et autres	5 166	1 504	+ 244%
Primes Emises	515 276	428 148	+ 20%

En 2019, le **résultat de souscription** de la Compagnie s'élève à plus de 54 millions d'euros comparé à 50 millions d'euros en 2018, soit une hausse de près de 8 %.

Il représente près de 17 % des primes acquises de l'exercice 2019, stable sur un an.

en k€	2019	2018	Variation 2019/2018
Résultat de souscription	54 093	50 129	+7,9%

Les primes acquises sont en hausse de 10 % en 2019 comparé à 2018.

La sinistralité est maîtrisée en 2019, avec un ratio de sinistres sur primes acquises de 25 % comparé à 23 % en 2018.

Le ratio combiné net de réassurance ressort à 70 % en 2019.

Afin de répondre à l'exigence réglementaire d'un taux de couverture des risques de 2 % des encours cautionnés, la Compagnie a souscrit un ensemble de programmes de réassurance « catastrophe » permettant d'absorber les pertes au-delà de ses ressources propres.

Ces programmes de réassurance se composent de deux traités, l'un en quote-part structurée et l'autre en excédent de sinistres, qui couvrent le stock d'encours et une année d'affaires nouvelles, pour une période de 5 années de survenance du risque. La capacité de réassurance de 1,7 milliard dont bénéficie la Compagnie a été souscrite auprès de 30 réassureurs internationaux, d'une qualité de signature équivalente à « Investment grade ».

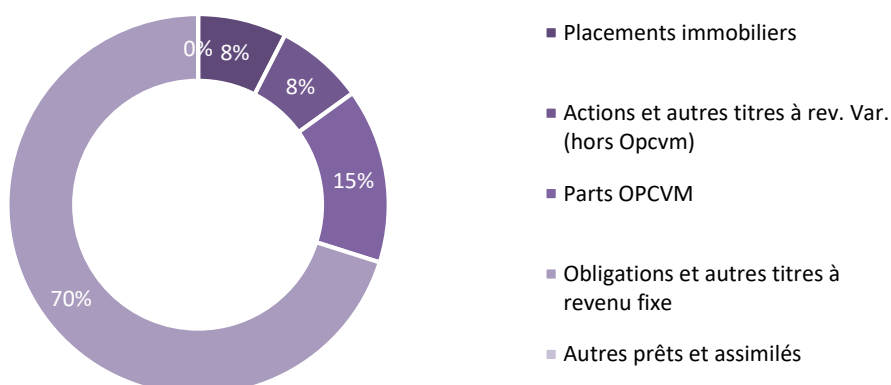
La Compagnie cède une partie de sa marge technique aux réassureurs, environ 13 %, afin de d'atténuer son besoin en capital de solvabilité, ce qui permet d'améliorer son ratio de couverture et le rendement du capital.

1.6. Résultats des investissements

Le portefeuille de placements de la Compagnie s'élève à 2,5 milliards d'euros en valeur nette à fin décembre 2019, comparé à 2 milliards d'euros à fin 2018.

La Compagnie investit une part significative de ses actifs dans des produits stables et de long terme, peu risqués, en adéquation avec son objectif de gestion prudente.

Valeur nette 31/12/2019



Le **résultat net des investissements** en norme française se répartit comme suit par grande classe d'actifs :

en k€	2019	2018	Variation 2019/2018
Revenus des participations	724	441	283
Revenus des placements immobiliers	6 762	5 978	784
Revenus des placements en actions	8 670	6 159	2 511
Revenus des placements en obligations	41 032	39 978	1 054
Autres revenus	462	189	273
Produits courants des placements	57 651	52 745	4 906
Charges courantes des placements	-7 208	-5 727	-1 481
Produits et charges non courants	1 968	10 429	-8 461
Résultat net des investissements	52 411	57 447	-5 036

Performance des activités de placements

Le résultat net des investissements de la Compagnie s'élève à 52,4 millions d'euros en 2019, en baisse de - 5,0 millions d'euros par rapport à l'exercice 2018, principalement due aux provisions comptabilisées sur les placements immobiliers.

L'année 2019 a été marquée par le ralentissement de la croissance mondiale liée, à l'intensification des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis et les craintes liées au Brexit, pour atteindre la plus faible progression depuis la crise de 2008/2009.

Face aux risques pesant sur la croissance, dans un contexte d'inflation modérée, les banques centrales sont devenues plus accommodantes. Les taux obligataires souverains ont fortement baissé sur l'année, surtout jusque fin août 2019.

Les marchés actions ont enregistré d'excellentes performances en dépit du ralentissement de la croissance mondiale.

Les marchés européens ont également fortement performé : + 24,8 % pour l'Eurostoxx 50, et + 26,4 % pour l'indice CAC 40 en 2019 (5 982 points au 31/12/2019) qui a franchi la barre symbolique des 6 000 points entre le 20 et le 27 décembre 2019.

Le résultat de souscription (54,1 millions d'euros) augmenté des résultats des investissements (52,4 millions d'euros), permet d'afficher **un résultat net avant impôt sur les sociétés** de plus de 106,5 millions d'euros en 2019

Dans les états financiers en norme française, aucun élément n'est comptabilisé directement en fonds propres.

La Compagnie ne possède aucun produit de titrisation dans son portefeuille en 2019 et 2018.

2. INFORMATION GENERALE SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE

2.1. Organisation et fonctionnement du système de gouvernance

Conseil d'administration

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est une société anonyme, administrée par un **conseil d'administration** composé de 10 administrateurs (8 personnes physiques, 2 personnes morales).

En tant qu'actionnaire à 100 % de la Compagnie, BPCE est représentée au conseil d'administration. Le conseil d'administration est présidé par le directeur du pôle Solutions et Expertises Financières (SEF) de BPCE, auquel la Compagnie est rattachée. Les autres administrateurs sont issus de sociétés du Groupe BPCE, principaux partenaires de la Compagnie.

Dominique Garnier : Président du conseil d'administration depuis le 1^{er} avril 2019, remplacement de Gils Berrous.

Natixis représentée par Nathalie Bricker.

Banque Populaire Grand Ouest représentée par Andréa Joss.

Bruno Deletré : Président du Directoire de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe.

Yves Gévin : Directeur Général Banque Populaire Rives de Paris.

Paul Kerangueven : Président du Directoire Caisse d'Épargne d'Auvergne et du Limousin.

Luc Carpentier : Directeur Général Banque Populaire Val de France.

Daniel de Beaurepaire : Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Épargne Ile de France.

Jean-Louis Bancel : Président du Groupe Crédit Coopératif.

Jean-Philippe Van Poperinghe : Directeur Stratégie Métiers et Offres B2C, BPCE – Banque Commerciale et Assurance.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime nécessaires.

Il se réunit à minima trois fois par an. Les sujets récurrents abordés sont :

- les rapports d'activité présentés par la direction générale de la Compagnie ;
- les budgets et arrêtés comptables ;
- les travaux de contrôle interne et de suivi des risques, présentés par les responsables des fonctions clés (gestion des risques, actuariat, conformité et audit interne).

En outre, le conseil statue sur toute décision stratégique, telle que l'évolution du modèle interne partiel ou la nomination des responsables des fonctions clés. Les administrateurs ont par ailleurs participé à une formation organisée par la Compagnie sur les principes de gouvernance, les enjeux et impacts liés à la directive Solvabilité II.

Direction générale et directions

La direction générale de la Compagnie est en charge de la gestion quotidienne et de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie arrêtée par le conseil d'administration. Elle est composée d'une directrice générale et un dirigeant effectif, tous deux nommés par le conseil d'administration. La directrice générale de la Compagnie est également membre comité de direction du pôle SEF de BPCE.

Direction générale de la compagnie :

- Anne Sallé-Mongauze : Directrice générale de la Compagnie, membre du comité de direction du pôle SEF de BPCE ;
- Mohamed Aoulad Hadj : Directeur Général adjoint de la Compagnie.

Pour la réalisation de sa mission, la direction générale s'appuie sur **sept directions** afin d'accompagner le développement de la Compagnie :

- **la direction du Développement** pilote les activités commerciales de la Compagnie. Celles-ci sont réparties par type de clientèles (grands comptes, clientèles réglementées, entreprises, banque de détail) et sont assistées par le marketing et une cellule dédiée au pilotage commercial ;
- **la direction Relations Clientèle et Souscription** assure les opérations de souscription et de gestion des garanties et cautions en portefeuille ;
- **la direction de la Transformation et Expérience Clients** supervise les actions de marketing stratégique, d'écoutes clients et de transformation – notamment digitale – de la Compagnie ;
- **la direction Finances et Risques** couvre les métiers comptables et contrôle de gestion, actuariat, risques, ainsi que la gestion des placements financiers ;
- **la direction Juridique, Contentieux et Compliance** a en charge la gestion des sinistres, l'accompagnement des directions de clientèle en appui juridique lors de la souscription des garanties ainsi que les missions de conformité ;
- **la direction des Ressources Humaines**, communication interne et moyens généraux ;
- **la direction Systèmes d'Information et Numérique.**

Un recueil centralise l'ensemble des pouvoirs et des délégations accordés aux collaborateurs de la Compagnie. Il est tenu à jour par la fonction conformité.

Comité exécutif

Le comité exécutif fixe les objectifs stratégiques de la Compagnie dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration. A ce titre :

- il coordonne et supervise la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise et assure collectivement la direction de l'entreprise dans les domaines commercial, opérationnel, organisationnel et administratif ;
- il veille au maintien de l'adéquation de l'organisation de la Compagnie avec l'évolution de l'environnement.

Le comité exécutif réunit chaque semaine les responsables des sept directions de l'entreprise et la direction générale. Il traite de l'ensemble des sujets d'actualités de l'entreprise.

Fonctions clés

Afin d'assurer la gestion et la prévention des risques, et conformément à la réglementation Solvabilité II, la Compagnie a mis en place un système de gouvernance complet et efficace, qui vise à garantir une gestion saine et prudente de l'activité. Ce système de gouvernance repose sur une séparation claire des responsabilités, proportionnée à la nature, et à la complexité des opérations de la Compagnie.

La réglementation Solvabilité II confère au directeur général et au directeur général délégué, la qualité de dirigeants effectifs. Elle autorise la nomination par le conseil d'administration d'un ou plusieurs autres dirigeants effectifs.

Elle définit également les quatre fonctions clés suivantes :

- la fonction gestion des risques ;
- la fonction conformité ;
- la fonction d'audit interne ;
- la fonction actuarielle.

Chaque fonction clé est placée sous l'autorité du directeur général et opère sous la responsabilité ultime du conseil d'administration. Elle a un accès direct à ce dernier afin de rapporter tout problème majeur relevant de leur domaine de responsabilité. Ce droit est consacré dans le règlement intérieur du conseil d'administration.

Le conseil d'administration de la Compagnie a validé les missions et responsabilités de chaque **fonction clé** ainsi que l'organisation retenue par la Compagnie. Il a nommé les personnes responsables de chaque fonction clé. Ce mode de désignation des responsables des fonctions clés garantit l'indépendance de chacun de ces responsables, notamment au regard de l'organisation hiérarchique de la Compagnie.

La fonction conformité s'assure que la Compagnie respecte l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires et administratives. Elle identifie et évalue les risques de non-conformité, ainsi que l'impact possible de tout changement de l'environnement juridique sur les activités de l'entreprise.

Elle a également un rôle de conseil, de formation et d'information auprès des collaborateurs de la Compagnie sur les dispositions réglementaires et veille au respect de ces dispositions par les collaborateurs, ainsi qu'à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôles permanents. La fonction conformité a également en charge la sécurité des systèmes d'information et le pilotage du plan de continuité des activités.

La fonction gestion des risques veille à ce que le dispositif de gestion des risques (excepté ceux de non-conformité, qui relèvent de la fonction conformité) soit efficace et totalement intégré à l'organisation de la Compagnie et aux prises de décision.

Elle pilote le système de gestion des risques et entretient une vision consolidée du profil de risque de la Compagnie. Elle identifie et évalue les risques émergents. Elle fournit à la direction générale, à la filiale risque de BPCE et au superviseur les informations nécessaires à l'évaluation des risques et de la solvabilité et établit les comptes rendus ad hoc sur les expositions aux risques.

La fonction actuariat, outre les activités techniques qui portent notamment sur les provisions règlementées et la réassurance, a également un rôle de surveillance du bon niveau de protection de la Compagnie vis-à-vis des risques auxquels elle est exposée et peut être amenée à donner un avis ou une recommandation notamment sur la politique de souscription, la tarification ou les règles de sélection des risques.

La fonction audit interne évalue l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance de la Compagnie.

La fonction audit interne est exercée d'une manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles, ainsi que des trois autres fonctions clés. Ses travaux consistent en la réalisation de missions d'audit qui doivent couvrir l'intégralité du périmètre sur un nombre limité de quatre exercices annuels au maximum. Un plan d'audit annuel est élaboré sur la base de ces principes.

2.2. Politique de rémunération

La rédaction et la mise à jour de la politique de rémunération sont sous la responsabilité de la direction des Ressources humaines de la Compagnie. Sa validation est du ressort de la direction générale de la Compagnie.

La politique de rémunération de la Compagnie s'inscrit pleinement dans les principes définis par le Groupe BPCE.

La gouvernance établie par le Groupe BPCE assure la revue exhaustive de ses politiques de rémunération et le respect de la mise en œuvre des principes directeurs. Proposée par la direction des Ressources humaines du pôle Solutions et Expertises Financières (SEF) de BPCE, la politique de rémunération est

conforme aux principes définis par les régulateurs et respecte les législations sociales et fiscales en vigueur.

La politique de rémunération cible des niveaux de rémunération compétitifs vis-à-vis de ses marchés de référence et est structurée de façon à favoriser l'engagement de ses collaborateurs sur le long terme, tout en assurant une gestion adaptée des risques. Elle reflète la performance individuelle et collective de ses métiers. Elle respecte les grands équilibres financiers de l'entreprise.

La rémunération globale de la Compagnie se structure autour des composantes suivantes :

- une rémunération fixe qui reflète les compétences, les responsabilités et les expertises attendues dans l'exercice d'un poste, ainsi que le rôle et le poids de la fonction dans l'organisation. Elle est déterminée en fonction des spécificités de chaque métier sur son marché local ;
- une rémunération variable annuelle qui est attribuée en fonction de l'évolution des résultats de l'entité, et de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, et de la manière dont ces objectifs ont été atteints. La Compagnie veille à ce que la proportion de rémunération fixe dans la rémunération totale représente un niveau suffisamment important pour permettre la flexibilité nécessaire dans la politique de rémunération variable ;
- une rémunération collective associée à des dispositifs d'épargne salariale.

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces différentes composantes, en fonction de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

Le système de rémunération des personnels des fonctions clés, définies par la directive assurance est fondé sur des objectifs propres.

Aucune transaction importante avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur La Compagnie ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle n'a eu lieu en 2019.

2.3. Exigences de compétence et d'honorabilité des dirigeants effectifs et des fonctions clés

Les membres du conseil d'administration et de la direction générale de la Compagnie disposent d'une expertise incontestable en matière de gestion, notamment du fait de leur fonction de dirigeants d'établissement financier. La Compagnie dispense les formations nécessaires permettant d'appréhender le cadre réglementaire solvabilité II et les spécificités de son modèle interne partiel.

La responsabilité des quatre fonctions clés (actuariat, gestion des risques, conformité et audit interne) a été confiée à des collaborateurs distincts de la Compagnie ou, pour la fonction Audit interne, de Natixis. Les responsables des fonctions clés ont les qualifications, connaissances et expériences professionnelles propres à leur permettre une gestion saine et prudente ; leur réputation et leur intégrité sont de bon niveau.

La vérification de l'honorabilité des dirigeants effectifs et des fonctions clés est effectuée via le bulletin n°3 du casier judiciaire et complété par la déclaration de non condamnation pour les infractions citées à l'article L 931-7-2 du Code de la sécurité sociale.

Les fonctions clés sont exemptes d'influences pouvant compromettre leur capacité à s'acquitter de façon objective, loyale et indépendante des tâches qui leur incombent.

2.4. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

La Compagnie est soumise à plusieurs risques liés :

- à la sinistralité de son portefeuille de cautions et garanties ;
- à son portefeuille d'actifs ;
- à la fiabilité des processus mis en place ;
- à son positionnement commercial.

La Compagnie maîtrise ces risques et assure la continuité de ses opérations par la mise en œuvre d'un dispositif qui couvre la politique générale de risques, le processus de souscription des risques (règles de sélection, délégation, contre-analyse), le suivi et la surveillance des risques, la couverture des risques (tarification, provisionnement, investissement, réassurance, mobilisation de fonds propres).

2.4.1. Description du système de gestion des risques

Le système de gestion des risques de la Compagnie s'inscrit, d'une part, dans le cadre de la réglementation française et européenne et, d'autre part, dans la charte « Risques Groupe BPCE ».

Le système de gestion des risques de la Compagnie :

- décline la vision stratégique de la Compagnie en termes d'appétence au risque, à travers des politiques de risques, et développe une gestion proactive du portefeuille de risques ;
- assure un rôle de contrôle au service de la direction générale et des autorités de tutelle (contrôle permanent de niveau 2 et débat contradictoire avec les métiers sur la prise de risque) ;
- garantit l'exhaustivité du suivi des risques et l'efficacité du dispositif de surveillance sur l'ensemble du périmètre de la Compagnie ;

Il s'appuie :

- sur la fonction gestion des risques pour :
 - o définir un corpus de politiques de risques pour la Compagnie aligné sur la stratégie de l'entreprise, veiller à son application et à sa mise à jour régulière,
 - o définir les méthodologies et les normes permettant la mesure du risque et l'approbation de la prise de risque (modèles, reportings, limites, schémas de délégation) dans le respect des normes réglementaires et de BPCE,
 - o assurer un deuxième regard sur les dossiers métiers au travers du workflow et des comités dont la direction des Risques assure la préparation, l'animation et le secrétariat,
 - o définir un dispositif de surveillance et de suivi des risques à la fois aux niveaux individuel et consolidé,
 - o assurer la production des reportings de risques à destination du comité exécutif, de la direction des risques de BPCE, des métiers et des autorités de tutelle,
 - o assurer le partenariat vis à vis des autorités de tutelle, des agences de notation et de Natixis sur les problématiques de risque ;
- sur une cartographie des risques, distinguant les risques significatifs auxquels est exposée l'entreprise. La Compagnie distingue deux catégories de risques :
 - o les risques de 1^{ère} catégorie, définis à partir des événements dont la survenance peut modifier sensiblement le profil de risque de la Compagnie et donc conduire à une redéfinition de sa stratégie, de sa politique de financement ou encore de ses objectifs commerciaux. Les risques de 1^{ère} catégorie sont ceux à partir desquels la Compagnie évalue son besoin global de solvabilité,

- les risques de 2^{ème} catégorie, en raison de leur faible impact sur la solvabilité et la performance de la Compagnie ;
- sur des politiques et des procédures
Ces politiques et procédures couvrent la souscription et le provisionnement, la gestion financière, la gestion du risque opérationnel, la réassurance ;
- sur les comités traitant des risques
Le dispositif de surveillance et de maîtrise des risques est encadré par un comité des risques, comité faitier qui se réunit trimestriellement et par un ensemble de comités spécialisés ou transversaux.

Le système de gestion des risques de la Compagnie est intégré dans les processus opérationnels.

Le risque de souscription est couvert par différents comités, bénéficiant chacun un périmètre bien défini :

- la mise en place d'un nouveau produit ou d'une nouvelle activité ;
- l'octroi ou le renouvellement de souscriptions individuelles au-delà des délégations individuelles attribuées aux opérationnels ;
- la qualité des données enregistrées dans les bases ;
- le suivi des souscriptions présentant un risque de défaillance ;
- les sinistres et leur provisionnement.

Le risque de marché (financier) est suivi par deux comités distincts : le comité des risques qui décline la politique de risque de marché et le comité de gestion financière qui suit son application.

Les risques opérationnels sont suivis par le comité des risques et le comité des risques opérationnels.

Les risques de non-conformité et les contrôles réalisés par la fonction conformité, ainsi que la sécurité des systèmes d'information et la continuité d'activité sont suivis par le comité compliance.

Le système de gestion des risques de la Compagnie, placé sous la responsabilité de sa direction générale, est par ailleurs intégré à celui de BPCE.

2.4.2. Modèle interne

Au premier trimestre 2017, l'ACPR a approuvé le modèle interne de la Compagnie, validant ainsi son utilisation pour le calcul de capital de solvabilité requis au titre de Solvabilité II, avec effet au 31 décembre 2016.

L'utilisation par la Compagnie d'un modèle interne permet :

- de déterminer l'appétence au risque : les résultats du modèle interne sont utilisés pour orienter la stratégie de souscription de la Compagnie, en adaptant notamment le système de sélection des risques et de tarification ;
- de contribuer au calcul de sa valeur intrinsèque (Embedded Value) et la valeur d'une année de souscription (New business value) ;
- de contribuer à la production du bilan prudentiel, grâce aux projections Best Estimate issues du modèle interne ;
- d'adapter les programmes de réassurances, en s'appuyant sur les résultats du modèle interne en termes de sinistralité et de consommation des fonds propres ;
- de projeter les comptes techniques à moyen terme, à des fins d'élaboration des business plans ;
- d'utiliser les projections dans le cadre de la gestion actif-passif.

L'objectif également poursuivi par la Compagnie, par l'utilisation de son modèle interne dans le cadre réglementaire, consiste principalement au calcul du capital du Best Estimate des provisions techniques, de la marge de risque, du capital solvabilité requis (SCR) et du capital minimum requis (MCR).

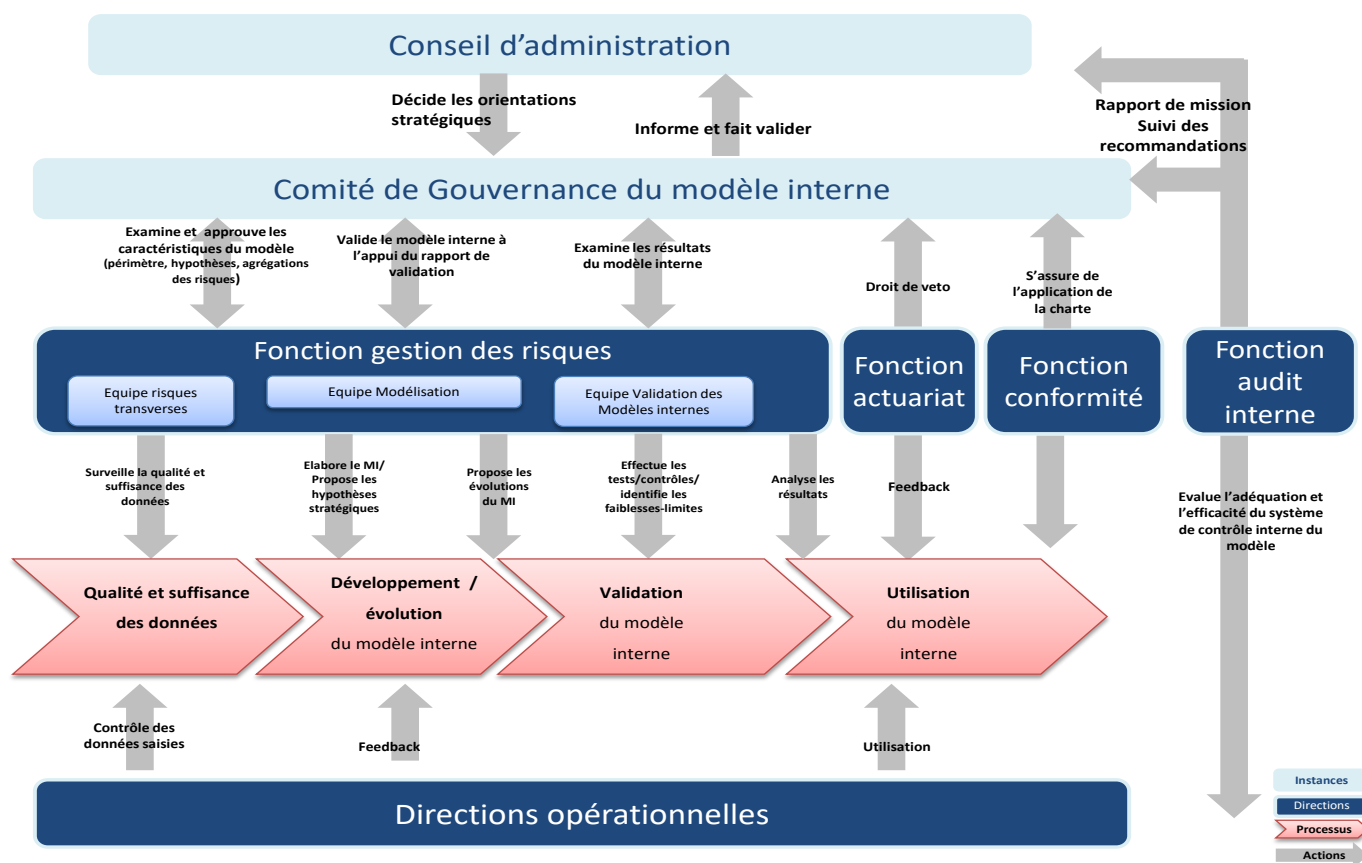
La Compagnie vérifie la sensibilité du modèle interne. Elle calcule aussi sa consommation en fonds propres à des horizons supérieurs à un an, notamment dans les processus de calculs de l'ORSA.

Gouvernance du modèle interne

La gouvernance du modèle interne de la Compagnie est décrite dans la charte de gouvernance du modèle interne, approuvée par le conseil d'administration, qui a pour objectif de :

- fixer les modalités d'intégration du modèle interne dans la gouvernance générale de la Compagnie ;
- établir l'ensemble des règles d'utilisation et de maintenance du modèle interne ;
- fixer les rôles et responsabilités de la direction générale et de l'ensemble des fonctions de la Compagnie prenant part à la conception, à l'utilisation et au contrôle du modèle interne ;
- organiser les processus de validation, de contrôle, d'évolution et de documentation du modèle interne.

Schéma général de gouvernance du modèle interne :



Le comité de gouvernance du modèle interne est composé :

- d'un mandataire social (président du comité, sans délégation) ;
- des responsables des fonctions clé gestion des risques, actuariat et conformité, nommés par le conseil d'administration ;
- d'un représentant des directions opérationnelles concernées ;
- du représentant de la direction des risques de BPCE.

Il s'assure que le modèle interne réplique en permanence le profil de risque de la Compagnie. Il est garant de l'adéquation du modèle interne avec les obligations découlant de la directive Solvabilité II.

Le comité de gouvernance des données est garant de l'exactitude des données relatives aux activités de la Compagnie, enregistrées dans ses différentes bases de données.

La fonction gestion des risques est garante de l'exhaustivité et de la pertinence des données nécessaires à l'application du modèle. Elle comprend trois équipes distinctes :

- modélisation ;
- validation des modèles internes ;
- qualité et suffisance des données.

Validation du modèle interne

La validation du modèle interne vise à s'assurer que les exigences de capital résultant du modèle interne, sont appropriées au niveau et au type de risques pris par la Compagnie.

La Compagnie a mis en place une politique de validation de son modèle interne approuvée par son conseil d'administration. Cette politique, la gouvernance, les outils et les processus associés, sont documentés dans la charte de validation du modèle interne.

La fonction gestion des risques est propriétaire du modèle interne de la Compagnie. A cet effet, et conformément à l'article R354-2 du Code des assurances, ses responsabilités portent sur l'élaboration, la maintenance, le calibrage et la validation du modèle interne.

L'équipe de validation du modèle interne est indépendante de l'équipe de construction du modèle interne. Elle s'assure en permanence de la qualité du modèle interne.

La validation du modèle est effectuée sur chaque type de risques (primes, réserves, rachat, catastrophe) et chaque type de caution entrant dans le périmètre du modèle interne.

L'équipe validation du modèle interne s'assure que les principes généraux énoncés dans la réglementation sont respectés par le modèle interne.

Par ailleurs, elle met en œuvre des outils et des contrôles de validation du modèle de type tests d'adéquation, tests de performance (backtesting), tests de jugement d'expert, tests sur les données, tests de robustesse, stress tests (unique, analyse de scénario), reverse stress tests, attribution des profits et pertes, use tests, tests de documentation. Ces outils peuvent être complétés par des tests complémentaires jugés pertinents.

Un rapport de validation produit à minima une fois par an, est communiqué au comité de gouvernance du modèle interne et ses conclusions sont rapportées à la direction générale et au conseil d'administration.

Ce rapport présente les conclusions des travaux menés par l'équipe validation. Une appréciation générale est formulée ainsi que d'éventuelles recommandations et qualifie le niveau de satisfaction atteint pour chaque test.

La direction des risques soumet le cas échéant des actions correctrices au comité de gouvernance du modèle interne, afin de remédier aux limites ou insuffisances identifiées. Elle est responsable de la bonne implémentation des actions correctrices.

La Compagnie a mis en œuvre un dispositif de gestion de la qualité des données (QDD) sur le périmètre des données utilisées par le modèle interne.

Les outils de pilotage de la qualité des données sont composés d'une base documentaire et de tableaux de bord de pilotage. La base documentaire du dispositif de qualité des données repose sur quatre outils principaux, issus d'une démarche rigoureuse et systématique de documentation et couvre l'ensemble des données du modèle interne :

- dictionnaire des données ;
- registre des contrôles ;
- diagramme modélisant le cycle de vie des données ;
- programme de formation Solvabilité II.

Evolution du modèle interne

Une politique de changement du modèle interne décrit les principes de gouvernance des évolutions du modèle interne. Elle est validée par le comité de gouvernance du modèle interne et est transmise à l'ACPR.

Cette politique définit les évolutions et les classes en « mineures » ou « majeures » au regard de leur impact probable sur le modèle.

Pour les évolutions caractérisées comme majeures ou pour toute modification apportée au périmètre du modèle interne, l'intégralité du dispositif encadrant le modèle interne devra être examinée et faire l'objet d'une nouvelle démarche d'approbation auprès de l'ACPR.

Le collège de l'ACPR du 18 décembre 2018, après examen du dossier incluant les évolutions majeures du modèle interne de la Compagnie, a approuvé les évolutions majeures apportées au modèle interne partiel de la Compagnie. Ces évolutions majeures portaient sur la gouvernance du modèle interne.

2.4.3. Formule standard

Le modèle interne développé par la Compagnie est un modèle partiel. Il couvre uniquement le risque de souscription des cautions de prêts aux particuliers qui représente 90 % des engagements réglementés au passif du bilan de la Compagnie. Les risques qui ne sont pas inclus dans le modèle interne, sont évalués sur la base de la formule standard :

- le risque de souscription des garanties autres que les garanties de prêts aux particuliers ;
- les risques de marché ;
- le risque de défaut ;
- le risque opérationnel.

2.4.4. Evaluation interne des risques et de la solvabilité

La Compagnie est soumise à plusieurs risques liés à :

- la sinistralité de son portefeuille de cautions et garanties ;
- son portefeuille d'actifs ;
- la fiabilité des processus mis en place ;
- son positionnement commercial.

La Compagnie maîtrise ces risques et assure la continuité de ses opérations, par la mise en œuvre d'un dispositif qui couvre la politique générale de risques, le processus de souscription des risques (règles de sélection, délégation, contre-analyse), le suivi et la surveillance des risques, la couverture des risques (tarification, provisionnement, investissement, réassurance, mobilisation de fonds propres).

Le risque de positionnement commercial, les SCR pluriannuels et l'anticipation d'un ou plusieurs chocs sur le bilan de la compagnie font l'objet du processus ORSA.

Chaque mise à jour de la charte de gestion des risques et de la solvabilité, qui encadre le processus ORSA de la Compagnie, est validée par la direction générale et le conseil d'administration.

Préparation de l'ORSA

La Compagnie procède chaque année à une évaluation interne de ses risques et de sa solvabilité dans le cadre du processus ORSA (Own Risk and Solvency Assessment).

Totalement intégrée dans les processus de décision stratégique, l'ORSA permet à la Compagnie d'identifier, mesurer et gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité ou sa situation financière.

Il est utilisé comme un outil de pilotage en fonction des risques, pour les décisions de gestion du capital, la définition du plan financier, la conception de nouveaux produits, etc.

Le dernier rapport ORSA à destination de l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), basé sur les données à fin 2018, expose les principaux éléments de la charte de gestion des risques et de la solvabilité de la Compagnie, ainsi que les principaux résultats issus des calculs détaillés. Il a été approuvé par le conseil d’administration de la Compagnie.

Les calculs de l’ORSA se fondent sur les spécifications du modèle interne partiel et sur les hypothèses des dernières prévisions d’atterrissage, du budget et du plan stratégique pour les années suivantes.

La charte de gestion des risques et de la solvabilité, qui encadre le processus ORSA de la Compagnie, a été validée par la direction générale et approuvé au conseil d’administration.

L’appétence de la Compagnie au risque est définie de manière à répondre à deux principales orientations stratégiques :

- **maintenir un niveau de solvabilité suffisant au regard de l’environnement réglementaire assurantiel.** Le besoin de solvabilité de la Compagnie est mesuré par le Capital de Solvabilité Requis (SCR) qui tient compte de l’exigence spécifique sur les cautions de prêts immobiliers ;
- **être créateur de valeur pour BPCE.**

L’appétence au risque de la Compagnie s’inscrit aussi dans le processus du « Risk Appetite Framework » (RAF) du Groupe BPCE.

Les indicateurs d’appétence au risque validés en 2019 pour CEGC sont les suivants :

Indicateurs Risk Appetite	Seuil ORSA	Limite globale RAF Groupe	Seuil d'alerte RAF Groupe
Taux de couverture du SCR par les fonds propres éligibles	110 %	105 %	100 %
Ratio combiné (sinistres + frais)/primes	Na	100 %	110 %
EVA Résultat économique net du coût du capital	0 ↓	na ↓	na ↓
Actions à entreprendre	Plan d’action décrit dans la charte ORSA	Analyses complémentaires	Plan de remédiation et/ou dérogation temporaire
Information	Comex CEGC et CA	CA et CR&C BPCE	CA et CRG BPCE

Solvabilité

Le processus ORSA procède annuellement à l’évaluation :

- du besoin global de solvabilité (BGS) ;
- de l’impact d’un écartement du profil de risque de la Compagnie des hypothèses qui sous-tendent le calcul du SCR ;
- du respect permanent des obligations réglementaires concernant la couverture du SCR et du MCR et des exigences concernant le calcul des provisions techniques.

Le besoin global de solvabilité de la Compagnie se traduit par un taux de couverture du SCR de 110 % :

- cette cible permet d’afficher une qualité de signature suffisante pour l’exercice de son activité de fournisseur de protection éligible Bâle III ;

- en dessous de 100 % et sans le soutien du groupe, son niveau de notation pourrait se dégrader et ne plus vérifier les critères d'éligibilité Bâle III. Cette situation traduirait un risque commercial fort.

Les décisions opérationnelles dépendent de la zone dans laquelle se situe la Compagnie :

- au-delà 110 % de couverture du SCR, le niveau de fonds propres éligibles satisfait le besoin global de solvabilité ;
- entre 100 % et 110 % de couverture du SCR, la Compagnie entre dans une zone de vigilance et envisage des décisions opérationnelles, visant notamment à abaisser son besoin global de solvabilité et accroître son capital ;
- en dessous de 100 % de couverture du SCR, la Compagnie atteint la zone d'alerte et met en œuvre le plan d'actions défini avec ses actionnaires.

Selon le plan d'action décrit dans la charte ORSA, si le taux est inférieur au seuil (110 %), la Compagnie envisage des décisions opérationnelles en fonction d'un arbitrage entre :

- une baisse du besoin global de solvabilité résultant, par exemple :
 - o d'une modification des programmes de réassurance ;
 - o des modifications des conditions de souscription afin de privilégier les contreparties les moins risquées pouvant aller jusqu'à la limitation de certaines activités ;
 - o d'une revue de la politique d'allocation et de gestion d'actifs :
 - réduction de la part des actifs risqués (actions et obligations disposant d'une plus faible notation de crédit) ;
 - réduction de la durée du portefeuille par un raccourcissement de la maturité des titres détenus ou par l'investissement dans des titres à taux variable ;
 - achat d'instruments de couverture.
- une hausse des fonds propres éligibles résultant, par exemple :
 - o d'une augmentation de capital ;
 - o d'une émission de titres subordonnés.

Le comité de Gestion du Capital de la Solvabilité est en charge d'identifier les solutions opérationnelles et de présenter des propositions. Certaines décisions relèvent de la direction générale de la Compagnie ou de son conseil d'administration, d'autres relèvent des actionnaires.

Cette phase conduit, selon les cas, à la réitération de tout ou partie des calculs, après intégration dans les hypothèses, des changements qui interviendraient si les actions identifiées étaient mises en œuvre immédiatement.

Dans la zone d'alerte, la Compagnie définit avec ses actionnaires à très court terme, les modalités d'accroissement du capital ou d'abaissement du niveau de risque (augmentation immédiate ou différée de capital, engagement de couverture d'une partie des risques, etc.).

Création de valeur

En complément de l'évaluation du besoin global de solvabilité, la Compagnie évalue sa rentabilité prospective en calculant, pour chacun des scénarios envisagés et pour chacune de ses activités, une estimation de la création de valeur économique. Il s'agit des principaux indicateurs de pilotage du couple rendement/risque.

La Compagnie définit ainsi quatre principaux indicateurs pour exprimer le niveau de sa rentabilité :

- le résultat économique correspondant à la variation d'actif net sur une année, augmentée du résultat distribuable ;
- le retour sur le besoin global de solvabilité ou RORAC (Return On Risk Adjusted Capital) qui

exprime le taux de rémunération du besoin en capital et se calcule comme le ratio entre le résultat économique et le besoin global de solvabilité. Ce dernier correspond en effet au besoin de capital ajusté au risque pris par la Compagnie ;

- la création de valeur exprime le niveau de richesse créée, après la prise en compte de la rémunération du capital au taux sans risque et du coût du capital (Cost of Capital) pour une compagnie d'assurance ;
- la rentabilité des capitaux, qui exprime la rentabilité vis-à-vis de l'actionnaire et se calcule comme le ratio entre le résultat et les capitaux.

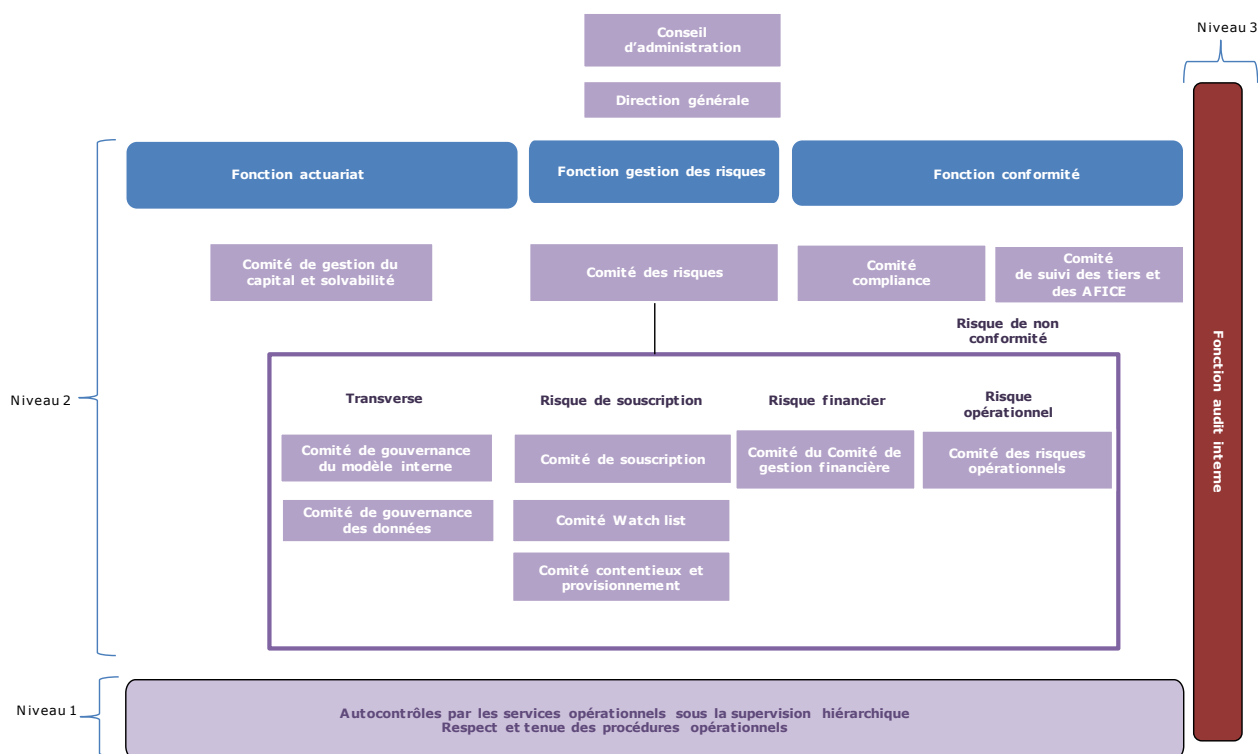
2.5. Système de contrôle interne

2.5.1. Description du système de contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des moyens qui permettent à la direction générale de s'assurer que les opérations réalisées, l'organisation et les procédures mises en place sont conformes aux dispositions légales et réglementaires, aux usages professionnels et déontologiques, et aux règles internes et orientations définies par l'organe exécutif de l'entreprise. Le dispositif de contrôle interne vise à :

- s'assurer de la continuité de l'activité et de la pérennité de la Compagnie ;
- garantir la réalité, l'exhaustivité et l'exactitude des informations financières et de gestion ;
- créer un environnement stable de contrôle, assis sur une culture du risque et du contrôle comprise et partagée par l'ensemble des membres du personnel ;
- conduire les activités de contrôle visant à prévenir les dysfonctionnements, s'assurer de l'adéquation et du bon fonctionnement des processus internes, exercer sur les risques encourus un contrôle suffisant pour en assurer la maîtrise ;
- vérifier l'intégrité et la disponibilité des systèmes d'information et de communication.

Dispositif général de contrôle interne de la Compagnie :



Procédures

La Compagnie dispose **d'un corpus de procédures** opérationnelles. Ces procédures déclinent les principes émis dans les différentes politiques de la Compagnie.

Les travaux d'actualisation des procédures opérationnelles sont supervisés par la **fonction conformité** et validés par la **fonction gestion des risques**. Une seconde lecture est ainsi réalisée afin de contrôler l'exhaustivité et la cohérence des process décrits.

Le corpus de procédures comprend :

- les procédures relatives à l'instruction des dossiers de souscription. Elles détaillent par type de clientèle, le processus d'admission d'un prospect (éléments nécessaires à la constitution du dossier et vérifications menées dans le cadre du dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme), la procédure de renouvellement annuel des encours des clients en portefeuille ou encore, pour les partenariats avec les établissements bancaires, le processus d'instruction d'une demande de caution de crédit ;
- les procédures de gestion des garanties : elles sont relatives à la contractualisation et à l'émission des garanties, au suivi des garanties et au traitement des demandes de modification ;
- les procédures liées à la gestion des sinistres.

Contrôle permanent

Le dispositif de contrôles permanents de la Compagnie repose sur :

- une cartographie des contrôles permanents de premier niveau des directions de clientèles, de middle-office et de recouvrement ;
- un plan annuel de contrôles de second niveau ;
- le pilotage et la validation de ces travaux par le comité conformité présidé par la direction générale.

La fonction conformité est en charge de l'élaboration de la cartographie exhaustive des contrôles permanents de premier niveau des opérationnels de la Compagnie.

Cette cartographie s'appuie sur les procédures mises à jour et sur la cartographie des risques opérationnels complétée par des interviews des responsables concernés, afin d'aboutir à une matrice des contrôles. Celle-ci détaille, pour chaque contrôle identifié, son objectif, sa nature, les intervenants, la méthodologie, la fréquence et le mode de restitution.

La cartographie des risques de non-conformité est mise à jour a minima annuellement. Les travaux menés consistent à réévaluer l'exposition de la Compagnie aux risques de non-conformité en estimant leur impact et le niveau de performance du dispositif de maîtrise de ces risques.

2.5.2. Vérification de la conformité

La fonction conformité veille au respect de la réglementation et des principes déontologiques spécifiques aux activités d'assurance exercées par la Compagnie.

Partie intégrante du dispositif de contrôle interne, la vérification de la conformité au sein de la Compagnie s'effectue par la mise en œuvre d'un plan de contrôles de second niveau annuel. Celui-ci est élaboré à partir de l'actualisation des différentes cartographies des risques opérationnels et de non-conformité de la Compagnie, des résultats des contrôles permanents de l'exercice écoulé, des zones de risques identifiées par le contrôle périodique et des évolutions réglementaires.

La politique de la vérification de la conformité mise en place au sein de la Compagnie est déclinée par métier.

Les différents sujets liés à la vérification et à l'évaluation du niveau de conformité de la Compagnie sont présentés à la direction générale, via le comité conformité et au conseil d'administration auquel le responsable de la fonction clé conformité fait rapport.

Les champs d'action et les missions principales de la fonction conformité sont :

- **le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme** de la Compagnie, qui comprend :
 - o l'évaluation du niveau d'exposition au risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme pour chaque activité de la Compagnie et les niveaux de vigilance devant être appliqués en conséquence ;
 - o les procédures opérationnelles concernant notamment les diligences à effectuer par les opérationnels au titre de la connaissance de leur client et de l'appréciation de l'opération cautionnée, et les mesures à mettre en œuvre en cas de soupçon ;
 - o une procédure à destination des correspondants Tracfin de la Compagnie détaillant les modalités de réalisation des déclarations de soupçon et les principes à respecter dans ce cadre ;
 - o un logiciel d'identification des personnes faisant l'objet de mesure de gel d'avoirs ou étant qualifiées de personnes politiquement exposées. Les bases clientèles sont filtrées et les alertes émises sont traitées par la fonction conformité. La fréquence du filtrage est adaptée à celle de la mise à jour des listes des personnes ou entités désignées par les règlements et décrets dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme ;
 - o la formation du personnel aux problématiques de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La Compagnie prévoit pour tout nouvel entrant une sensibilisation sur ce sujet grâce à un e-learning. En outre, des formations en présentiel sont dispensées aux collaborateurs notamment à chaque évolution de la réglementation en vigueur.
- **le dispositif de lutte contre la fraude**, qui repose sur une procédure détaillant les rôles de chacun dans la prévention, la détection, l'investigation et les actions correctrices à définir ainsi que sur une cartographie ad hoc.
- **la veille réglementaire**, réalisée par la direction Juridique, contentieux et compliance, concernant la législation d'ordre général et les évolutions de la réglementation liées au statut d'entreprise d'assurance, ainsi que la veille juridique concernant la réglementation spécifique aux activités de

la Compagnie. L'intégralité du périmètre réglementaire de la Compagnie est ainsi couvert et fait l'objet d'une veille juridique.

Cette veille est diffusée selon une fréquence trimestrielle à l'ensemble des collaborateurs. Les préconisations réglementaires effectuées par BPCE ou par les organismes de place auxquels la Compagnie est adhérente (FFA, ASF) sont diffusées aux collaborateurs concernés.

- **le plan de formations** sur les thématiques de conformité, qui est validé chaque année par le comité conformité.
- **la protection de la clientèle** qui comprend :
 - o un dispositif de traitement des réclamations reçues de ses clients ;
 - o un code de conduite qui rappelle les grands principes applicables en matière d'éthique et de déontologie notamment :
 - le respect des collaborateurs, des textes et de l'environnement de travail ;
 - la primauté de l'intérêt du client ;
 - la protection de l'image de la Compagnie et du Groupe BPCE ;
 - la protection de l'information et des données.

2.6. Fonction d'audit interne

2.6.1. Principes d'organisation

Indépendance et objectivité

L'Audit interne de la Compagnie est membre de la filière du contrôle périodique intégrée du Groupe BPCE, au sens de l'article 27 de l'arrêté du 3 novembre 2014. Cette filière se compose de l'Inspection générale groupe, des Audits internes des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne et, quand elles existent, des directions de l'Audit interne des filiales.

Requise par la réglementation, l'indépendance de la filière Audit est inhérente à sa mission. Cette filière ne subit aucune ingérence dans la définition de son champ d'intervention, la réalisation de ses travaux ou la communication de ses résultats. À ce titre, elle ne saurait se voir opposer aucun domaine réservé ni le secret professionnel.

Ainsi, la filière Audit n'exerce aucune activité opérationnelle. Elle ne définit ni ne gère les dispositifs qu'elle contrôle.

La filière Audit a accès à toute l'information nécessaire pour l'actualisation régulière de son périmètre d'audit et la réalisation des missions d'audit

Architecture générale du contrôle périodique de la Compagnie

La fonction Audit interne de la Compagnie s'inscrit dans le cadre législatif et réglementaire qui régit les principes de gouvernance et le système de contrôle interne de la Compagnie et de BPCE SA, en particulier :

- les dispositions du code monétaire et financier ;
- les dispositions du code des assurances ;
- le Règlement Délégué 2015/35 de la Commission complétant la directive 2009/138/CE (Solvabilité II) ;
- l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ;
- le Règlement Général sur la protection des données ;
- les bonnes pratiques de l'IIA (Institute of Internal Auditors) et de l'IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne) ;

- la charte Filière Audit interne et ses normes validées par le Comité de Direction Générale BPCE ;
- les principes de gouvernance et de contrôle interne de CEGC et de BPCE en sa qualité d'organe central retranscrits dans ses chartes;
- les engagements pris par BPCE à l'égard de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Ces réglementations prévoient que les établissements de crédit et leurs filiales doivent disposer, selon des modalités adaptées à leur taille, à la nature et à la complexité de leurs activités, d'agents réalisant les contrôles périodiques.

De fait, le vocable « Audit interne » est exclusivement réservé aux membres de la fonction Audit interne afin d'assurer la lisibilité du système de contrôle interne de la Compagnie et du Groupe BPCE.

Devoir d'alerte

Le détenteur de la fonction clé Audit interne dispose d'un devoir d'alerte, en tant que de besoin, auprès de la direction générale et du conseil d'administration de la Compagnie d'une part, de l'Inspecteur général groupe d'autre part.

L'Inspecteur général relaye l'alerte auprès du Comité des risques de BPCE SA.

2.6.2. Politique d'audit interne

La charte décline et adapte à l'Audit interne de la Compagnie les principes et les normes attachés à la filière Audit interne du Groupe BPCE :

- en définissant la finalité, les pouvoirs, les responsabilités et l'organisation générale de l'Audit interne de la Compagnie ;
- en s'inscrivant dans le cadre législatif et réglementaire de l'assurance et de la banque qui régit les principes de gouvernance et le système de contrôle interne de la Compagnie et de BPCE SA ;
- en édictant le principe d'indépendance entre les fonctions de contrôle interne permanent et périodique, et entre les fonctions de contrôle interne permanent et de prise de risque, aucun niveau de contrôle ne pouvant se substituer à un autre ;
- en positionnant l'Audit interne de la Compagnie dans les responsabilités de l'Inspection générale Groupe.

Conformément aux dispositions réglementaires, la charte est revue annuellement et soumise pour approbation au conseil d'administration de la compagnie, au dirigeant effectif de la Compagnie et à l'inspecteur général Groupe pour visa.

Processus de réexamen et fréquence de révision

La fonction clé Audit interne procède a minima une fois par an à la revue de sa politique pour prendre en compte toute évolution significative des règles internes et externes applicables à l'exercice de ses responsabilités et/ou de l'environnement de l'entreprise.

La fonction clé Audit interne présente une fois par an sa politique aux dirigeants effectifs de la Compagnie et à l'inspecteur général Groupe dont elle obtient le visa avant la soumission de la politique revue à la validation par le conseil d'administration de la Compagnie.

2.7. Fonction actuarielle

La fonction actuarielle, fonction clé dans le système de gouvernance Solvabilité II, participe au système de gestion des risques de la Compagnie.

Le responsable de la fonction actuarielle est nommé par le conseil d'administration.

La fonction actuarielle a en charge la production des différents calculs relatifs aux provisions techniques, aux comptes de réassurance et à la tarification.

Elle contribue aux calculs de fonds propres réglementaires, en :

- fournissant à l'équipe modélisation les données techniques nécessaires aux calculs de SCR souscription en formule standard et de SCR de défaut ;
- participant à la définition de certaines hypothèses, en lien avec la politique de souscription (frontières des contrats, risque de rachat,...).

Elle est particulièrement impliquée dans l'utilisation du modèle interne sur les cautions de prêts aux particuliers et a un rôle de surveillance de la qualité des résultats :

- elle valorise les provisions « Best Estimate » (meilleure estimation) à partir des flux issus du modèle interne. A cet égard, elle compare les résultats produits par le modèle avec les données empiriques, apprécie le caractère approprié des méthodologies et hypothèses utilisées ;
- elle alerte l'équipe propriétaire du modèle interne lorsqu'elle détecte des incohérences et, le cas échéant, le comité de gouvernance du modèle interne dont elle est membre ;
- elle utilise les résultats du modèle interne dans les calculs d'Embedded Value et dans les projections financières à moyen terme.

2.8. Sous-traitance

Les activités sous-traitées sont définies comme celles que la Compagnie confie à un tiers de manière durable et à titre habituel et qui concourent directement à la réalisation soit des missions des fonctions clés telles que décrites dans la directive Solvabilité II, soit des activités essentielles de la Compagnie.

La définition de l'activité sous-traitée suppose que celle-ci puisse également être effectuée en interne et qu'il relève du choix de la direction générale de la Compagnie de l'exercer en recourant à l'externalisation.

Le recours aux prestataires s'appuie sur des principes et règles d'application formalisés dans une procédure, communiquée à l'ensemble des acteurs. Ces règles portent sur la qualification du prestataire au travers d'une matrice, ses engagements et obligations, notamment en matière de continuité d'activité, ainsi que sur la formalisation des contrats.

Le contrôle permanent de ces activités externalisées est réalisé par les directions opérationnelles concernées. Des comptes rendus sont mis en place pour le suivi des prestataires. La fonction conformité assure la mise à jour annuelle de l'inventaire des sous-traitants de la Compagnie et le suivi global du dispositif.

La fonction audit interne réalise des audits des sous-traitants afin de s'assurer de la bonne exécution des obligations contractuelles et de la qualité de la prestation ainsi que de la solidité du plan de continuité d'activité.

La sous-traitance concerne l'hébergement informatique et la gestion du portefeuille d'actifs de la Compagnie, à l'exception de la liquidité immédiate et des investissements immobiliers. Les prestataires recensés par la Compagnie sont des prestataires intra groupe (Natixis) domiciliés en France.

3. PROFIL DE RISQUES

Par son activité d'assurance et de gestion d'actifs, la Compagnie est exposée principalement :

- au risque de souscription ;
- au risque de marché (financier) ;
- aux risques opérationnels ;
- aux risques de non-conformité.

La Compagnie a mis en place un dispositif d'atténuation des risques, comprenant des principes et règles en matière de souscription et de provisionnement (limites d'exposition et de diversification), de placements, ainsi qu'un dispositif de réassurance externe, en lien avec l'activité et la stratégie de développement.

Le modèle interne est utilisé pour évaluer le niveau du capital de solvabilité requis de la Compagnie. Il est également utilisé dans le processus d'évaluation du besoin global de solvabilité qui est intégré dans les prises de décision stratégique de la Compagnie.

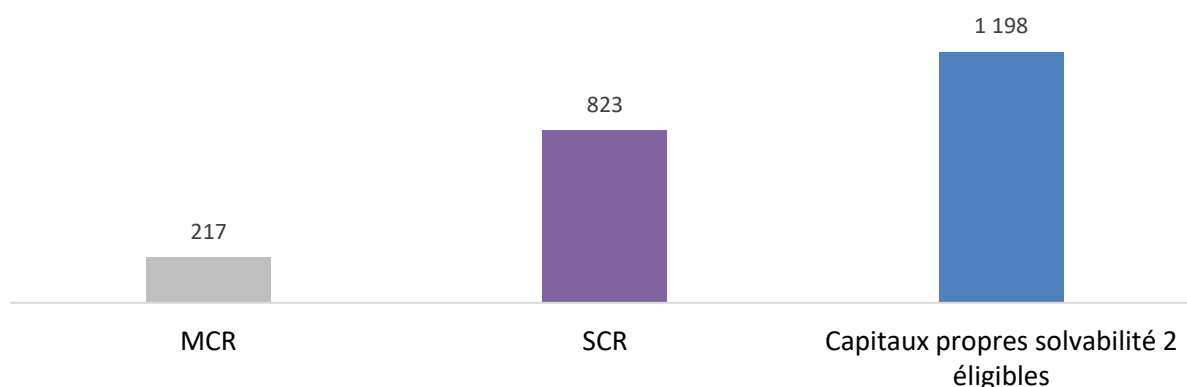
Le capital de solvabilité requis correspond à la valeur en risque des fonds propres de la Compagnie.

La directive européenne Solvabilité II impose la valorisation des engagements de l'assureur au Best Estimate augmentée d'une marge de risque et ainsi que des exigences en capital de solvabilité requis, sur la base d'un quantile à 99,5 %, correspondant à une ruine tous les 200 ans.

La Compagnie utilise son modèle interne partiel pour déterminer le risque de souscription de l'activité de cautions de prêts aux particuliers. La détermination des SCR pour le reste des marchés et des risques, se fait à partir de la formule standard.

Ratio de solvabilité de la Compagnie au 31 décembre 2019

Minimum de capital requis (MCR) et capital de solvabilité requis (SCR en 2019) En millions d'euros



Le SCR global, net de réassurance, est évalué à 823 millions d'euros au 31 décembre 2019. Le MCR à fin 2019 s'élève à 217 millions d'euros (soit 26 % du SCR).

Le ratio de couverture du SCR est égale à 146 % au 31 décembre 2019.

Répartition des risques par nature

Le tableau suivant présente la répartition du capital de solvabilité requis (823 millions d'euros) de la Compagnie par nature de risques au 31 décembre 2019 :

en k€	2019	2018	Evolution 2019/2018
SCR Marché	320 012	220 456	+ 45%
SCR Souscription	827 192	681 253	+ 21%
SCR Défait	20 407	16 658	+ 23%
BSCR	969 315	775 410	+ 25%
SCR Opérationnel	23 572	20 245	+ 16%
Ajustement pour impôts	-169 784	-134 771	+ 26%
SCR	823 104	660 883	+ 25%

A fin 2019, le SCR Souscription représente 85 % du BSCR avant diversification. Il est principalement constitué du SCR sur les cautions de prêts aux particuliers.

Le SCR Marché représente 33 % du BSCR. Le SCR opérationnel représente 3 % du SCR.

3.1. Risque de souscription

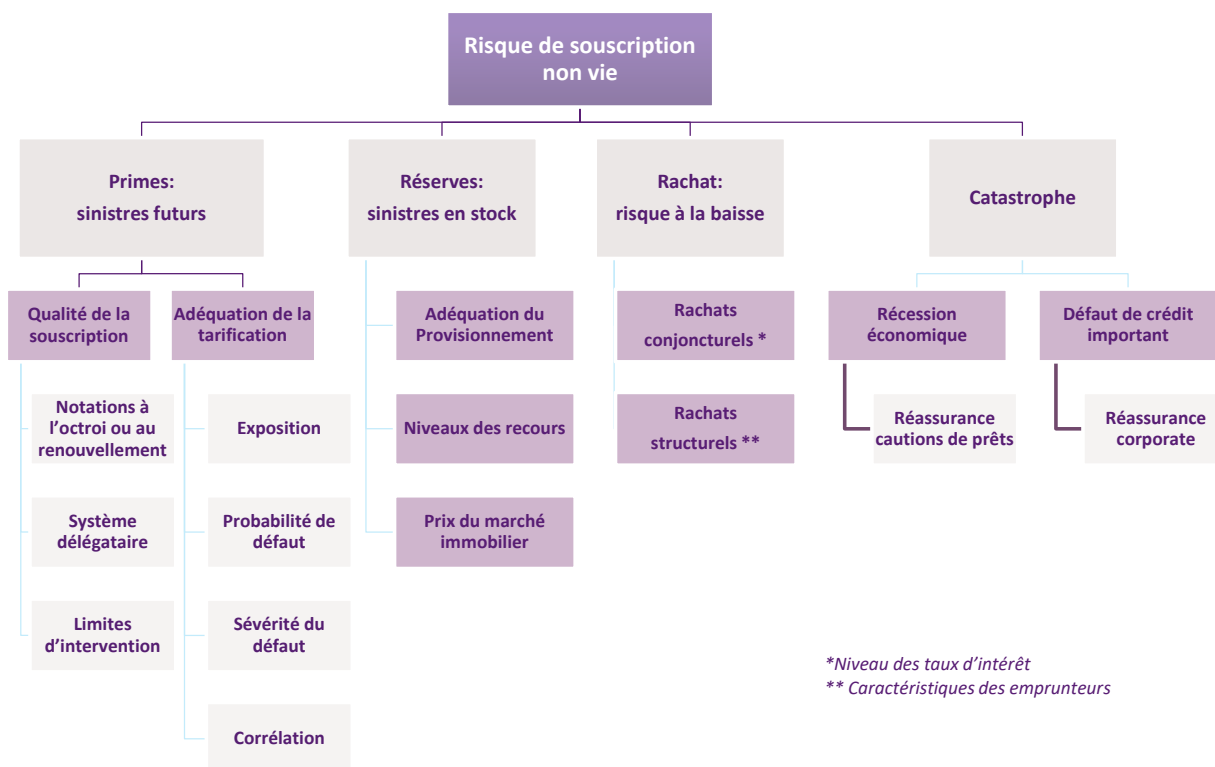
3.1.1. Cartographie des risques de souscription

De manière générale, le risque de souscription non vie de la Compagnie est lié à la défaillance de la contrepartie garantie vis-à-vis des obligations cautionnées. Ce risque est fonction de trois éléments :

- le défaut des contreparties garanties (emprunteurs particuliers, entreprises) ;
- le volume d'exposition (atomisé sur les cautions de crédit, et plus concentré sur les autres cautions) ;
- le niveau de recouvrement en cas de défaut qui limite la perte ultime en cas de défaut.

Le schéma ci-dessous décrit les composantes prises en compte dans l'analyse du risque de souscription.

Cartographie du risque de souscription de la Compagnie



3.1.2. Exposition et mesure du risque

La Compagnie utilise plusieurs mesures et indicateurs pour évaluer son exposition au risque de souscription.

Les encours sous risques représentent l'assiette de risque, les provisions Best Estimate représentent la perte attendue et les SCR, au titre des différents sous-risques de souscription, donnent une évaluation du risque inattendu.

De manière plus détaillée, différents indicateurs de risque sont produits à fréquence régulière dans des tableaux de bord : suivi du profil des débiteurs, des notations des entreprises, des taux de défaut et des taux de recours.

■ Encours sous risque

La Compagnie exprime son niveau d'encours sous risque comme le montant de Sinistre Maximum Probable (SMP ou PML pour Probable Maximum Loss) auquel elle pourrait avoir à faire face au titre de ses engagements de cautions en cours. Pour chaque type de garantie, l'assiette nominale des cautions est pondérée afin d'estimer le volume des expositions sous risque.

Au 31 décembre 2019, les encours sous risque de la Compagnie s'établissent à 188,7 Md€. Ils sont en progression de + 9 % par rapport à l'exercice 2018.

en M€	31/12/2019	31/12/2018	Variation 2019/2018
Cautions de prêts	179 197	163 854	9,4%
Garanties financières	7 712	7 599	1,5%
Cautions structurées, autres	1 831	1 476	24,0%
Total des encours sous risque	188 739	172 929	9,1%

Sur les crédits aux particuliers, aux professionnels, à l'économie sociale et au logement social, les expositions au bénéfice des établissements bancaires s'amortissent suivant le tableau d'amortissement du crédit. La Compagnie tient compte des informations transmises par l'établissement de crédit en cas d'événement sur le prêt cautionné comme le remboursement du prêt par anticipation qui met fin à l'engagement de caution.

Comme en 2018, l'activité de cautionnement de prêts immobiliers explique en grande partie la croissance du stock d'encours entre fin 2018 et fin 2019. Ce marché a enregistré un niveau de production soutenu de 35,7 Md€ de crédits cautionnés, en hausse par rapport à 2018. Ce niveau de production est lié notamment au développement commercial avec le réseau des banques et par un environnement de taux d'intérêts favorables au crédit

Après un contexte économique français de reprise sur l'année 2018, l'encours de garanties financières en 2019 se stabilise globalement avec une légère hausse de 1,5 %.

3.1.3. Concentration

Le portefeuille de la Compagnie est majoritairement exposé à la clientèle de détail. Sur ce segment, le risque est très granulaire et le montant moyen d'un dossier de prêt immobilier représentait 174 k€ en 2019.

Sur les garanties délivrées aux Corporate, les dix contreparties les plus importantes représentent 1,7 milliard d'euros d'encours sous risque (SMP), soit 1 % des encours totaux et 22 % des encours de garanties financières.

3.1.4. Dispositif d'atténuation des risques

La Compagnie atténue son risque de souscription grâce à un dispositif d'encadrement des risques robuste et régulièrement mis à jour, ainsi que par un programme de réassurance.

3.1.4.1. Dispositif d'encadrement et de surveillance

La maîtrise du risque de souscription lié à l'activité de cautionnement, repose sur un processus de sélection des risques adapté au type de cautions délivrées et selon un schéma délégataire bien défini (système de délégations individuelles et collectives adapté aux risques spécifiques et à l'expérience des délégataires). La sélection des risques se fonde sur l'analyse des contreparties cautionnées ainsi que sur l'analyse des opérations à engager (nature et analyse du projet, des financements ou des engagements et des sûretés recueillies).

Le processus d'octroi et de délégation de BPCE encadre le schéma délégataire de la Compagnie, en fixant des limites absolues d'encours (niveau d'engagement) par type de garantie et par notation de la contrepartie (risque de survenance du sinistre).

Le schéma délégataire de la Compagnie intègre deux dimensions : le niveau de risque qui exprime la probabilité de survenance d'un sinistre et le niveau d'engagement qui exprime la sévérité du sinistre en cas de survenance. Les dossiers présentant les montants d'engagements nominaux les plus importants font l'objet d'une revue, à minima annuelle.

La structure des **schémas délégataires** respecte les principes de contrôle interne (architecture pyramidale des pouvoirs partant de la direction générale pour être ensuite déclinés sur les opérationnels par délégation, séparation entre l'ordonnateur et le payeur, double signature privilégiée pour un contrôle renforcé). Le périmètre des délégations porte sur tous les domaines : les décisions de souscription, l'ordonnancement des frais généraux, la gestion des comptes bancaires ou encore la gestion des sinistres.

Les pouvoirs attribués aux collaborateurs sont exclusivement des délégations de signature ou sont liés aux processus internes de la Compagnie. Ils sont attribués en fonction des compétences de chacun. La direction générale conserve la responsabilité vis-à-vis des tiers des engagements pris par ses collaborateurs.

Comités de suivi des risques

Les comités de suivi et de maîtrise des risques auxquels la Compagnie est exposée, sont constitués sur la base du même socle de participants :

- la direction générale qui préside chaque comité ;
- les fonctions clés de la Compagnie au sens de la directive Solvabilité II (gestion des risques, actuariat, conformité et audit interne) selon les attributions du comité ;
- les représentants des métiers concernés et des filières correspondantes de Natixis.

Ils couvrent la gestion des risques (souscription, opérationnels, marché), le contrôle interne et la conformité, le développement, le modèle interne de Compagnie, la gestion des placements financiers, les ressources humaines, la continuité d'activité et la sécurité des systèmes d'information.

Leur architecture est organisée autour d'un comité faîtier (**le comité des risques**) et de plusieurs comités qui suivent l'application des politiques de risque et statuent en conséquence. Chaque décision prise s'appuie sur l'avis des différents membres du comité.

Politiques écrites

Le dispositif est formalisé à travers un ensemble de **politiques écrites**. Ces politiques et chartes sont validées par les comités ad hoc présidés par la direction générale.

En complément de ces politiques, des procédures précisent notamment les règles de souscription et de suivi des clients, la gestion des délégations, les conditions de mise en place d'un nouveau produit ou d'une nouvelle activité, les obligations en matière de connaissance des clients et de lutte contre le blanchiment d'argent, le traitement des réclamations des clients, l'organisation du plan de continuité des activités et les modalités de déclaration des incidents de risques opérationnels.

Cette documentation est centralisée dans un répertoire de référence accessible à tous les collaborateurs de la Compagnie.

La Compagnie a défini des limites et des exclusions spécifiques sur certaines garanties.

Le dispositif de surveillance du risque de souscription s'appuie sur des procédures de surveillance des contreparties, soit dans le cadre de revue annuelle accompagné d'audits externes pour les professions réglementées (CMI, ADB-AI) soit en cas de mise sous surveillance des contreparties présentant un risque de défaillance accru (procédure Watch List).

Variables d'influence dans la sélection des risques et suivi du risque

Type de garantie	Drivers clés	Variables clés dans la décision d'octroi	Monitoring du risque
Prêts aux particuliers	DTI (debt to income, niveau d'endettement exprimé en nombre d'années empruntées)	<ul style="list-style-type: none"> Comportement de compte 	Suivi des taux de défaut par classe de risque (modèle interne) Recouvrement par CEGC
Prêts aux professionnels	CSP (le métier exercé par le professionnel)	<ul style="list-style-type: none"> Valeur du fonds de commerce Secteur d'activité 	Recouvrement pour les cautions solidaires Suivi des créances douteuses en caution simple
Prêts Economie Sociale	Catégorie de l'association	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de soutien des collectivités locales (exemple : ARS pour la santé) 	
Prêts Logement Social	LTV	<ul style="list-style-type: none"> Capacité d'autofinancement Age du parc Taux de vacance 	
Constructeurs de Maisons individuelles	Taille du CMI	<ul style="list-style-type: none"> Poids des charges fixes /exploitation Taux de marge brute BFR 	Audit annuel Gestion des garanties chantier par chantier
Loi Hoguet	Niveau de représentation des fonds mandants et fiabilité des comptes mandants	<ul style="list-style-type: none"> Chiffre d'affaires Soldes mandants débiteurs Niveau de trésorerie propre 	Audit annuel Gestion annuelle des garanties
Promotion Immobilière	Qualité de l'opération	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'impasse, taux de marge de l'opération, qualité des entreprises de travaux Trésorerie du promoteur 	Suivi des flux de l'opération en gestion tripartite ou en gestion courante
Caution de marché	Type de garantie (technique/financière)	<ul style="list-style-type: none"> Trésorerie Notation de la contrepartie Durée de la garantie 	Surveillance des lignes (résiliation des lignes, gestion de l'autorisation, gestion des oppositions)

- Cautions de crédits aux particuliers

La Compagnie supporte un risque de fréquence au titre des cautions de prêts.

L'ensemble des dossiers, soumis à analyse et à décision, est scoré par un outil d'aide à la décision, qui détermine, d'une part, une note correspondant à la probabilité de défaut à terme du prêt, et, d'autre part, une classe de risque. Les grilles de scores sont différenciées en fonction de la nature de l'investissement ou du profil de l'emprunteur : résidence principale (RP), résidence secondaire, résidence locative (RL), travaux, SCI (RP / RL), consommation.

Les scores et règles de décision reposent sur de nombreuses informations. L'ensemble de ces données est pris en compte au sein d'une grille qui détermine le schéma délégataire applicable, de l'analyste à l'un des comités de souscription. Les grilles de score font l'objet d'un suivi et d'un backtesting annuel par l'équipe de validation des modèles, qui est indépendante de l'équipe modèle interne.

La note de score est un élément clé du modèle interne de valorisation du risque de souscription utilisé dans les calculs de fonds propres.

- Cautions de crédits aux professionnels

Sur ce marché, la Compagnie est également exposée à un risque de fréquence.

Tous les dossiers sont scorés par un outil d'aide à la décision. La grille de score est fonction de l'objet d'investissement : immobilier, transmission de patrimoine, modernisation, développement ou création d'entreprise.

L'analyse des engagements intègre les trois axes suivants : profil de l'emprunteur, projet à financer, cohérence profil / projet. Le schéma délégataire combine la note de score et le montant de l'investissement.

Des limites de quotité garantie et de durée de garantie encadrent l'octroi.

■ Cautions de crédits à l'économie sociale et au logement social

Les principaux critères de décision d'octroi de garanties, spécifiques à chaque catégorie d'emprunteur et par champ d'intervention, reposent sur :

- les types de conventions passées avec les pouvoirs publics ;
- l'environnement / rattachement (congrégations, diocèses, collecteurs 1 %, etc....) ;
- les indicateurs d'activités, ratios bilanciers et d'exploitation, autofinancement ;
- la faisabilité et l'équilibre des projets.

Pour le logement social, des indicateurs de référence existent par type d'activité et par nature d'établissement :

- les rapports annuité / loyers, autofinancement net / loyers ;
- le niveau de la trésorerie et les ratios fonds propres / loyers, endettement / fonds propres ;
- les rapports frais financiers / loyers ;
- les taux de vacance réel et les taux d'impayés.

Des limites de quotité garantie et de durée de garantie encadrent l'octroi.

■ Garanties aux constructeurs de maisons individuelles

Le processus d'octroi et de renouvellement de garanties s'appuie sur la réalisation d'audits financiers.

Une notation, qui intègre différents ratios financiers spécifiques au secteur de la construction de maison individuelle, est donnée à l'issue de l'audit financier.

Le suivi des chantiers en cours est encadré par des contrôles récurrents amenés à générer des alertes sur les clients du portefeuille, le cas échéant.

■ Assurance construction (Dommage Ouvrage et Responsabilité Civile Décennale) aux constructeurs de maisons individuelles

Les règles de souscription et la tarification encadrant ces nouveaux produits ont été définis en se fondant sur des évaluations techniques des constructeurs et leur historique de sinistralité.

Le Constructeur doit être déjà garanti au titre de la garantie livraison pour être couvert au titre de l'assurance construction.

Enfin, un dispositif de réassurance spécifique composé de traités de réassurance proportionnelle et non proportionnelle spécifique à cette activité a été mis en place.

■ Garanties aux opérations de promotion immobilière

La souscription repose sur la qualité de l'opérateur, au niveau technique et financier et sur l'analyse de l'opération immobilière : prix de revient et couverture, taux de commercialisation, marge prévisionnelle.

La surveillance du déroulement des chantiers et leur suivi financier peuvent générer des alertes en cas de déroulement imprévu.

La Compagnie peut requérir la mise en place d'une convention tripartite (client, banque, Compagnie), par laquelle la banque ne peut effectuer aucun règlement sans l'accord de la Compagnie. Ce dispositif permet de maîtriser le déroulement d'une opération tout en contrôlant l'ensemble de ses flux de paiements et encaissements.

■ Cautions et garanties aux entreprises

Le processus de souscription est fondé sur l'analyse financière de l'emprunteur, les opérations à cautionner ainsi que le profil des garanties demandées.

- **Garanties aux administrateurs de biens et agents immobiliers**

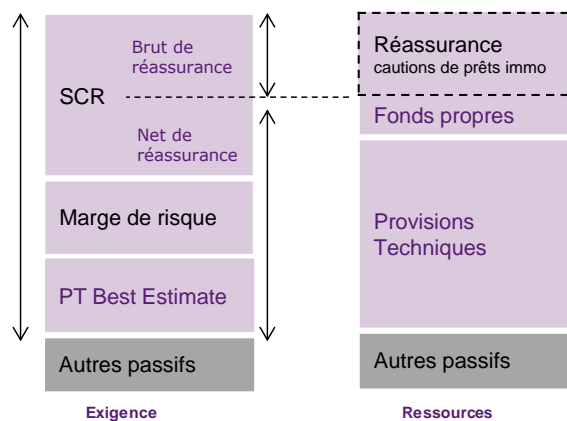
L'analyse des dossiers se fonde sur les données financières issues des bilans des professionnels garantis et des rapports de contrôle diligentés par la Compagnie. Une attention particulière est portée à la balance des comptes des mandants.

3.1.4.2. Dispositif de réassurance

La Compagnie couvre son portefeuille d'engagements de cautions par un programme de réassurance adapté aux différentes activités exercées. Il est soumis chaque année à la validation du comité de Gestion du Capital et de la Solvabilité, présidé par un mandataire social.

L'objectif du programme de réassurance de la Compagnie sur les cautions de prêts immobiliers, est de céder une partie de son risque catastrophe récession, ce qui lui permet de gérer son besoin de fonds propres. Il est composé de deux traités structurés, l'un en quote-part et l'autre en excédent de sinistres, couvrant le stock d'encours et une année d'affaires nouvelles, pour une période de 5 années de survenance des sinistres.

Traités cautions de prêts : quote-part et en excédent de sinistres cumulés sur 5 ans de survenance



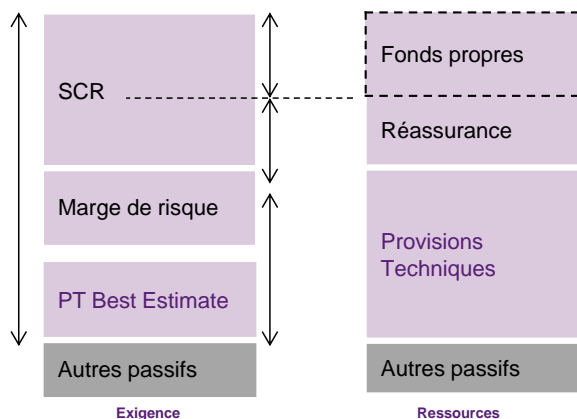
L'intervention des réassureurs se situe au-delà des capacités d'absorption de la Compagnie (provisions techniques et fonds propres) sur la période de couverture (5 ans de survenance).

Le niveau de franchise, avant intervention du réassureur est calibré de telle façon à conserver un niveau de provisions techniques et de fonds propres suffisant pour absorber les sinistres au-delà de la période de couverture de la réassurance.

Leur application combinée au 31 décembre 2019, permet de céder aux réassureurs plus de 1,7 Md€ de pertes, soit une atténuation de l'exigence prudentielle de 1,4 milliard d'euros.

Sur les garanties délivrées aux entreprises, le programme de réassurance couvre les risques de pointe. Le programme de réassurance est calibré pour limiter l'impact de trois événements de perte individuelle (au niveau d'une contrepartie ou d'un groupe de contreparties).

Traités cautions Corporate excédent de sinistres individuels par année de souscription



Sur les segments Corporate, le programme permet de protéger les fonds propres de la Compagnie en couvrant les risques d'intensité.

3.1.5. Sensibilité et tests de résistance

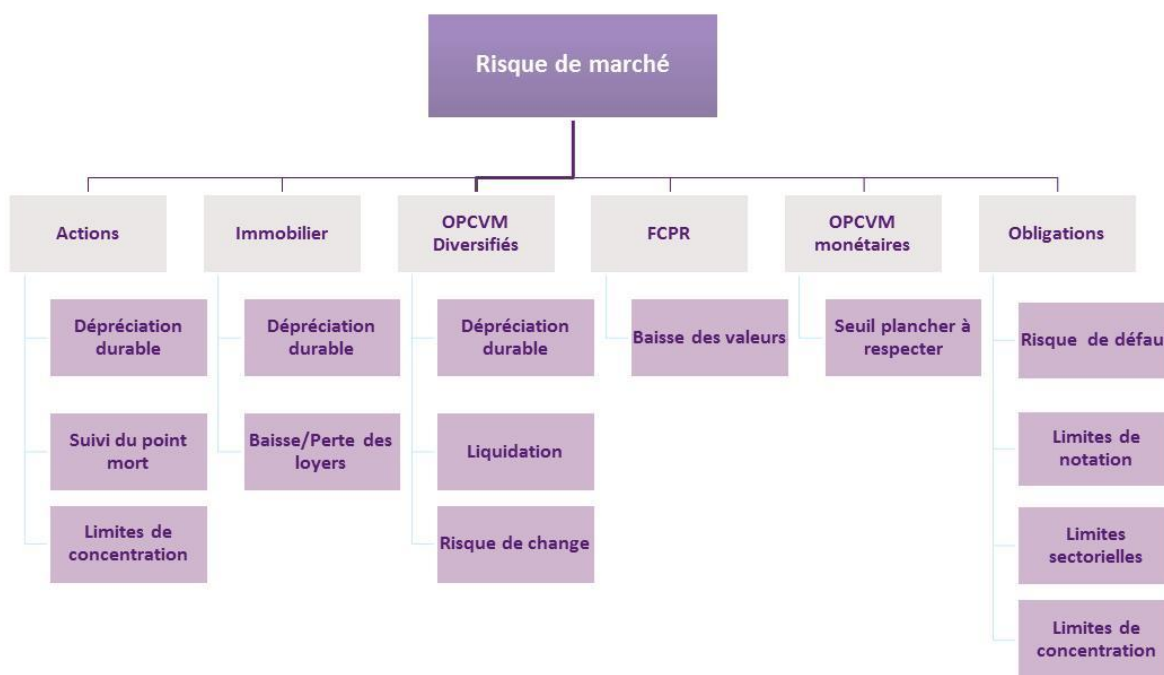
La Compagnie est majoritairement exposée au risque de défaut des emprunteurs particuliers, sur les crédits immobiliers à l'habitat cautionnés.

Au cours de l'année 2019, la Compagnie a reconduit son programme de réassurance sur les cautions de prêts immobiliers, lui permettant de supporter une perte allant jusqu'à 2 % des encours cautionnés.

Une telle perte résulterait d'un scénario de récession de type systémique d'une durée de 5 ans et qui se traduirait par une multiplication par 5,3 des taux de défaut annuels et une baisse des taux de recours ultimes à 63 % (contre 80 % en moyenne) sur cette durée de 5 ans.

3.2. Risque de marché

3.2.1. Cartographie du risque de marché

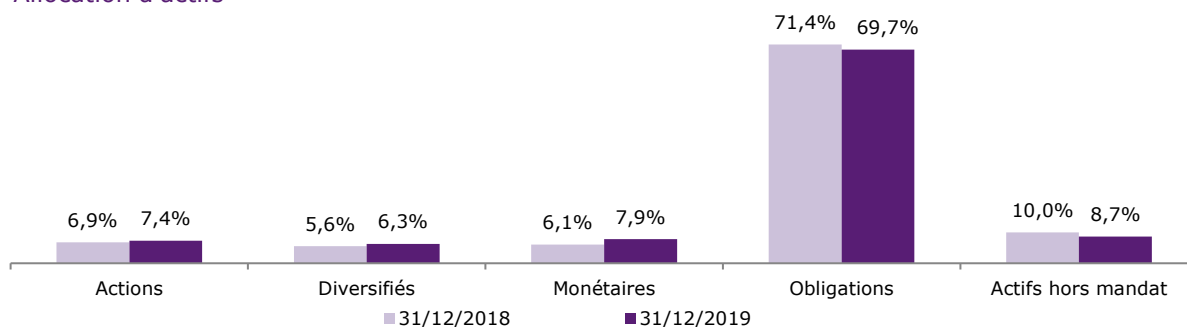


3.2.2. Exposition et mesure du risque

- Structure du portefeuille à fin décembre 2019

Au 31 décembre 2019, le portefeuille présente une valeur bilan nette de provision de 2,5 milliards d'euros. Il est majoritairement investi en obligations.

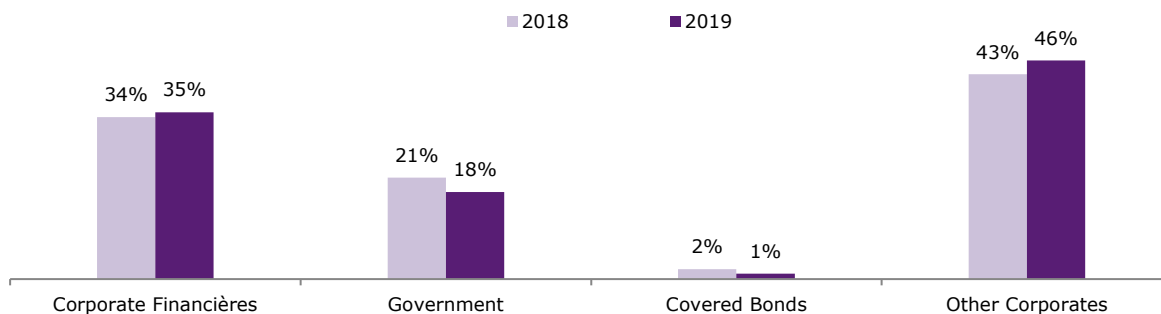
Allocation d'actifs



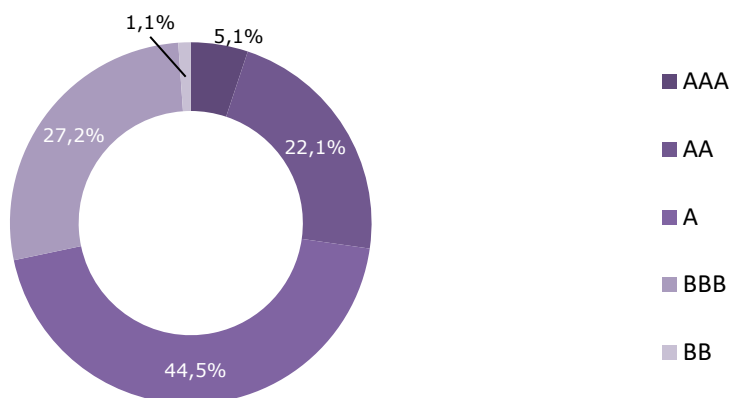
- Poche obligataire

L'histogramme ci-dessous présente la répartition sectorielle de la poche taux entre, obligations souveraines, obligations financières, covered bonds et autres corporate à fin 2019 et 2018.

La catégorie covered bonds est isolée des obligations financières, afin de tenir compte des risques spécifiques de ces titres, distincts de ceux portant sur la contrepartie financière émettrice.



Répartition de la poche obligataire* par notation au 31/12/2019



*y compris liquidités (OPCVM monétaires : contrepartie Natixis notée A+)

Au 31 décembre 2019, la part des obligations ayant un rating supérieur à A- est de plus de 70 %, en adéquation avec la charte de gestion financière de la Compagnie et 99 % des titres détenus étaient classés « Investment grade » (idem 2018).

Le maintien en portefeuille des titres, « Investment grade » à leur entrée et qui ont vu leur notation abaissée, a été acté en comité de gestion financière.

Les contreparties classées en catégorie « non-Investment grade » par au moins une des trois agences de notation externes, sont revues mensuellement en comité de gestion financière. Les contreparties « non-Investment grade » ne présentent pas à ce stade de risque de défaut avéré.

Exposition de la Compagnie aux pays périphériques européens (en % de la valeur bilan de la poche obligataire) au 31 décembre 2019 :

	% de la poche Taux (en valeur bilan)
Portugal	0,05%
Irlande	
Italie	3,97%
Souverains	
Corporates	1,57%
Financières	0,28%
Covered bonds	2,13%
Espagne	2,58%
Total PIIGS	6,60%

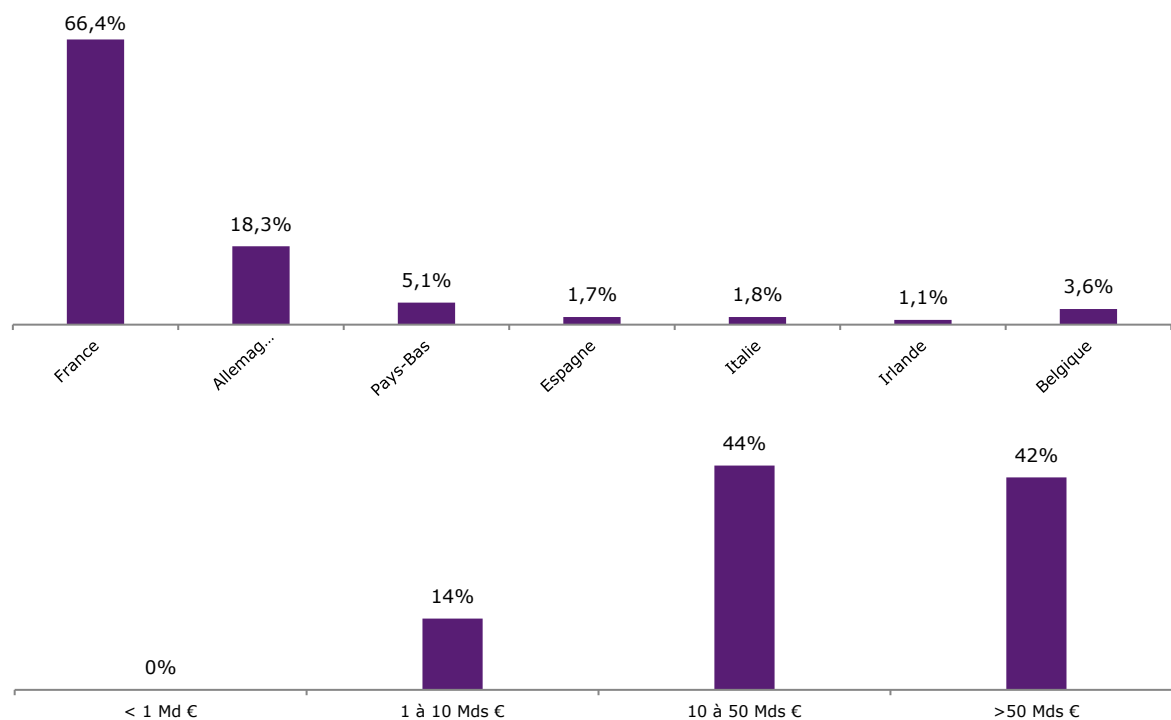
■ Poche actions

Le portefeuille actions est fortement corrélé aux indices actions européens (son bêta avec l'indice CAC 40 étant de 0,91).

A fin décembre 2019, le point mort de la poche actions cotées est inférieur de 11 % au niveau de l'indice CAC 40.

Les investissements sont fortement concentrés en France, et exclusivement sur la zone Euro, en adéquation avec le mandat de gestion financière de la Compagnie.

Répartition par zone géographique et par capitalisation boursière de la poche actions en valeur bilan à fin 2019 :



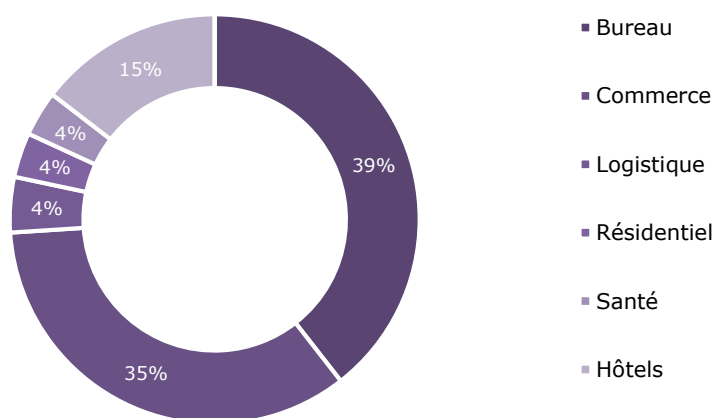
La performance des OPCVM actions, détenus dans le portefeuille de la Compagnie, s'élève à 6,6 % sur l'année 2019.

■ **Actifs hors mandat - Immobilier**

Dans un contexte prolongé de taux bas, et afin de respecter la cible stratégique d'allocation sur la poche immobilière de 10 % des actifs de placement, la Compagnie a investi dans de nouveaux fonds immobiliers au cours de l'année 2019.

Le portefeuille immobilier de la Compagnie est composé pour plus de 70 % d'actifs de bureaux et de commerces.

Portefeuille immobilier au 31/12/2019



3.2.3. Dispositif d'atténuation des risques

La sécurité du portefeuille et l'amélioration de son rendement sont assurées par la diversification des investissements entre produits de taux domestiques et internationaux, actions, placements immobiliers en direct ou via des OPCVM.

La gestion du portefeuille est soumise aux règles du Code des assurances, du Code monétaire et financier, aux normes de l'ACPR, aux normes du Groupe BPCE, ainsi qu'aux limites définies par la Compagnie qui s'articulent en :

- limites globales applicables à l'ensemble du portefeuille ;
- limites applicables à un compartiment du portefeuille ;
- limites spécifiques applicables à un type d'opérations ou d'instrument du portefeuille.

Les limites globales sont établies en fonction des fonds propres prudentiels.

Au total, l'organisation de la gestion financière ainsi que l'ensemble des limites applicables aux différentes poches du portefeuille participent à l'atténuation des risques.

3.2.3.1. Organisation

La Compagnie externalise auprès d'Ostrum Asset Management (Ostrum) la gestion de son portefeuille d'actifs, à l'exception de la liquidité immédiate, des investissements immobiliers et du private equity. La gestion déléguée concerne donc les obligations, les actions, la gestion diversifiée ainsi que le monétaire. Le mandat de gestion signé avec Ostrum est soumis aux règles issues du Code des assurances et de la charte de gestion financière de la Compagnie.

La Compagnie a mandaté la société de gestion Flexstone France (ex. Euro Private Equity France) pour gérer l'ensemble des placements en private equity depuis le 1^{er} janvier 2016.

Le comité de gestion financière, présidé par le membre du comité exécutif en charge des finances et des risques, prend les décisions d'investissement dans le respect des limites validées en comité des risques.

■ Séparation des fonctions en matière de gestion financière

La Compagnie fixe au mandataire des objectifs de performance globale et par classe d'actifs. Le mandataire réalise les opérations selon son propre système délégataire dans le respect du mandat de gestion. Il rapporte mensuellement auprès du comité de gestion financière de la Compagnie. La convention prévoit la possibilité d'auditer les activités du mandataire relatives au portefeuille de la Compagnie.

La direction technique et des risques supervise la gestion courante du portefeuille. Elle s'assure que la position de liquidité destinée à couvrir le règlement des sinistres est suffisante et que la structure du portefeuille permet de respecter les objectifs à moyen long terme de la Compagnie, tant en matière de produits financiers que de génération de plus-values.

Le responsable du middle office collecte quotidiennement les flux d'opérations et vérifie qu'ils sont conformes au bordereau d'engagement. Il procède au rapprochement des positions inscrites dans ses livres avec celles enregistrées en comptabilité.

Le back office comptable enregistre les opérations et les éléments d'inventaire et les justifie grâce aux relevés des dépositaires et aux autres documents de propriété. Il rapproche l'ensemble de ces éléments de la base informatique.

3.2.3.2. Limites applicables aux différents risques

La charte de gestion financière recense l'ensemble des limites applicables au portefeuille d'actifs :

- allocation cible avec des seuils maximum et minimum par classes d'actif ;
- limites géographiques ;
- limite du risque de change à 2 % de la valeur bilan du portefeuille sous mandat de gestion déléguée ;
- sur la poche obligataire : limites d'exposition par notation, par contrepartie, sur les opérations de titrisation, limites par notation (toutes les contreparties doivent obligatoirement être notées « Investment grade » lors de la souscription d'un titre obligataire), limites de concentration sectorielles, limite de concentration sur le risque souverain ;
- sur la poche actions : limites d'exposition par contrepartie, limite par univers d'investissement, limite sectorielle ;
- sur la poche diversifiée : règles de transparence des fonds, limite d'emprise, de track record du fond, de concentration sur les ETF (Exchange Traded Funds) ;
- sur la poche non cotée : limite d'exposition globale en investissement private equity et individuelle par investissement immobilier.

Toute opération atypique est interdite sauf accord spécifique donné par le comité de gestion financière dans les conditions prévues dans le dispositif de maîtrise des risques de la Compagnie.

■ Processus de suivi des limites

L'outil de suivi du portefeuille permet la consultation quotidienne des positions et des résultats de l'activité. Le middle-office procède au suivi régulier des limites et des interdictions et envoie un rapport quotidien aux membres du comité de gestion financière. La direction technique et des risques effectue un contrôle de second niveau sur les limites et produit un rapport mensuel récapitulatif de l'état du portefeuille, et du risque de marché.

Le responsable du middle office alerte immédiatement les membres du comité de gestion financière dès lors que certaines limites sont dépassées ou que certains critères ne sont plus respectés. Le responsable de la limite, chez le mandataire délégué, doit alors indiquer dans la journée :

- les raisons du dépassement ;
- les mesures à entreprendre afin de rentrer dans le cadre de ses limites.

3.2.4. Sensibilité et tests de résistance

La Compagnie procède régulièrement à des tests de sensibilité de son portefeuille d'actifs de marché aux fluctuations des indices financiers.

L'allocation majoritairement obligataire expose la Compagnie à un risque de hausse des taux.

Au 31/12/2019, le niveau de plus-values latentes du portefeuille de plus de 207 M€ protège la Compagnie d'une hausse des taux de près de 150 points de base.

Etant donné le poids limité des investissements en action, la baisse du marché action à lui seul devrait être significative pour entamer la solvabilité de la Compagnie.

3.3. Risque de crédit

En dehors des contreparties obligataires de la Compagnie (sur lesquelles un risque de spread est calculé), les contreparties sur lesquelles la Compagnie est exposée à un risque de crédit sont celles sur lesquelles la Compagnie détient une créance, à savoir :

- les contrats de transferts de risques tels que la réassurance, la titrisation et les produits dérivés ;
- les créances sur intermédiaires ;
- toute autre exposition à l'origine d'un risque de crédit non couvert dans le risque de spread.

Deux types d'expositions sont distingués :

- les expositions dites de « type 1 », contreparties « non diversifiables » et souvent notées, telles que les contrats de réassurance, les produits dérivés et titrisations, les autres instruments d'atténuation des risques, le cash, les nantissements, les lettres de crédit, capital ou tout autre engagement reçu par la Compagnie ayant fait l'objet d'un appel de fonds mais non payé, dans la mesure où le nombre de contreparties indépendantes n'excède pas 15 ;
- les expositions dites de « type 2 », contrepartie « diversifiables » et souvent non notées, incluent les créances sur les débiteurs, les autres créances, et les lettres de crédit, capital ou tout autre engagement reçu par la Compagnie ayant fait l'objet d'un appel de fonds mais non payé, dans la mesure où le nombre de contreparties indépendantes excède 15.

Ce risque est peu élevé comparativement au risque de souscription et de marché.

Les réassureurs de la Compagnie disposent tous d'une qualité de crédit équivalente à « Investment grade ».

3.4. Risque de liquidité

Le modèle de la Compagnie est structurellement excédentaire en liquidités car les primes sont encaissées en début du contrat. La Compagnie produit annuellement l'écoulement des cash in et des cash out en vision run-off et en continuité d'activité (sur un horizon de 3 ans).

Les dernières études réalisées confirment que les sinistres et les frais restant à décaisser sur le portefeuille de contrats en run-off sont largement couverts par les revenus des placements financiers ainsi les recouvrements attendus sur les sinistres en stock.

En incluant les affaires nouvelles et les frais et sinistres y afférent, cette tendance est largement confirmée.

3.5. Risque opérationnel

3.5.1. Organisation de la filière du risque opérationnel

Rattaché à la direction des risques (DR), le département Risque opérationnel est en charge de l'identification, de la mesure, de la surveillance et du contrôle des risques opérationnels contribuant ainsi à la réduction des pertes.

Ses responsabilités sont :

- l'évaluation et la prévention des risques opérationnels à travers la cartographie des risques, le suivi et l'analyse des incidents, la mise en place de plan d'action et les reportings ;
- la surveillance des risques opérationnels par la mise en place d'indicateurs de suivi (Key Risk Indicators) et la participation à des comités internes ;
- l'animation et la diffusion de la culture du risque opérationnel via des formations, un réseau de correspondants risque opérationnel (CRO).

Le pilotage des risques opérationnels au sein de la Compagnie est réalisé par le comité des risques opérationnels qui se réunit à minima de quatre fois par an et décline la politique des risques opérationnels validée par le comité des risques.

Le représentant de la direction des risques opérationnels de BPCE est présent au sein du comité risque opérationnel de la Compagnie.

3.5.2. Dispositifs de surveillance des risques opérationnels

La maîtrise et le suivi des risques opérationnels au sein de la Compagnie se déclinent à travers un dispositif de surveillance qui repose sur :

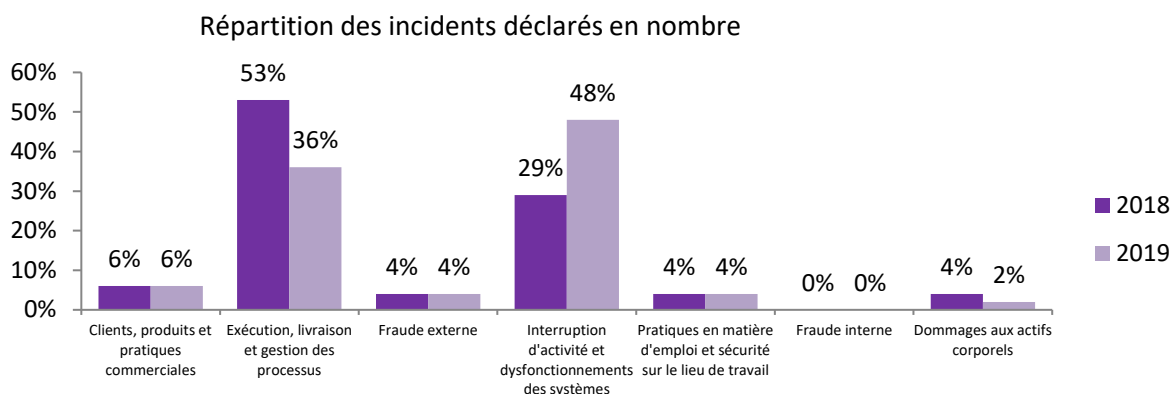
- la cartographie des risques opérationnels : dispositif d'évaluation annuelle des risques opérationnels de chaque métier permettant d'identifier les processus clés et les plus sensibles de l'entreprise ;
- la collecte des incidents internes : identification, déclaration, valorisation, suivi de la résolution des incidents faisant suite à un risque opérationnel au fur et à mesure de leur survenance ;
- les indicateurs clés de risques ou « KRI » (Key Risk Indicators) : indicateurs de surveillance mis en place avec des seuils d'alertes permettant la surveillance d'un risque opérationnel et ainsi une intervention proactive avant la survenance de l'incident ;
- la procédure d'alerte des incidents graves : procédure spécifique de traitement des incidents (validation, investigation, déclaration) répondant à minima à l'un des critères définis (impact financier supérieur à 300 milles euros, impact d'image fort, risque de propagation à d'autres entités du groupe, fraude interne) ;
- les plans d'actions : mise en place d'actions correctrices suite à la survenance de certains incidents afin d'en limiter leur perte ou éviter la répétition de l'incident. Ils permettent de sécuriser les processus ;
- la mise en place et la diffusion de la culture du risque opérationnel à travers des actions de sensibilisation, de formations et en s'appuyant également sur un réseau de correspondants risque opérationnel (CRO) au sein de chaque fonction ;
- les reportings auprès de la direction générale de la Compagnie et des directions des Risques de la Compagnie et de BPCE ;
- l'utilisation d'un outil pour le suivi de la totalité des modules de surveillance du risque opérationnel et permettant également des rapprochements avec des informations issues d'autres fonctions (comptabilité, compliance, juridique, sécurité des systèmes d'informations).

3.5.3. Résultats 2019

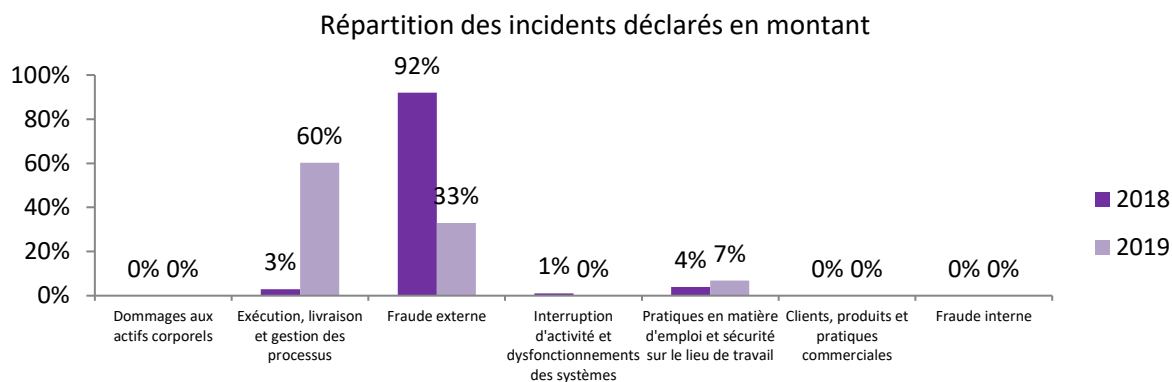
Sur l'année 2019, les incidents déclarés concernaient principalement les catégories « Interruptions d'activité et dysfonctionnement des systèmes » et « Exécution, livraison et gestion des processus ». Le nombre d'incidents déclarés a diminué de 2% sur 2019 versus 2018.

La catégorie bâloise « Interruptions d'activité et dysfonctionnement des systèmes » est impactée par les incidents survenus lors de la mise en production d'un nouvel outil d'instruction et de gestion des garanties et cautions (TANI). Ce nouvel outil sert d'interface aux clients et aux analystes de la CEGC. Des plans d'actions sont en cours de développement.

Aucune fraude interne (incident grave) n'a été déclarée.



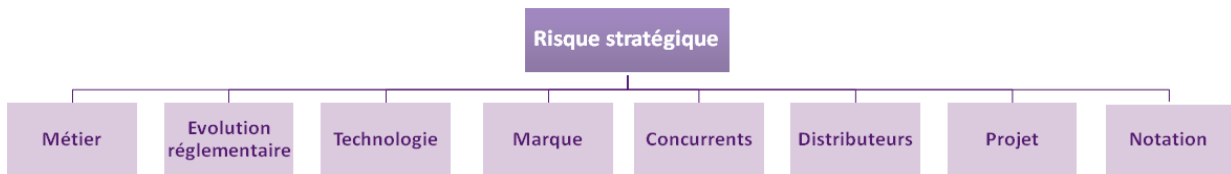
Les pertes et provisions générées à la suite des incidents déclarés concernaient principalement les catégories bâloises « Exécution, livraison et gestion des processus » et « Fraude externe ». Aucun incident supérieur à 300 milles euros (incident grave) n'a été déclaré en 2019.



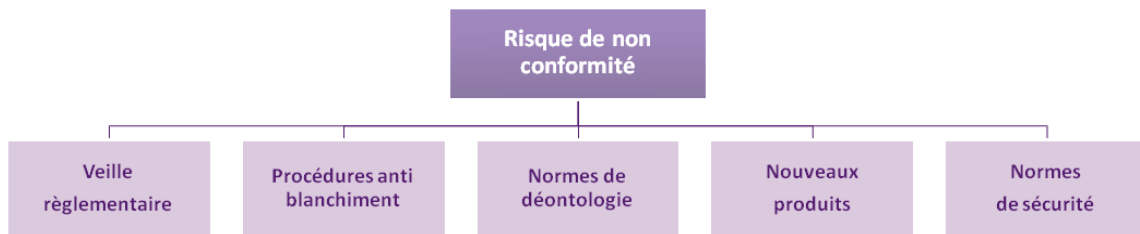
3.6. Autres risques (risque stratégique, de conformité)

Des décisions stratégiques inadaptées ou mises en œuvre de manière inappropriée, un défaut de conformité des produits, des pratiques, des éléments de communication ou bien encore la dégradation sensible de l'image de la Compagnie peuvent obérer sa capacité à dégager les résultats attendus et porter atteinte à sa solvabilité. Les deux schémas ci-après présentent les différents événements adverses constituant respectivement les risques stratégiques et de non-conformité.

Cartographie du risque stratégique de la Compagnie



Cartographie du risque de non-conformité de la Compagnie



4. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

La valorisation des actifs et des passifs se fonde sur les principes de valorisation économique décrits à l'article 75 de la Directive 2009/138/CE.

Pour la plupart des actifs et passifs de la Compagnie (autres que les provisions techniques), cette valorisation se fonde sur les normes IFRS en vigueur compatibles avec la méthode de valorisation prévue.

Les provisions techniques font l'objet d'un mode de calcul spécifique.

<i>Actif (en k€)</i>	2019	2018	Evolution 2019/2018
Actifs d'impôts différés	69 755	68 536	+ 2%
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	21 390	20 678	+ 3%
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)	2 729 709	2 117 438	+ 29%
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	-141 577	-143 566	- 1%
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	19 289	18 861	+ 2%
Créances nées d'opération de réassurance	3 112	4 374	- 29%
Autres créances (hors assurance)	804	2 012	- 60%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 870	25 251	+ 78%
Autres actifs	805	845	- 5%
Total actif	2 748 157	2 114 431	+ 30%

<i>Passif (en k€)</i>	2019	2018	Evolution 2019/2018
Provisions techniques Non Vie	1 173 600	989 307	+ 19%
Provisions autre que les provisions techniques	65	315	- 79%
Provision pour retraite	3 279	3 038	+ 8%
Dépôts des réassureurs	55	57	- 3%
Impôts différés passif	239 539	203 308	+ 18%
Dettes envers les établissements de crédit	0	110	- 100%
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	93 204	78 762	+ 18%
Dettes nées d'opération de réassurance	3 497	2 297	+ 52%
Autres dettes (hors assurance)	287 323	39 279	+ 631%
Total Passif	1 800 563	1 316 474	+ 37%

4.1. Actifs

4.1.1. Méthodes de valorisation

■ Sources

Les actifs du bilan prudentiel sont valorisés avec les mêmes sources de données que celles utilisées en normes IFRS. Les actifs cotés sont évalués à partir des informations disponibles sur *Bloomberg* (cours de bourse). La valorisation des titres non cotés est quant à elle calculée à partir des informations fournies par les différentes sociétés de gestion via les reportings et/ou rapports d'expertises notamment.

■ Méthodes

Le tableau suivant synthétise les méthodes de valorisation et la classification retenues par nature d'investissement :

Classification compte NF	Valorisation par type de comptes NF	Classification compte SII
SCI SACCEF - La Boétie - Champs Elysées	ANR	
Agencement sur immobilier	Valeur NF	Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)
Terrains non construits	Valeur d'expert	
Titres de participations SCESRA et CEGC Conseil	Valeur NF	Participations
Actions cotées	Mark-to-market	Actions - cotées
Titres de participations	Valeur NF	Actions - non cotées
Obligations d'Etat	Mark-to-market	Obligations d'État
Obligations d'entreprise	Mark-to-market	Obligations
Produit structuré BNS	Valeur d'expert	Titres garantis
Fonds d'investissement immobilier & FCPR non cotés	Valeur d'expert	Fonds d'investissement
OPCVM cotés	Mark-to-market	

Les trois comptes ou groupes de comptes « Agencement sur immobilier », « Titres de participations CEGC Conseil et SCESRA », et « Titres de participations » ne subissent aucune revalorisation. Leur valeur comptable en normes locales est conservée dans le référentiel SII.

Le groupe de compte « SCI SACCEF - La Boétie - Champs Elysées » est revalorisé en ANR (actif net réévalué) à partir des informations produites par un expert indépendant autorisé par l'ACPR. Le calcul effectué est le suivant : situation nette de la SCI + Valeur d'expert – VNC.

Les quatre comptes ou groupes de comptes « Actions cotées », « Obligations d'Etat », « Obligations d'entreprise » et « OPCVM cotés » sont valorisés en valeurs de marché.

Les trois comptes ou groupes de comptes « Terrains non construits », « Produit structuré BNS » et « Fonds d'investissement immobilier & FCPR » non cotés sont valorisés sur la base d'expertises produites par les sociétés de gestion dédiées. La Compagnie étudie ces valorisations et peut éventuellement effectuer des retraitements (par exemple pour prendre en compte des événements ayant eu lieu entre la date de valorisation de la société de gestion et celle de l'arrêté des comptes de la Compagnie, puisque les valorisations des FCPR sont disponibles avec un délai de plusieurs mois).

4.1.2. Valorisation

en k€	2019	2018	Evolution 2019/2018
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	21 390	20 678	+ 3%
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	2 729 709	2 117 438	+ 29%
Total des actifs de placements	2 751 099	2 138 116	+ 29%

Les actifs de placement du bilan prudentiel de la Compagnie s'élèvent à 2,8 milliards d'euros, en hausse de 29 %. Cette hausse résulte à la fois des opérations d'investissements /désinvestissements de l'année 2019, ainsi que de l'évolution des marchés financiers.

4.1.3. Ecart de valorisation

en k€	Valorisation SII	Valorisation NF	Ecart
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	21 390	21 666	-275
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	2 729 709	2 526 713	202 997
Total des actifs de placements	2 751 099	2 548 378	202 721

Les écarts de valorisation entre les comptes sociaux et les comptes prudentiels correspondent aux plus-values latentes sur les actifs de placement et les immeubles d'exploitation.

4.2. Provisions techniques

4.2.1. Valorisation

Les provisions techniques de la Compagnie sont en hausse de 19% entre 2018 et 2019 :

en k€	2019	2018	Evolution 2019 / 2018
<i>Best Estimate</i>	785 728	674 818	+ 16%
<i>Risk margin</i>	387 872	314 489	+ 23%
Total des provisions techniques	1 173 600	989 307	+ 19%

Les provisions techniques sont calculées de manière distincte selon l'activité, le type de caution et la clientèle donnée.

en k€	2019	2018	Evolution 2019 / 2018
Cautions	784 042	674 818	16%
Cautions de prêts	680 791	594 651	14%
Garanties financières	97 294	73 515	32%
Cautions structurées, autres	5 956	6 652	-10%
Dommages ouvrages	985	-	nc
Responsabilité civil	702	-	nc
Total	785 728	674 818	16%

La hausse des provisions techniques est principalement liée aux cautions de prêts pour lesquelles on constate une hausse de la sinistralité portée principalement par l'activité des particuliers prépondérante en termes de volume.

Deux nouvelles lignes d'activités sont ouvertes en 2019, Dommage ouvrage et Responsabilité civil, elles génèrent 1,7 M€ provisions.

en k€	2019	2018	Evolution 2019 / 2018
Meilleure estimation de Réserves (particulier)	-198 555	-198 904	- 0%
Meilleure estimation de Primes (particulier)	810 668	731 340	+ 11%
Total Meilleure estimation Particuliers	612 113	532 436	+ 15%

en k€	2019	2018	Evolution 2019/2018
Cautions	-142 237	-143 566	- 1%
<i>Cautions de prêts</i>	-146 657	-148 518	- 1%
<i>Autres cautions</i>	4 416	4 939	- 11%
<i>Cautions structurées, autres</i>	5	13	- 65%
Dommmages ouvrages	370	0	+ 0%
Responsabilité civil	290	0	+ 0%
Total Meilleure estimation Cédé	-141 577	-143 566	- 1%

Les provisions cédées sont principalement constituées des primes à céder au titre des traités mis en place sur les cautions de prêts aux particuliers dans le cadre de la gestion des fonds propres.

4.2.2. Méthodes de valorisation

■ Sources

Le processus de production diffère selon le type de modèle utilisé :

- modèle stochastique pour les activités de cautions de prêts aux particuliers (Best Estimate issu du modèle interne de calcul du SCR), les cautions aux constructeurs de maisons individuelles, aux administrateurs de biens et agents immobiliers (traitées avec la formule standard pour le calcul du SCR) ;
- modèle de projection déterministe pour les autres activités.

La source de ces données (service contributeur et base de données / outil) est précisée pour chacune des étapes du processus.

Les inputs nécessaires à la réalisation d'une même étape peuvent être différents d'un type de caution à l'autre.

■ Meilleure estimation

Pour calculer la meilleure estimation des provisions techniques, la Compagnie utilise comme indiqué précédemment un modèle stochastique ou un modèle de projection déterministe.

La date effective des calculs est le 31 décembre 2019. Aucune extrapolation n'est mise en œuvre.

La courbe des taux sans risque utilisée est celle de l'EIOPA. La Compagnie n'utilise pas de mesures transitoires.

Le modèle stochastique utilisé sur les cautions de prêt aux particuliers est décrit dans la documentation du modèle interne.

Sur les autres activités, la méthodologie est décrite ci-après.

- Meilleure estimation de sinistres

Sur les autres activités, la meilleure estimation des provisions pour sinistres (sur le périmètre des sinistres en stock) se calcule à partir des cash flows suivants :

- (a) Valeur actuelle des futurs paiements de sinistres ;
- (b) Valeur actuelle des recours attendus ;
- + (c) Valeur actuelle des frais de gestion de sinistres ;
- + (d) Valeur actuelle des frais de gestion des placements.

Les cash flows projetés sont actualisés avec la courbe des taux sans risque.

(a) Calcul de la valeur actuelle des futurs paiements pour sinistres

La charge ultime de sinistres par année de survenance est projetée à l'aide de méthodes Chain Ladder à partir des triangles de charges historiques depuis 2002.

Cette charge ultime est liquidée avec une cadence de paiement calibrée sur les triangles de paiement historiques.

(b) Calcul de la valeur actuelle des recours attendus

L'échéancier des recours par année de survenance est obtenu en appliquant aux prévisions de recours les cadences de recours calibrées sur les triangles historiques.

(c) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion de sinistres

Les frais de gestion de sinistres futurs sont projetés par ancienneté des sinistres à la date des calculs et revalorisés à partir des taux d'inflation annuelle.

(d) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion des placements

Les frais de gestion de placements pour une année donnée sont obtenus en appliquant le taux de frais de gestion à une assiette d'actif équivalent au stock de provision moyen géré dans l'année.

- Meilleure estimation de primes

Sur les autres activités, la meilleure estimation des provisions pour primes (sur le périmètre des contrats en stock) se calcule à partir des cash flows suivants :

- (a) Valeur actuelle des futurs paiements de sinistres ;
- (b) Valeur actuelle des recours attendus ;
- + (c) Valeur actuelle des frais de gestion de sinistres ;
- + (d) Valeur actuelle des frais de gestion des placements ;
- + (e) Valeur actuelle des frais de gestion des contrats ;
- (f) Valeur actuelle des primes futures ;
- + (g) Valeur actuelle des frais d'acquisition.

Les cash flows projetés sont actualisés avec la courbe des taux sans risque.

(a) Calcul de la valeur actuelle des futurs paiements pour sinistres

Les charges de sinistres futures sont obtenues par application de méthodes Chain Ladder :

1. soit à des triangles de taux de défaut par année de souscription (charge brute rapportée aux montants cautionnés) sur les activités Professionnels, ESLS, et PME en run-off ;
2. soit à des triangles de loss ratios par année de souscription.

Les cadences de paiement des sinistres s'appliquent par année de survenance future de la même manière que sur les sinistres en stock.

(b) Calcul de la valeur actuelle des recours attendus

Le produit de recours ultime est calculé sur les données historiques en pourcentage des charges de sinistres bruts de recours.

Les cadences de recours s'appliquent par année de survenance future de la même manière que sur les sinistres en stock.

(c) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion de sinistres

Les frais de gestion de sinistres futurs sont projetés par ancienneté des sinistres à la date des calculs et revalorisés à partir des taux d'inflation annuelle.

(d) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion des placements

Les frais de gestion des placements sont calculés de façon similaire à ceux du BE de sinistres.

(e) Calcul de la valeur actuelle des frais de gestion des contrats

Les frais de gestion des contrats sont revalorisés chaque année à partir d'hypothèses financières (taux d'inflation, taux évolution de la masse salariale, etc.) et projetés par année de souscription en fonction du poids des contrats dans le portefeuille.

(f) et (g) Calcul de la valeur actuelle des primes futures et des frais d'acquisition

En dehors de l'activité avec les administrateurs de biens et agents immobiliers, des primes futures sont projetées sur l'activité de cautions et garanties aux entreprises. Celles-ci concernent les primes périodiques à percevoir sur les contrats en cours à la date des calculs. Ces primes futures sont projetées, caution par caution, sur l'horizon pendant lequel la Compagnie ne peut résilier son engagement, c'est-à-dire jusqu'à l'extinction des cautions émises (durée résiduelle inférieure ou égale à 1 an).

Les frais d'acquisition afférents sont projetés en fonction des montants de primes émises.

- Modélisation de la réassurance

Sur les activités de cautions et garanties aux entreprises, la réassurance relative aux traités en quote-part sur les années de souscription antérieures ou égales à 2010 est modélisée. Les modèles de projection des flux cédés en réassurance reposent sur la méthodologie suivante :

1. flux de sinistres cédés : application du taux de cession en quote-part aux sinistres bruts de réassurance ;
2. flux de recours cédés : application du taux de cession en quote-part aux recours bruts de réassurance.

Les taux de cessions utilisés dans les projections correspondent à ceux des traités de réassurance historiques.

Les cessions en excédent de sinistres des provisions de sinistres sont liquidées en reprenant les montants de provision comptable ; les flux sont ensuite actualisés.

Sur les contrats en cours issus des souscriptions 2011 et postérieures, le programme de réassurance couvre des risques catastrophe (excédent de sinistre avec priorité élevée). Le Best Estimate des flux de sinistres cédés en réassurance au titre de ces contrats est modélisé comme l'espérance des simulations sur les activités de cautions aux constructeurs de maisons individuelles, aux administrateurs de biens et agents immobiliers et est valorisé à zéro pour les autres activités.

Des primes cédées sont projetées sur les primes futures entrant dans le Best Estimate de primes.

Dans le cadre de l'évaluation de l'ajustement pour défaut des réassureurs, les notations des réassureurs sont récupérées via Bloomberg. La deuxième meilleure notation publiée par les agences Moody's, Standard & Poors et Fitch au 31 décembre 2017 de l'exercice est retenue.

▪ Marge de risque

La Compagnie évalue la marge de risque selon une approche « coût du capital ».

La projection des SCR futurs se fonde sur une approche détaillée qui consiste à calculer les risques individuels dans les modules ou sous-modules utilisés pour le calcul des futurs SCR.

Le SCR de chaque module de risque est approximé selon une approche propre.

4.2.3. Ecarts de valorisation

L'évaluation économique des provisions brute de réassurance conduit à identifier un excédent de provisions de 788 M€ de la provision en valeur comptable (évaluée prorata temporis sur les primes).

en k€	Valorisation S2	Valorisation NF*	Ecart
Provision Technique - non-vie	1 173 600	1 961 823	-788 224
Total des provisions techniques	1 173 600	1 961 823	-788 224

(*) Les provisions techniques sont ici diminuées des espoirs de recours présents à l'actif du bilan, pour permettre de comparer les données PART et PRO sur les mêmes périmètres.

Cet excédent est concentré sur les cautions de prêts aux particuliers qui représentent 89 % des provisions techniques dans les comptes sociaux de la Compagnie au 31/12/2019.

Après allocation de la marge de risque par activité au prorata des valeurs absolues¹ des Best Estimate, l'excédent se ventile comme suit :

¹ En situation de run-off, le Best Estimate peut, au bout de quelques années être composé majoritairement des recours attendus sur l'activité des cautions de prêts aux Particuliers et donc être négatif.

en k€	Best Estimate + Risk Margin	Provisions Techniques NF*	Ecart
Cautions	1 171 081	1 959 564	-788 483
Cautions de prêts	1 016 862	1 861 374	-844 512
<i>Particuliers</i>	914 280	1 744 322	-830 042
<i>Professionnels</i>	86 359	67 537	18 822
<i>Economie soc. Et logt soc.</i>	16 222	49 515	-33 293
Autres cautions	145 323	90 333	54 990
<i>Constr. De maisons individ.</i>	31 982	21 302	10 680
<i>Promotion immobilière</i>	24 912	17 642	7 269
<i>Entreprise</i>	76 766	35 161	41 605
<i>Adm de bien et ag. Immo</i>	11 662	16 226	-4 564
Cautions structurées, autres	8 897	7 857	1 040
Dommages ouvrages	1 471	1 319	151
Responsabilité civil	1 048	940	108
Total	1 173 600	1 961 823	-788 224

(*) Les provisions techniques sont ici diminuées des espoirs de recours présents à l'actif du bilan, pour permettre de comparer les données PART et PRO sur les mêmes périmètres.

Sur les cautions de prêts aux particuliers, il n'y a pas de PPNA (provisions pour primes non acquises) cédée. Le Best Estimate est donc inférieur aux provisions techniques cédées.

4.3. Autres actifs et autres passifs

4.3.1. Autres actifs

4.3.1.1. Valorisation

en k€	2019	2 018	Evolution 2019/2018
Impôts différés actif	69 755	68 536	2%
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	19 289	18 861	2%
Créances nées d'opérations de réassurance	3 112	4 374	-29%
Autres créances (hors assurance)	804	2 012	-60%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 870	25 251	78%
Autres actifs non mentionnés par ailleurs	805	845	-5%
Total autres actifs	138 635	119 880	16%

Les autres actifs du bilan sont en baisse de 13 % entre 2017 et 2018.

4.3.1.2. Méthodes de valorisation

Sur la base des principes de valorisation édictés auparavant, les retraitements du bilan en normes françaises sont les suivants :

Poste	Retraitement SII	Référence IAS	Type de retraitement SII	Impact IDA/IDP	Contrepartie
Goodwill	Annulation	IAS 38	Elimination de valeur	Constatation d'un IDA	Réserve de réconciliation
Coûts d'acquisition reportés	Annulation de la valeur (point d'attention sur le périmètre non modélisé)				
Actifs incorporels	Annulation de la valeur, à moins que la Compagnie puisse démontrer qu'il existe un marché où cet actif pourrait être vendu séparément				
Excédent des prestations de retraite	Remplacement par la valeur économique définie en IAS19 R (après suppression du corridor)	IAS 19 R	Remplacement de valeur	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Dépôts auprès des cédantes	NA (conservation valeur NF)	IAS 39	Absence de retraitement	NA	NA
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir	1) Elimination des éléments repris dans le BE 2) Revalorisation économique éventuelle		Calcul de valeur économique : autres comptes	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Créances nées d'opérations de réassurance					
Autres créances (hors assurance)	- Si valorisation économique, conservation				
Autres actifs non mentionnés par ailleurs	- Sinon, réévaluation en JV -> méthodes à déterminer				

4.3.1.3. Ecart de valorisation

<i>en k€</i>	Valorisation SII	Valorisation NF	Ecart
Coûts d'acquisition reportés	0	175 586	-175 586
Actifs incorporels	0	33 886	-33 886
Impôts différés actif	69 755	0	69 755
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	19 289	18 349	940
Créances nées d'opérations de réassurance	3 112	3 112	0
Autres créances (hors assurance)	804	1 496	-692
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 870	44 870	0
Autres actifs non mentionnés par ailleurs	805	805	0
Total autres actifs	138 635	278 104	-139 469

Ces écarts sont expliqués par les méthodes de valorisation décrites dans le paragraphe précédent : annulation en valorisation Solvabilité II des frais d'acquisition reportés et des actifs intangibles et report dans la réserve de réconciliation.

4.3.2. Autres passifs**4.3.2.1. Valorisation**

<i>en k€</i>	2019	2018	Evolution 2019 / 2018
Provisions autres que les provisions techniques	65	315	-79%
Provisions pour retraite	3 279	3 038	8%
Dépôts des réassureurs	55	57	-3%
Passifs d'impôts différés	239 539	203 308	18%
Dettes envers des établissements de crédit	0	110	-100%
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	93 204	78 762	18%
Dettes nées d'opérations de réassurance	3 497	2 297	52%
Dettes subordonnées	250 903	0	0%
Autres dettes (hors assurance)	36 308	39 279	-8%
Total autres passifs	626 963	327 167	92%

Les autres passifs du bilan augmentent de 92 % principalement en raison de la constitution d'une dette subordonnée de 250M€.

4.3.2.2. Méthodes de valorisation

Sur base des principes de valorisation présentés en amont, les retraitements du bilan en normes françaises sont les suivants :

Poste	Retraitement SII	Référence IAS	Type de retraitement SII	Impact IDA/IDP	Contrepartie
Provisions autres que les provisions techniques	Réévaluation des autres provisions à la valeur économique probable actualisée au taux sans risque approprié (probabilité supérieure à 50%)	IAS 37	Calcul de valeur économique : autres comptes	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Provisions pour retraite	Remplacement par la valeur économique définie en IAS 19 R (après suppression du corridor)	IAS 19 R	Remplacement de valeur	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Dépôts des réassureurs	Dépôts des réassureurs		NA (conservation valeur NF)	Absence de retraitement	NA
Dettes envers des établissements de crédit	- si valorisation économique, conservation - sinon, réévaluation en JV -> méthodes à déterminer qui ne tiennent pas compte du changement de crédit de l'émetteur	IAS 39	Calcul de valeur économique : autres comptes	Constatation d'un IDA/P	Réserve de réconciliation
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit					
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	1) Elimination des éléments repris dans le BE 2) revalorisation économique éventuelle				
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Autres dettes (hors assurance)	- si valorisation économique, conservation - sinon, réévaluation en JV -> méthodes à déterminer				
Autres dettes non mentionnées par ailleurs					

Le taux d'imposition utilisé pour le calcul des impôts différés solvabilité est le même que celui utilisé pour l'élaboration des comptes IFRS. Ce taux est appliqué aux écarts de valorisation calculés au niveau d'un compte en normes françaises ou d'une maille plus fine (titre par titre sur les actifs financiers).

4.3.2.3. Ecart de valorisation

Les écarts entre la valorisation en normes françaises et la valorisation Solvabilité II des autres passifs du bilan proviennent principalement du poste d'impôts différés passif inexistant en normes françaises.

<i>en k€</i>	Valorisation SII	Valorisation NF	Ecart
Provisions autres que les provisions techniques	65	65	0
Provisions pour retraite	3 279	3 279	0
Dépôts des réassureurs	55	55	0
Passifs d'impôts différés	239 539	0	239 539
Dettes envers des établissements de crédit	0	113	-113
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	93 204	89 929	3 275
Dettes nées d'opérations de réassurance	3 497	3 497	0
Dettes subordonnées	250 903	250 903	0
Autres dettes (hors assurance)	36 308	39 631	-3 322
Total autres passifs	626 963	387 471	239 491

5. GESTION DU CAPITAL

5.1. Fonds propres

5.1.1. Valorisation

Les fonds propres de base de la Compagnie se décomposent de la façon suivante :

<i>en k€</i>	2019	2018	Evolution 2019/2018
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	160 996	160 996	+ 0%
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	76 027	76 027	+ 0%
Réserve de réconciliation	640 716	560 933	+ 14%
Dettes subordonnées	250 903		
Total des Fonds Propres de Base	1 128 642	797 957	+ 41%

Les fonds propres de base de la Compagnie sont en progression de + 41% par rapport à 2018 s'expliquant principalement la constitution de la dette subordonnée de 250M€. L'augmentation de la réserve de réconciliation s'explique par une augmentation du volume d'actif plus importante que le passif.

Ce renforcement des fonds propres de la Compagnie permet, entre autres, d'être en capacité d'absorber la hausse du SCR de + 25 %.

La Compagnie n'a pas de fonds propres auxiliaires.

Les fonds propres de la Compagnie sont classés en **Tier 1** et **Tier 2** :

- Tier 1 : 878 millions d'euros ;
- Tier 2 : 251 millions d'euros.

5.1.2. Méthode de valorisation

Le bilan prudentiel complet une fois construit, permet de calculer l'ANR par différence entre les actifs en valeur de marché et les passifs en valeur économique.

La valorisation des fonds propres se fait par méthode indirecte. Cette méthode consiste à évaluer les fonds propres par différence entre la valorisation des actifs et la valorisation des passifs. Le processus d'élaboration des fonds propres est le suivant :

1. Identification des fonds propres en normes françaises issus du bilan en normes françaises ;
2. Retraitement du bilan en normes françaises pour en constituer le bilan Solvabilité II, et en déduire les fonds propres Solvabilité II réglementaires, par différence entre actifs et passifs ;
3. Classification des fonds propres disponibles en les 3 Tiers réglementaires pour en déterminer les fonds propres éligibles de base ;
4. Identification des fonds propres auxiliaires à approuver par le superviseur, et de la couverture des SCR et MCR.

Les fonds propres Solvabilité II sont classés en fonds propres de base et se répartissent entre :

- le capital social (actions ordinaires) ;
- les primes d'émission et de fusion ;
- la réserve de réconciliation.

La réserve de réconciliation prend en compte les éléments suivants :

- les écarts de revalorisation NF-SII sur les actifs et les passifs nets d'impôts ;
- le résultat de l'année et le report à nouveau net de dividendes versés. Le résultat versé sous forme de dividendes à Natixis est déduit des fonds propres éligibles au titre des « Dividendes prévus et distribution ».

Le tableau ci-dessous synthétise la classification et la valorisation des postes composant les fonds propres du bilan prudentiel :

Classification compte NF	Valorisation par type de comptes NF	Classification compte SII
Capital social	Valeur NF	Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)
Primes d'émission et de fusion	Valeur NF	Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires
Autres réserves (réserve légale, réserves ordinaires)	Valeur NF	Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires
Résultat de l'exercice (net de dividende)	Valeur NF	Réserve de réconciliation
Report à nouveau		

La réserve de réconciliation est composée de l'excès d'actif sur le passif diminué du résultat de l'exercice distribué sous forme de dividendes et d'une partie des capitaux propres (capital, prime de fusion et prime d'émission).

en k€	2019	2018	Evolution 2019/2018
Excédent d'actif sur passif	947 595	797 957	+ 19%
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-69 856	0	+ 0%
Autres éléments de fonds propres de base	-237 023	-237 023	+ 0%
Total de la Réserve de réconciliation	640 716	560 933	+ 14%

L'excès d'actif sur le passif du bilan se décompose comme suit :

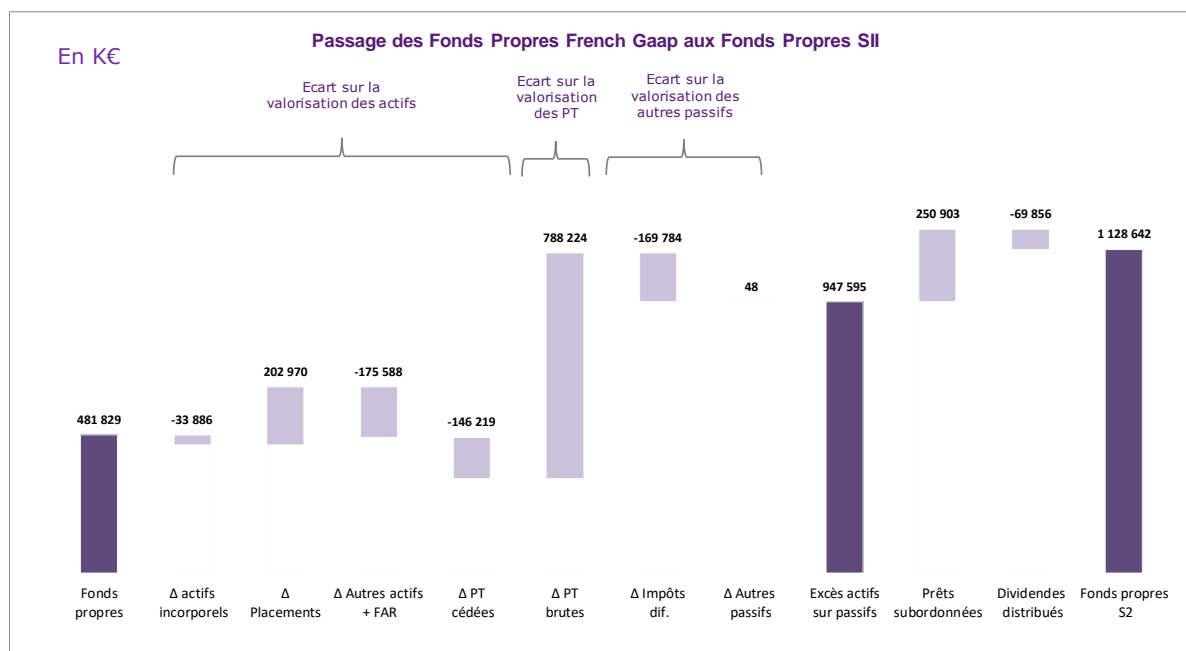
en k€	2019	2018	Evolution 2019/2018
Différence de valeur des actifs	-82 967	-174 808	- 53%
Différence de valeur des provisions techniques	788 224	763 967	+ 3%
Différence de valeur des autres dettes	-239 491	-203 176	+ 18%
Total des réserves et des bénéfices mis en réserves des états financiers	244 806	174 950	+ 40%
Réserves des états financiers ajustés aux écarts d'évaluation Solvabilité II	710 572	560 933	+ 27%
Excédent d'actifs sur passifs attribuables aux éléments de fonds propres de base (à l'exclusion de la réserve de rapprochement)	237 023	237 023	+ 0%
Excédents d'actifs sur passifs	947 595	797 957	+ 19%

L'excès de l'actif sur le passif est globalement en augmentation du fait de l'effet combiné :

- De la hausse des plus-values latentes du portefeuille d'actifs ;
- De la variation dans l'évaluation des provisions techniques ;

5.1.3. Réconciliation du bilan Solvabilité II et du bilan normes françaises

Le passage des fonds propres French Gaap aux fonds propres Solvabilité II éligibles en couverture du SCR est présenté dans le graphique ci-dessous :



Les fonds propres éligibles à la couverture du SCR et du MCR représentent 1 129 M€, soit 41 % du total bilan prudentiel. L'ensemble de ces fonds propres est classé en Tier 1.

Le Conseil d'Administration de la Compagnie a proposé de distribuer l'intégralité du résultat comptable 2019.

5.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

5.2.1. Capital de solvabilité requis

La Compagnie utilise son modèle interne partiel pour déterminer le risque de souscription de l'activité de cautions de prêts aux particuliers. La détermination des SCR pour le reste des marchés et des risques se fait à partir de la formule standard :

- avec les paramètres de volatilité standard pour évaluer le risque de souscription des activités non couvertes par le modèle interne ;
- à partir d'une ventilation des obligations en fonction de leur nature (obligations gouvernementales ou obligations d'entreprises) et de leur rating pour appliquer un choc de taux d'intérêt et de spread ;
- par l'application directe des chocs immobilier et actions aux poches d'actifs concernées ;
- par l'application de chocs aux actifs soumis au risque de change ;
- à partir du montant de bas de bilan pour le calcul du SCR défaut ;
- à partir du volume des primes pour le calcul du SCR relatif au risque opérationnel ;
- en plafonnant l'ajustement d'impôt par le montant des impôts différés au passif du bilan prudentiel net des éventuels impôts différés à l'actif.

en k€	2019	2018	Evolution 2019/2018
SCR Marché	320 012	220 456	+ 45%
SCR Souscription	827 192	681 253	+ 21%
SCR Défaut	20 407	16 658	+ 23%
BSCR	969 315	775 410	+ 25%
SCR Opérationnel	23 572	20 245	+ 16%
Ajustement pour impôts	-169 784	-134 771	+ 26%
SCR	823 104	660 883	+ 25%

Le SCR est en hausse de 25 % entre 2018 et 2019 compte tenu de la progression du SCR souscription sur les cautions de prêts aux particuliers, et de la hausse du SCR marché.

Le SCR marché est en hausse de +45 % principalement du fait de la hausse des SCR action, taux spread expliquée par une augmentation des volumes d'actif en action (+55%) et obligation d'entreprise (+32%).

5.2.2. Minimum de capital requis

Le MCR est calculé conformément à la réglementation. Il est déterminé à partir :

- Du volume de primes nettes de réassurance ;
- Du volume de provisions techniques nettes de réassurance ;
- Du capital de solvabilité requis.

en k€	2019	2018	Evolution 2019/2018
MCR	217 005	187 620	+ 16%

Le MCR est en hausse de 16 % entre 2018 et 2019, en lien avec la hausse du SCR.

5.3. Utilisation du sous-module risque action fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

La Compagnie n'utilise pas le sous-module « risque sur action » fondé sur la durée.

5.4. Différence entre la formule standard et le modèle interne utilisé

Description des diverses fins auxquelles l'entreprise utilise son modèle interne

Le modèle interne est utilisé pour évaluer le niveau du capital de solvabilité requis de la Compagnie. Il est également utilisé dans le processus d'évaluation du besoin global de solvabilité qui est intégré dans les prises de décision stratégique de la Compagnie.

L'évaluation du besoin global de solvabilité est réalisée annuellement dans le cadre de l'élaboration du budget ou du plan moyen terme, mais aussi lorsqu'une décision stratégique impactant de façon significative la solvabilité ou la performance de la Compagnie doit être arrêtée et notamment dans les cas suivants :

- évolution des accords avec les banques partenaires ;
- acquisition de portefeuille / opérations de croissance externe ;
- arrêt / cession d'une activité de la Compagnie ;
- détermination du programme annuel de réassurance ;
- évolution significative de l'allocation stratégique d'actif.

5.4.1. Description du champ du modèle interne en termes d'unités opérationnelles et de catégories de risques

La participation de la Compagnie aux différentes études d'impact proposées par l'ACPR lui a permis d'évaluer la pertinence des approches standards proposées pour l'évaluation de chacun des exigences en fonds propres réglementaires (SCR).

Il apparaît que les formules de calcul et la valeur des paramètres de la formule standard sont peu adaptées au risque spécifique d'assurance caution porté par la Compagnie notamment pour l'évaluation du risque de souscription.

En effet l'activité de cautionnement des prêts à l'habitat aux particuliers est peu représentée dans la branche crédit-caution au sein du marché européen de l'assurance non vie. Il est donc peu vraisemblable que les données de marché qui ont permis de calibrer les paramètres de la formule standard soient adaptées à la Compagnie.

Ainsi, la Compagnie a fait le choix de modéliser de manière interne le risque de souscription propre aux activités sur lesquelles elle dispose d'un historique de données suffisamment profond, en premier lieu celle des « cautions de crédit aux particuliers ».

Le découpage du risque de souscription en unités opérationnelles, tel qu'il est proposé dans la formule standard est pertinent sur les activités de cautions de crédit aux particuliers au regard des facteurs de risque de la Compagnie.

Risque de prime

Le risque de prime correspond aux défauts structurels liés à la qualité de crédit des contreparties garanties.

Dans le modèle interne, la Compagnie exprime l'assiette du risque en volume d'exposition au risque et l'analyse du risque se fonde sur les facteurs de fréquence des sinistres (probabilité de défaut, PD) et de sévérité du sinistre (perte en cas de défaut, LGD).

Risque de réserve

Le risque de réserve est principalement lié à l'incertitude sur le niveau de recouvrement à réaliser sur les sinistres déjà survenus plutôt que sur les sinistres à payer.

Les provisions techniques Best Estimate de réserves sur les cautions de prêts aux particuliers sont négatives, le risque serait de recouvrer moins que le niveau attendu.

Risque de rachat

Le risque de rachat est lié aux niveaux des remboursements anticipés sur les cautions de crédit ou au taux de renouvellement des contrats sur les cautions légales.

Le risque de rachat joue à la baisse sur les cautions de crédits aux particuliers. En effet en cas de remboursement anticipé plus faible que le niveau attendu, l'exposition au risque augmente.

En cas de hausse du taux de remboursement anticipé sur les crédits cautionnés, l'exposition au risque diminue.

Dans le modèle interne, le risque de rachat est donc plus à la baisse des taux de rachat qu'à la hausse.

Risque catastrophe

Le risque catastrophe est lié, d'une part à la composante conjoncturelle des défauts (risque catastrophe récession), et, d'autre part, au risque de défaut de masse (risque catastrophe individuelle).

Dans le modèle interne, la Compagnie exprime l'assiette du risque en volume d'exposition au risque et évalue le risque catastrophe individuel comme un défaut de masse sur une population spécifique (risque non mesuré dans la formule standard).

La Compagnie évalue le niveau du risque de récession pour répondre au niveau d'exigence globale fixée par le régulateur à s'avoir 2 % des encours sous risque. Cette exigence se décompose en :

- Best Estimate de primes ;
- marge de risque ;
- SCR souscription (primes-réserve, rachat, Catastrophe individuelle, Catastrophe récession qui sera ajusté pour aboutir au 2 %).

5.4.2. Technique utilisée pour intégrer le modèle interne à la formule standard

Le modèle interne porte uniquement sur le **risque de souscription** propre à l'activité des **« cautions de crédit aux particuliers »**.

Le SCR Souscription non vie global de la Compagnie résulte de l'agrégation du risque de souscription des cautions de prêts aux particuliers avec celui des autres activités (calculé en formule standard).

5.4.3. Description des méthodes utilisées dans le modèle interne pour calculer la distribution de probabilité prévisionnelle et le capital de solvabilité requis

La Compagnie a recensé les facteurs de risque qui influent sur son niveau de risque de souscription (sinistralité, rachat, et recouvrement), tant en termes de fréquence que d'intensité et de sévérité. Elle utilise un programme de réassurance pour couvrir les pertes qui résultent de scénario extrême (comme celui du 2 % des encours sous risque imposé par le régulateur).

Pour chacun des facteurs de risque, la Compagnie a utilisé des approches méthodologiques adaptées à son portefeuille pour la modélisation. Les SCR sont également évalués de manière adéquate au risque.

Modèle de probabilité de défaut

Dans le contexte de flux dépendant fortement de l'âge des prêts sur une longue période (jusqu'à extinction du portefeuille), les modèles de durée sont particulièrement adaptés car ils incorporent l'ancienneté des prêts de façon naturelle pour expliquer les sorties prématurées par défaut ou par rachat. On dispose ainsi facilement d'une structure par termes des probabilités de sorties.

Modélisation des recouvrements sur sinistre

Les recours sont modélisés à travers les taux de recouvrement en cas de défaut. Ils permettent de déterminer les montants de recouvrements réalisés sur les paiements de sinistres.

Les taux de recouvrements sur les sinistres en stock, différenciés par année de survenance, sont distingués des taux de recouvrements sur les sinistres futurs pour lesquels est modélisée une cadence commune pour toutes les années de survenance futures.

Des ajustements « Point In Time² » en fonction de la conjoncture économique et/ou de l'évolution structurelle, peuvent également être appliqués aux cadences de recouvrement.

Le modèle utilise :

- des cadences de taux de recouvrement moyennes pour le calcul des BE de sinistres et de primes en $t=0$;
- et aussi des distributions de cadences de taux de recouvrement simulées en première période et en moyenne conditionnellement à la première période pour les périodes ultérieures. Ces distributions sont utilisées pour le calcul des flux de première période et des BE des engagements en $t=1$.

² « Point In Time » : meilleure estimation en date de clôture

Modélisation des probabilités de rachat

L'objectif du modèle de rachat est de fournir l'estimation des taux de rachat pour chaque année de projection et la volatilité associée à la distribution des taux de rachat de première année de projection. Il sera également utilisé dans le calcul de l'exposition sous risque (en nombre de prêts et en montant) pour chaque année de projection.

Une approche « scénario » est utilisée pour modéliser le rachat. Cela signifie qu'il ne s'agit pas d'une approche simulateur et que seuls 2 scénarios possibles sont définis : un scénario central dans lequel les taux de rachats sont à un niveau Best Estimate et un scénario extrême dans lequel les taux de rachats sont à un niveau « quantile 0,05 % ».

Le rachat structurel et le rachat conjoncturel sont traités séparément afin d'avoir un modèle réactif aux taux d'intérêts du marché.

Le rachat structurel est défini via l'incitation au rachat : un rachat de prêt sans aucune incitation (lorsque le TME est plus élevé aujourd'hui qu'au moment du prêt) est considéré comme étant structurel.

5.4.4. Méthodes de calcul du capital de solvabilité requis

Calcul du SCR de souscription

Le SCR souscription net de réassurance (composé des risques de primes, réserve, rachat et catastrophe) et la marge de risque associée sont obtenus en utilisant un algorithme itératif tel que :

1. La décomposition de l'exigence globale (Best Estimate de primes + marge de risque + fonds propres réglementaires) soit respectée pour la perte brute et la perte nette ;
2. La marge de risque soit une fonction des fonds propres réglementaires (SCR souscription).

SCR primes + réserves brut

SCR primes + réserves brut de réassurance

Le niveau de SCR s'obtient comme la différence entre la situation du bilan brut de réassurance en $t=0$ et la situation du bilan brut de réassurance en $t=1$, au quantile 0,5 %, ramenée en date $t=0$.

SCR primes + réserves net de réassurance

Le niveau de SCR s'obtient comme la différence entre la situation du bilan net de réassurance en $t=0$ et la situation du bilan net de réassurance en $t=1$, au quantile 0,5 %, ramenée en date $t=0$.

SCR rachat

SCR rachat brut de réassurance

Le SCR rachat correspond au besoin en capital nécessaire pour faire face à une dérive des taux de rachat sur les contrats offrant une possibilité de rachat anticipé avant la fin de la période de couverture ou de reconduction annuelle et unilatérale.

Le SCR rachat est calculé comme la variation de situation nette entre :

- le scénario central (déterministe) ;
- un scénario où les taux de rachats sont choqués entre 0 et 1 et à un niveau central au-delà de la première année 1.

SCR rachat net de réassurance

Le SCR rachat est évalué par une approche par scénario. La réassurance n'impacte pas le calcul du SCR rachat.

SCR catastrophe

SCR catastrophe brut de réassurance

Le SCR catastrophe brut est déduit du SCR souscription brut en inversant la formule d'agrégation des SCR primes-réserve brut, SCR rachat brut et SCR catastrophe brut.

SCR catastrophe net de réassurance

Le SCR catastrophe net est déduit du SCR souscription net en inversant la formule d'agrégation des SCR primes-réserve net, SCR rachat net et SCR catastrophe net.

Principales différences dans les méthodes et hypothèses sous-jacentes respectivement utilisées dans la formule standard et le modèle interne

Le modèle interne couvre le risque de souscription non vie de l'activité de caution de prêts aux particuliers. Les méthodes d'évaluation des risques utilisées sont différentes pour chacun des sous-modules de risque du risque de souscription :

- risque de primes ;
- risque de réserves ;
- risque de rachat ;
- risque catastrophe.

Tous les autres modules de risque sont évalués par la formule standard :

- risque de marché ;
- risque de contrepartie ;
- risque de souscription sur les activités autres que la caution de prêts aux particuliers ;
- BSCR, ...

Principales différences dans l'évaluation du risque de prime

L'assiette du risque est exprimée en volume d'exposition au risque plutôt qu'en volume de primes non acquises comme dans la formule standard.

Dans le modèle interne, l'analyse du risque est fondée sur les facteurs de fréquence des sinistres (probabilité de défaut, PD) et de sévérité du sinistre (perte en cas de défaut, LGD) plutôt que sur la volatilité du loss ratio.

Une approche stochastique est utilisée dans le modèle interne plutôt qu'une approche par facteur.

Principales différences dans l'évaluation du risque de réserve

Le risque de réserve est lié à l'incertitude sur les recours attendus plutôt que sur les sinistres à payer.

Une approche stochastique (M&W par bootstrap) est utilisée dans le modèle interne plutôt qu'une approche par facteur.

Principales différences dans l'évaluation du risque de rachat

Dans le modèle interne, le risque de rachat joue à la baisse contrairement à la formule standard. Le risque de rachat est considéré comme inexistant (nul).

Les paramètres du risque de rachat sont différents.

En cas de hausse du taux de remboursement anticipé sur les crédits cautionnés, l'exposition au risque diminue.

Principales différences dans l'évaluation du risque catastrophe

Dans le modèle interne, l'assiette du risque est exprimée en volume d'exposition au risque plutôt qu'en volume de primes comme dans la formule standard.

Dans le modèle interne, la Compagnie évalue un risque de concentration sur une population spécifique et non sur les deux plus grosses expositions comme dans la formule standard.

5.4.5. Mesure de risque et horizon temporel

L'exigence réglementaire est respectée. Le capital de solvabilité requis est calibré en prenant en compte tous les risques quantifiables auxquels l'entreprise est exposée. Il couvre le portefeuille en cours, ainsi qu'une année de nouvelle souscription sur les douze mois à venir. Pour ce qui concerne le portefeuille en cours, il couvre seulement les pertes non anticipées.

Le capital de solvabilité requis correspond à la valeur en risque des fonds propres de base de l'entreprise, avec un niveau de confiance de 99,5 % à l'horizon d'un an.

5.4.6. Nature et caractère approprié des données utilisées dans le modèle interne

Conformément à la directive Solvabilité II, la Compagnie a mis en place une politique et un dispositif de gestion de la qualité des données du modèle interne partiel permettant de satisfaire aux exigences de nature et de caractère approprié des données utilisées dans le modèle interne.

Aussi, les données internes de la Compagnie sont :

- enregistrées dans les bases de données utilisées par les directions opérationnelles (marchés et direction juridique et contentieux) pour l'activité d'octroi, de gestion des contrats, de gestion des sinistres et de gestion des débiteurs ;
- répliquées quotidiennement dans des bases de données utilisées pour les extractions statistiques ;
- déversées mensuellement dans les bases de risques décisionnelles utilisées par les équipes techniques et risques notamment l'équipe « modèle de scores et de solvabilité » pour l'application du modèle interne ;
- sauvegardées quotidiennement.

Un dispositif de gestion de la qualité des données (QDD) est mis en œuvre par la Compagnie sur le périmètre des données utilisées par le Modèle Interne Partiel (périmètre du marché des Particuliers). Il repose sur une approche globale et systématique :

- définition de la gouvernance du dispositif de gestion de la QDD
- élaboration d'une base documentaire portant sur l'ensemble des données et contrôles réalisés :
 - o dictionnaire recensant et détaillant l'ensemble des données du MIP ;
 - o registre listant tous les contrôles – qu'ils soient IT ou fonctionnels – opérés sur les données du MIP formalisant le cycle de vie des données du MIP ;
 - o programme de formation et supports de communication dédiés à Solvabilité II et à la QDD.
- conception d'outils de suivi et de pilotage du dispositif QDD :
 - o indicateurs et tableau de bord de mesure et de suivi de la performance en termes de QDD ;

- plans identifiant l'ensemble des actions contribuant à la QDD et suivant leur mise en œuvre et leurs résultats.
- articulation avec les autres dispositifs de la société concourant à la qualité des données (Programme d'Audit Interne et Plan de Continuité / Reprise d'Activité).

5.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

La Compagnie couvre le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis.

5.6. Autres informations

Les spécificités de la Compagnie mènent à des interrogations sur la manière d'appliquer la formule standard de la façon la plus pertinente :

- le Best Estimate des provisions pour sinistres est négatif du fait du poids des recours à percevoir sur l'activité des particuliers. La formule du SCR primes & réserves ne semble pas appropriée dans ce cas de figure. La Compagnie retient la valeur absolue du BE de réserves comme l'assiette du risque ;
- les primes ne sont pas restituables sur l'activité des cautions de prêts pour Particuliers. La Compagnie est exposée à un risque de baisse des rachats, non pris en compte par la formule standard.

6. ANNEXES

S.02.01.02 – Bilan économique.....	75
S.05.01.02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité.....	76
S.05.02.01 – Primes, sinistres et dépenses par pays.....	78
S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT.....	78
S.17.01.02 – Provisions techniques non vie.....	79
S.19.01.21 – Sinistres en non vie.....	81
S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires.....	81
S.23.01.01 – Fonds propres.....	81
S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard.....	82
S.25.02.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard et un modèle interne partiel.....	82
S.25.03.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent un modèle interne intégral.....	82
S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement.....	83
S.28.02.01 – Minimum de capital requis (MCR) - Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie.....	83

S.02.01.02 – Bilan économique

		Solvency II value	Statutory accounts value	Reclassification adjustments
		C0010	C0020	EC0021
Assets				
Goodwill	R0010			
Deferred acquisition costs	R0020		175 586 250	
Intangible assets	R0030		33 885 928	
Deferred tax assets	R0040	69 755 421		
Pension benefit surplus	R0050			
Property, plant & equipment held for own use	R0060	21 390 309	21 391 599	
Investments (other than assets held for index-linked and unit-linked contracts)	R0070	2 729 709 125	2 526 739 095	
Property (other than for own use)	R0080	16 074 072	10 142 544	
Holdings in related undertakings, including participations	R0090	- 820 812	- 820 812	
Equities	R0100	192 752 101	174 374 924	
Equities - listed	R0110	190 614 587	172 158 921	
Equities - unlisted	R0120	2 137 514	2 216 003	
Bonds	R0130	1 954 260 546	1 791 665 387	
Government Bonds	R0140	372 154 239	320 614 927	
Corporate Bonds	R0150	1 582 106 307	1 471 050 460	
Structured notes	R0160			
Collateralised securities	R0170			
Collective Investments Undertakings	R0180	567 443 218	551 377 053	
Derivatives	R0190			
Deposits other than cash equivalents	R0200			
Other investments	R0210			
Assets held for index-linked and unit-linked contracts	R0220			
Loans and mortgages	R0230			
Loans on policies	R0240			
Loans and mortgages to individuals	R0250			
Other loans and mortgages	R0260			
Reinsurance recoverables from:	R0270	- 141 577 452	4 641 398	
Non-life and health similar to non-life	R0280	- 141 577 452	4 641 398	
Non-life excluding health	R0290	- 141 577 452	4 641 398	
Health similar to non-life	R0300			
Life and health similar to life, excluding health and index-linked and unit-linked	R0310			
Health similar to life	R0320			
Life excluding health and index-linked and unit-linked	R0330			
Life index-linked and unit-linked	R0340			
Deposits to cedants	R0350			
Insurance and intermediaries receivables	R0360	19 288 836	19 288 836	
Reinsurance receivables	R0370	3 112 064	3 112 064	
Receivables (trade, not insurance)	R0380	803 515	803 515	
Own shares (held directly)	R0390			
Amounts due in respect of own fund items or initial fund called up but not yet paid in	R0400			
Cash and cash equivalents	R0410	44 870 098	44 870 098	
Any other assets, not elsewhere shown	R0420	805 346	805 346	
Total assets	R0500	2 748 157 260	2 831 124 127	

		Solvency II value	Statutory accounts value	Reclassification adjustments
		C0010	C0020	EC0021
Liabilities				
Technical provisions – non-life	R0510	1 173 599 690	1 961 823 494	
Technical provisions – non-life (excluding health)	R0520	1 173 599 690		
Technical provisions calculated as a whole	R0530			
Best Estimate	R0540	785 728 053		
Risk margin	R0550	387 871 637		
Technical provisions - health (similar to non-life)	R0560			
Technical provisions calculated as a whole	R0570			
Best Estimate	R0580			
Risk margin	R0590			
Technical provisions - life (excluding index-linked and unit-linked)	R0600			
Technical provisions - health (similar to life)	R0610			
Technical provisions calculated as a whole	R0620			
Best Estimate	R0630			
Risk margin	R0640			
Technical provisions – life (excluding health and index-linked and unit-linked)	R0650			
Technical provisions calculated as a whole	R0660			
Best Estimate	R0670			
Risk margin	R0680			
Technical provisions – index-linked and unit-linked	R0690			
Technical provisions calculated as a whole	R0700			
Best Estimate	R0710			
Risk margin	R0720			
Other technical provisions	R0730			
Contingent liabilities	R0740			
Provisions other than technical provisions	R0750	64 600	64 600	
Pension benefit obligations	R0760	3 279 246	3 279 246	
Deposits from reinsurers	R0770	55 393	55 393	
Deferred tax liabilities	R0780	239 538 967		
Derivatives	R0790			
Debts owed to credit institutions	R0800			
Debts owed to credit institutions resident domestically	ER0801			
Debts owed to credit institutions resident in the euro area other than domestic	ER0802			
Debts owed to credit institutions resident in rest of the world	ER0803			
Financial liabilities other than debts owed to credit institutions	R0810			
Debts owed to non-credit institutions	ER0811			
Debts owed to non-credit institutions resident domestically	ER0812			
Debts owed to non-credit institutions resident in the euro area other than domestic	ER0813			
Debts owed to non-credit institutions resident in rest of the world	ER0814			
Other financial liabilities (debt securities issued)	ER0815			
Insurance & intermediaries payables	R0820	93 204 188	93 251 688	
Reinsurance payables	R0830	3 496 974	3 496 974	
Payables (trade, not insurance)	R0840	36 308 125	36 308 125	
Subordinated liabilities	R0850	250 902 766	250 902 766	
Subordinated liabilities not in Basic Own Funds	R0860			
Subordinated liabilities in Basic Own Funds	R0870	250 902 766	250 902 766	
Any other liabilities, not elsewhere shown	R0880	112 522	112 522	
Total liabilities	R0900	1 800 562 471	2 349 294 808	
Excess of assets over liabilities	R1000	947 594 790	481 829 319	

S.05.01.02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

		Line of Business for: non-life insurance and reinsurance obligations (direct business and accepted proportional reinsurance)								
		Medical expense insurance	Income protection insurance	Workers' compensation insurance	Motor vehicle liability insurance	Other motor insurance	Marine, aviation and transport insurance	Fire and other damage to property insurance	General liability insurance	Credit and suretyship insurance
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Premiums written										
Gross - Direct Business	R0110							1 809 678	651 966	510 966 001
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0120									1 351 717
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0130									
Reinsurers' share	R0140							228 061	110 673	45 861 955
Net	R0200							1 581 617	541 293	466 455 763
Premiums earned										
Gross - Direct Business	R0210							1 809 678	651 966	318 421 404
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0220									1 351 717
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0230									
Reinsurers' share	R0240									27 538
Net	R0300							1 809 678	651 966	319 745 583
Claims incurred										
Gross - Direct Business	R0310							1 508 065	731 743	64 799 814
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0320									
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0330									
Reinsurers' share	R0340									3 240 433
Net	R0400							1 508 065	731 743	61 559 381
Changes in other technical provisions										
Gross - Direct Business	R0410									
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0420									
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0430									
Reinsurers' share	R0440									
Net	R0500									
Expenses incurred										134 711 452
Administrative expenses										
Gross - Direct Business	R0610									9 180 468
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0620									
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0630									
Reinsurers' share	R0640									
Net	R0700									9 180 468
Investment management expenses										
Gross - Direct Business	R0710									3 629 932
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0720									
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0730									
Reinsurers' share	R0740									
Net	R0800									3 629 932
Claims management expenses										
Gross - Direct Business	R0810									15 205 321
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0820									
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0830									
Reinsurers' share	R0840									
Net	R0900									15 205 321
Acquisition expenses										
Gross - Direct Business	R0910									73 010 992
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0920									
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0930									
Reinsurers' share	R0940									42 909
Net	R1000									72 968 083
Overhead expenses										
Gross - Direct Business	R1010									33 727 647
Gross - Proportional reinsurance accepted	R1020									
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R1030									
Reinsurers' share	R1040									
Net	R1100									33 727 647
Other expenses										
Net	R1200									
Total expenses										
Net	R1300									

Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

		Line of Business for: non-life insurance and reinsurance obligations (direct business and accepted proportional reinsurance)			Line of business for: accepted non-proportional reinsurance			Total	
		Legal expenses insurance	Assistance	Miscellaneous financial loss	Health	Casualty	Marine, aviation, transport		Property
		C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150		C0160
Premiums written									
Gross - Direct Business	R0110							513 427 645	
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0120							1 351 717	
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0130								
Reinsurers' share	R0140							46 200 689	
Net	R0200							468 578 673	
Premiums earned									
Gross - Direct Business	R0210							320 883 048	
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0220							1 351 717	
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0230								
Reinsurers' share	R0240							27 538	
Net	R0300							322 207 227	
Claims incurred									
Gross - Direct Business	R0310							67 039 622	
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0320								
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0330								
Reinsurers' share	R0340							3 240 433	
Net	R0400							63 799 189	
Changes in other technical provisions									
Gross - Direct Business	R0410								
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0420								
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0430								
Reinsurers' share	R0440								
Net	R0500								
Expenses incurred								134 711 452	
Administrative expenses									
Gross - Direct Business	R0610							9 180 468	
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0620								
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0630								
Reinsurers' share	R0640								
Net	R0700							9 180 468	
Investment management expenses									
Gross - Direct Business	R0710							3 629 932	
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0720								
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0730								
Reinsurers' share	R0740								
Net	R0800							3 629 932	
Claims management expenses									
Gross - Direct Business	R0810							15 205 321	
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0820								
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0830								
Reinsurers' share	R0840								
Net	R0900							15 205 321	
Acquisition expenses									
Gross - Direct Business	R0910							73 010 992	
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0920								
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0930								
Reinsurers' share	R0940							42 909	
Net	R1000							72 968 083	
Overhead expenses									
Gross - Direct Business	R1010							33 727 647	
Gross - Proportional reinsurance accepted	R1020								
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R1030								
Reinsurers' share	R1040								
Net	R1100							33 727 647	
Other expenses									
	R1200								
Total expenses								134 711 452	

S.05.02.01 – Primes, sinistres et dépenses par pays

Non applicable

S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé SLT

Non applicable

S.17.01.01 – Provisions techniques non vie

		Direct business and accepted proportional reinsurance								
		Medical expense insurance	Income protection insurance	Workers' compensation insurance	Motor vehicle liability insurance	Other motor insurance	Marine, aviation and transport insurance	Fire and other damage to property insurance	General liability insurance	Credit and suretyship insurance
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Technical provisions calculated as a whole	R0010									
Direct business	R0020									
Accepted proportional reinsurance business	R0030									
Accepted non-proportional reinsurance	R0040									
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default associated to TP calculated as a whole	R0050									
Technical provisions calculated as a sum of BE and RW										
Best estimate										
Premium provisions										
Gross - Total	R0060						46 196	33 377	902 975 822	
Gross - direct business	R0070						46 196	33 377	902 975 822	
Gross - accepted proportional reinsurance business	R0080									
Gross - accepted non-proportional reinsurance business	R0090									
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0100						17 855	14 137	-144 179 985	
Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses	R0110						17 855	14 137	-144 179 985	
Recoverables from SPV before adjustment for expected losses	R0120									
Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses	R0130									
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0140						17 738	14 044	-144 181 379	
Net Best Estimate of Premium Provisions	R0150						28 457	19 333	1 047 157 201	
Claims provisions										
Gross - Total	R0160						938 530	668 324	-118 934 196	
Gross - direct business	R0170						938 530	668 324	-118 934 196	
Gross - accepted proportional reinsurance business	R0180									
Gross - accepted non-proportional reinsurance business	R0190									
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0200						354 291	278 038	1 945 018	
Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses	R0210						354 291	278 038	1 945 018	
Recoverables from SPV before adjustment for expected losses	R0220									
Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses	R0230									
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0240						351 825	276 058	1 944 262	
Net Best Estimate of Claims Provisions	R0250						586 705	392 266	-120 878 458	
Total Best estimate - gross	R0260						984 736	701 702	784 041 636	
Total Best estimate - net	R0270						615 162	411 600	926 278 743	
Risk margin	R0280						486 106	346 392	387 039 139	
Amount of the transitional on Technical Provisions										
TP as a whole	R0290									
Best estimate	R0300									
Risk margin	R0310									
Technical provisions - total										
Technical provisions - total	R0320						1 470 832	1 048 094	1 171 080 765	
Recoverable from reinsurance contract/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default - total	R0330						369 564	290 102	-142 237 117	
Technical provisions minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re- total	R0340						1 101 268	757 992	1 313 317 882	
Line of Business: further segmentation (Homogeneous Risk Groups)										
Premium provisions - Total number of homogeneous risk groups	R0350						1	1	10	
Claims provisions - Total number of homogeneous risk groups	R0360						1	1	10	
Cash-flows of the Best estimate of Premium Provisions (Gross)										
Cash out-flows										
Future benefits and claims	R0370						61 456	31 667	1 997 451 129	
Future expenses and other cash-out flows	R0380						10 486	5 104	413 967 271	
Cash in-flows										
Future premiums	R0390								20 856 703	
Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations)	R0400						25 746	3 394	1 487 585 875	
Cash-flows of the Best estimate of Claims Provisions (Gross)										
Cash out-flows										
Future benefits and claims	R0410						1 194 624	618 487	154 990 024	
Future expenses and other cash-out flows	R0420						229 947	112 249	52 330 144	
Cash in-flows										
Future premiums	R0430									
Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations)	R0440						486 041	62 411	326 254 364	
Percentage of gross Best Estimate calculated using approximations	R0450									
Best estimate subject to transitional of the interest rate	R0460									
Technical provisions without transitional on interest rate	R0470									
Best estimate subject to volatility adjustment	R0480									
Technical provisions without volatility adjustment and without others transitional measures	R0490									

Compagnie Européenne de Garanties et Cautions

		Direct business and accepted proportional reinsurance			accepted non-proportional reinsurance				Total Non-Life obligation
		Legal expenses insurance	Assistance	Miscellaneous financial loss	Non-proportional health reinsurance	Non-proportional casualty reinsurance	Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance	Non-proportional property reinsurance	
		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	
Technical provisions calculated as a whole	R0010								
Direct business	R0020								
Accepted proportional reinsurance business	R0030								
Accepted non-proportional reinsurance	R0040								
Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default associated to TP calculated as a whole	R0050								
Technical provisions calculated as a sum of BE and RM									
Best estimate									
Premium provisions									
Gross - Total	R0060								903 055 395
Gross - direct business	R0070								903 055 395
Gross - accepted proportional reinsurance business	R0080								
Gross - accepted non-proportional reinsurance business	R0090								
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0100								-144 147 993
Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses	R0110								-144 147 993
Recoverables from SPV before adjustment for expected losses	R0120								
Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses	R0130								
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0140								-144 149 597
Net Best Estimate of Premium Provisions	R0150								1 047 204 992
Claims provisions									
Gross - Total	R0160								-117 327 342
Gross - direct business	R0170								-117 327 342
Gross - accepted proportional reinsurance business	R0180								
Gross - accepted non-proportional reinsurance business	R0190								
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0200								2 577 347
Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses	R0210								2 577 347
Recoverables from SPV before adjustment for expected losses	R0220								
Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses	R0230								
Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default	R0240								2 572 145
Net Best Estimate of Claims Provisions	R0250								-119 899 487
Total Best estimate - gross	R0260								785 728 053
Total Best estimate - net	R0270								927 305 505
Risk margin	R0280								387 871 637
Amount of the transitional on Technical Provisions									
TP as a whole	R0290								
Best estimate	R0300								
Risk margin	R0310								
Technical provisions - total									
Technical provisions - total	R0320								1 173 599 690
Recoverable from reinsurance contract/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default - total	R0330								-141 577 452
Technical provisions minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re- total	R0340								1 315 177 142
Line of Business: further segmentation (Homogeneous Risk Groups)									
Premium provisions - Total number of homogeneous risk groups	R0350								
Claims provisions - Total number of homogeneous risk groups	R0360								
Cash-flows of the Best estimate of Premium Provisions (Gross)									
Cash out-flows									
Future benefits and claims	R0370								1 997 544 252
Future expenses and other cash-out flows	R0380								413 982 861
Cash in-flows									
Future premiums	R0390								20 856 703
Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations)	R0400								1 487 615 015
Cash-flows of the Best estimate of Claims Provisions (Gross)									
Cash out-flows									
Future benefits and claims	R0410								156 803 135
Future expenses and other cash-out flows	R0420								52 672 340
Cash in-flows									
Future premiums	R0430								
Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations)	R0440								326 802 817
Percentage of gross Best Estimate calculated using approximations	R0450								
Best estimate subject to transitional of the interest rate	R0460								
Technical provisions without transitional on interest rate	R0470								
Best estimate subject to volatility adjustment	R0480								
Technical provisions without volatility adjustment and without others transitional measures	R0490								

S.19.01.21 – Sinistres en non vie

Gross Claims Paid (non-cumulative)

		Development year (absolute amount)															Current year, sum of years (cumulative)		
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	In Current year	Sum of years (sum of years)
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
Prior	R0100																		
N-14	R0110	6 900 510	3 187 427	2 313 751	4 046 742	5 781 455	-396 599	2 830 958	3 129 247	8 693 687	528 301	-415 772	-3 696 183	676 005	792 696	-912 212	-912 212	26 341 262	
N-13	R0120	2 531 775	2 753 187	20 112 344	41 376 992	30 401 129	1 982 054	10 573 008	3 360 415	5 770 374	2 124 051	-2 149 250	-3 761 131	-352 374	-2 598 098		-2 598 098	102 124 475	
N-12	R0130	9 553 171	7 189 671	31 431 412	22 518 985	975 787	4 137 565	7 755 743	18 560 818	5 079 500	2 064 285	3 250 030	-4 303 682	-2 347 035			-2 347 035	105 866 251	
N-11	R0140	11 003 379	30 371 292	21 387 799	15 526 867	28 807 354	13 110 906	4 184 801	5 780 257	-73 787	3 887 800	-927 999	-706 999				-706 999	132 351 680	
N-10	R0150	1 590 432	21 362 375	9 553 051	9 544 723	9 628 336	4 984 837	4 126 269	644 926	4 214 271	-377 887	696 532					696 532	64 838 143	
N-9	R0160	1 685 987	6 739 227	7 932 859	17 487 201	13 233 233	6 226 105	4 592 674	-161 777	-1 841 950	2 001 372						2 001 372	57 894 930	
N-8	R0170	1 143 466	3 636 126	15 188 962	14 163 859	10 427 617	6 979 636	8 320 729	2 020 282	-322 794							-322 794	61 557 882	
N-7	R0180	9 762 148	16 156 837	7 112 048	19 042 724	4 776 951	9 949 100	862 372	-2 307 948								-2 307 948	65 354 233	
N-6	R0190	242 487	6 170 636	11 081 577	8 480 432	9 453 428	7 402 890	6 558 071									6 558 071	48 396 441	
N-5	R0200	245 825	6 319 417	5 485 943	11 048 955	5 109 951	7 358 597										7 358 597	35 568 689	
N-4	R0210	262 932	4 461 300	12 212 284	9 023 219	7 134 534											7 134 534	33 094 270	
N-3	R0220	523 682	4 389 906	9 762 084	11 143 539												11 143 539	25 819 211	
N-2	R0230	338 698	6 778 460	18 007 026													18 007 026	25 124 184	
N-1	R0240	1 435 141	9 497 279														9 497 279	10 932 421	
N	R0250	433 284															433 284	433 284	
Total	R0260																53 635 149	796 697 357	

Gross undiscounted Best Estimate Claims Provisions

		Development year (absolute amount)															Current year, sum of years (cumulative)		
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Year end (discounted total)	Year end (cumulative)
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350	C0360	C0370
Prior	R0100																		
N-14	R0110																		
N-13	R0120																		
N-12	R0130																		
N-11	R0140																		
N-10	R0150																		
N-9	R0160																		
N-8	R0170																		
N-7	R0180																		
N-6	R0190																		
N-5	R0200																		
N-4	R0210																		
N-3	R0220																		
N-2	R0230																		
N-1	R0240																		
N	R0250																		
Total	R0260																		

S.22.01.21 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

Non applicable

S.23.01.01 – Fonds propres

	Total	Tier 1 - unrestricted	Tier 1 - restricted	Tier 2	Tier 3
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Basic own funds before deduction for participations in other financial sector as foreseen in article 68 of Delegated Regulation 2015/35					
Ordinary share capital (gross of own shares)	R0010	160 995 996	160 995 996		
Share premium account related to ordinary share capital	R0030	76 027 214	76 027 214		
Initial funds, members' contributions or the equivalent basic own - fund item for mutual and mutual-type undertakings	R0040				
Subordinated mutual member accounts	R0050				
Surplus funds	R0070				
Preference shares	R0090				
Share premium account related to preference shares	R0110				
Reconciliation reserve	R0130	640 715 813	640 715 813		
Subordinated liabilities	R0140	250 902 766			
An amount equal to the value of net deferred tax assets	R0160				
Other own fund items approved by the supervisory authority as basic own funds not specified above	R0180				
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds					
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds	R0220				
Deductions					
Deductions for participations in financial and credit institutions	R0230				
Total basic own funds after deductions	R0290	1 128 641 790	877 739 024	250 902 766	
Ancillary own funds					
Unpaid and uncalled ordinary share capital callable on demand	R0300				
Unpaid and uncalled initial funds, members' contributions or the equivalent basic own fund item for mutual and mutual-type undertakings, callable on demand	R0310				
Unpaid and uncalled preference shares callable on demand	R0320				
A legally binding commitment to subscribe and pay for subordinated liabilities on demand	R0330				
Letters of credit and guarantees under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0340				
Letters of credit and guarantees other than under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0350				
Supplementary members calls under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0360				
Supplementary members calls - other than under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0370				
Other ancillary own funds	R0390				
Total ancillary own funds	R0400				
Available and eligible own funds					
Total available own funds to meet the SCR	R0500	1 128 641 790	877 739 024	250 902 766	
Total available own funds to meet the MCR	R0510	1 128 641 790	877 739 024	250 902 766	
Total eligible own funds to meet the SCR	R0540	1 128 641 790	877 739 024	250 902 766	
Total eligible own funds to meet the MCR	R0550	921 140 027	877 739 024	43 401 004	
SCR	R0580	825 103 616			
MCR	R0600	217 005 019			
Ratio of Eligible own funds to SCR	R0620	137%			
Ratio of Eligible own funds to MCR	R0640	424%			

		C0060
Reconciliation reserve		
Excess of assets over liabilities	R0700	947 594 790
Own shares (held directly and indirectly)	R0710	
Foreseeable dividends, distributions and charges	R0720	69 855 766
Other basic own fund items	R0730	237 023 210
Adjustment for restricted own fund items in respect of matching adjustment portfolios and ring fenced funds	R0740	
Reconciliation reserve	R0760	640 715 813
Expected profits		
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Life business	R0770	
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Non-life business	R0780	
Total Expected profits included in future premiums (EPIFP)	R0790	

S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard

Non applicable

S.25.02.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard et un modèle interne partiel

Unique number of component	Components Description	Calculation of the Solvency Capital Requirement	Allocation from adjustments due to RFF and Matching adjustments portfolios	Consideration of the future management actions regarding technical provisions and/or deferred taxes	Amount modelled
C0010	C0020	C0030	C0050	C0060	C0070
1	Market risk	320 011 972			
2	Counterparty risk	20 406 632			
5	Non-life underwriting risk	826 462 372			709 293 368

		C0100
Total undiversified components	R0110	1 020 619 224
Diversification	R0060	- 197 515 608
Adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0120	-
Capital requirement for business operated in accordance with Art. 4 of Directive 2003/41/EC	R0160	-
Solvency capital requirement excluding capital add-on	R0200	823 103 616
Capital add-ons already set	R0210	-
Solvency capital requirement	R0220	823 103 616
Other information on SCR		
Amount/estimate of the overall loss-absorbing capacity of technical provisions	R0300	
Amount/estimate of the overall loss-absorbing capacity of deferred taxes	R0310	- 169 783 521
Capital requirement for duration-based equity risk sub-module	R0400	
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for remaining part	R0410	
Total amount of Notional Solvency Capital Requirement for ring fenced funds	R0420	
Total amount of Notional Solvency Capital Requirement for matching adjustment portfolios	R0430	
Diversification effects due to RFF nSCR aggregation for article 304	R0440	
Method used to calculate the adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0450	
Net future discretionary benefits	R0460	

S.25.03.21 – Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent un modèle interne intégral

Non applicable

S.28.01.01 – Minimum de capital requis (MCR) - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement**Linear formula component for non-life insurance and reinsurance obligations**

		MCR components
		C0010
MCR _{NL} Result	R0010	217 005 019

Background information

		Background information	
		Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole	Net (of reinsurance) written premiums in the last 12 months
		C0020	C0030
Medical expense insurance and proportional reinsurance	R0020		
Income protection insurance and proportional reinsurance	R0030		
Workers' compensation insurance and proportional reinsurance	R0040		
Motor vehicle liability insurance and proportional reinsurance	R0050		
Other motor insurance and proportional reinsurance	R0060		
Marine, aviation and transport insurance and proportional reinsurance	R0070		
Fire and other damage to property insurance and proportional reinsurance	R0080	615 162	928 718
General liability insurance and proportional reinsurance	R0090	411 600	450 706
Credit and suretyship insurance and proportional reinsurance	R0100	926 296 074	466 513 896
Legal expenses insurance and proportional reinsurance	R0110		
Assistance and proportional reinsurance	R0120		
Miscellaneous financial loss insurance and proportional reinsurance	R0130		
Non-proportional health reinsurance	R0140		
Non-proportional casualty reinsurance	R0150		
Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance	R0160		
Non-proportional property reinsurance	R0170		

Linear formula component for life insurance and reinsurance obligations

		C0040
MCR _L Result	R0200	

Overall MCR calculation

		C0070
Linear MCR	R0300	217 005 019
SCR	R0310	823 103 616
MCR cap	R0320	370 396 627
MCR floor	R0330	205 775 904
Combined MCR	R0340	217 005 019
Absolute floor of the MCR	R0350	2 500 000
Minimum Capital Requirement	R0400	217 005 019

S.28.02.01 – Minimum de capital requis (MCR) - Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

Non applicable

7. GLOSSAIRE

Administrative Management or Supervisory Body (AMSB) : organe d'administration, de gestion ou de contrôle défini dans la directive Solvabilité II comme l'organe de gouvernance des sociétés d'assurance, correspondant pour la Compagnie au conseil d'administration et à la direction générale.

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) : autorité française de supervision pour les secteurs des assurances et des banques.

Besoin global de solvabilité (BGS) : niveau de capitaux propres requis estimé dans le cadre de l'ORSA et intégrant le profil de risques identifié, l'appétence aux risques définie et les orientations stratégiques établies dans le cadre des projections.

Best Estimate (BE) ou meilleure estimation : valeur économique des passifs d'assurance calculée sous Solvabilité II.

Basic Solvency Capital Requirement (BSCR) : capital de solvabilité requis de base.

Directive Solvabilité II ou « Solvabilité II » ou « Solvency II » : directive 2009/138/CE du Parlement européen et du conseil du 25 novembre 2009, est une réforme réglementaire européenne du monde de l'assurance. Son objectif est de mieux adapter les fonds propres exigés des compagnies d'assurance et de réassurance aux risques que celles-ci encourent dans leur activité. Cette directive est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) : autorité de régulation européenne des sociétés d'assurances et des fonds de pension.

Fonctions clés : quatre fonctions clés définies par la directive Solvabilité II (fonction d'audit interne, fonction actuarielle, fonction de gestion des risques, fonction de vérification de la conformité). Ces fonctions sont considérées comme stratégiques dans la gestion des risques, et les responsables de ces fonctions doivent respecter les exigences en matière de compétence et d'honorabilité.

Fonds propres éligibles à la couverture du MCR : correspondent à la somme des fonds propres *Tier 1* et *Tier 2* éligibles à la couverture du MCR. Dans ce cadre, les fonds propres *Tier 1* restreint sont limités à 20% des fonds propres *Tier 1* totaux, et les fonds propres *Tier 2* sont limités à 20% du MCR. Les fonds propres *Tier 3* ne sont pas autorisés en couverture du MCR.

Fonds propres éligibles à la couverture du SCR : correspondent à la somme des fonds propres *Tier 1*, *Tier 2* et *Tier 3* éligibles à la couverture du SCR. Dans ce cadre, les fonds propres *Tier 1* restreint sont limités à 20% des fonds propres *Tier 1* totaux, les fonds propres *Tier 2* et *Tier 3* sont limités à 50% du SCR, et les fonds propres *Tier 3* sont limités à 15% du SCR.

Fonds propres *Tier 1* non restreint : correspondent aux fonds propres classés en *Tier 1* hors dettes subordonnées, qui se calculent en additionnant le capital social, les primes d'émission, de fusion et d'apport, et la réserve de réconciliation minorée des fonds propres non-fongibles.

Fonds propres *Tier 1* restreint : correspondent aux dettes subordonnées classées en *Tier 1*, y compris *grandfathering* des dettes subordonnées perpétuelles émises avant l'entrée en vigueur de Solvabilité II.

Fonds propres *Tier 2* : correspondent aux dettes subordonnées classées en *Tier 2*, y compris *grandfathering* des dettes subordonnées datées émises avant l'entrée en vigueur de Solvabilité II.

Fonds propres *Tier 3* : correspondent aux dettes subordonnées classées en *Tier 3*, ainsi qu'aux éventuels impôts différés actifs nets classés en *Tier 3*.

Formule standard : Cette formule est l'expression mathématique générique des calculs sous Solvabilité II proposé par l'EIOPA.

Embedded Value : évaluation de la valeur d'une compagnie d'assurance, qui se décompose en actif net réévalué (ANR) et valeur d'in-force (VIF), à savoir la valeur des contrats d'assurance en portefeuille à la date d'évaluation, déterminée selon une méthodologie d'évaluation des actifs et des passifs cohérente avec le marché. Cet indicateur est net d'intérêts minoritaires.

Minimum Capital Requirement (MCR) ou minimum de capital requis : minimum de fonds propres de base éligibles d'un assureur, défini par la directive Solvabilité II comme un niveau de risque inacceptable pour la protection des assurés et des bénéficiaires. Lorsque le montant des fonds propres de base éligibles devient inférieur au MCR, l'agrément de l'assureur lui est retiré s'il n'est pas capable de ramener rapidement ce montant au niveau du MCR.

Own Risk and Solvency Assessment (ORSA) : évaluation interne à la compagnie d'assurance des risques et de la solvabilité. Ensemble des processus et des procédures permettant d'identifier, évaluer, surveiller, gérer et communiquer l'ensemble des risques d'une compagnie d'assurance, à court et long termes, ainsi que de déterminer les fonds propres nécessaires à la couverture de tous ces risques. L'ORSA est un outil d'appréciation des risques utilisé pour définir la stratégie de l'entreprise. Il se traduit entre autres par une évaluation de l'ensemble des risques de façon quantitative et qualitative. Il donne lieu à un rapport ORSA validé par le Conseil d'administration.

Quantitative Reporting Templates (QRT) : *reporting* réglementaire de Solvabilité II sous forme d'états quantitatifs à destination du superviseur et/ou du public produits avec une fréquence trimestrielle.

Risk Margin (RM) ou marge de risque : ajustement pour risque explicite, au titre des effets de l'incertitude sur le montant et la date de sortie des flux de trésorerie. Dans l'évaluation des passifs d'assurance, la marge de risque est un montant complémentaire au *Best Estimate*.

Solvency Capital Requirement (SCR) ou capital de solvabilité requis : niveau de fonds propres éligibles permettant à un assureur d'absorber des pertes significatives, et donnant une assurance raisonnable que les engagements envers les assurés et les bénéficiaires seront honorés lorsqu'ils seront dus. Le SCR est défini par la directive Solvabilité II comme la valeur à risque (« *value-at-risk* ») des fonds propres de base de l'assureur, avec un niveau de confiance de 99,5% à horizon un an.

SFCR (Solvency and Financial Condition Report) : rapport annuel sur la solvabilité et la situation financière d'une compagnie d'assurance à destination du public, prévu par la directive Solvabilité II.

Solvabilité : capacité d'un assureur à honorer ses engagements envers ses assurés, mais aussi à maintenir une activité pérenne et rentable.

Solvabilité II : règles européennes garantissant la solvabilité des sociétés d'assurances. Solvabilité II a pour ambition d'adapter le niveau des capitaux propres aux risques réels auxquels elles sont exposées. Elle repose sur une directive-cadre adoptée en 2009 (directive 2009/138/CE) et sur des mesures d'application.

Taux de couverture du MCR : se calcule en divisant les fonds propres éligibles à la couverture du MCR par le MCR. Cet indicateur permet de mesurer la solvabilité pondérée par les risques : plus le taux de couverture du MCR est élevé, plus l'assureur est en mesure d'absorber des pertes potentielles.

Taux de couverture du SCR : se calcule en divisant les fonds propres éligibles à la couverture du SCR par le SCR. Cet indicateur permet de mesurer la solvabilité pondérée par les risques : plus le taux de couverture du SCR est élevé, plus l'assureur est en mesure d'absorber des pertes potentielles.

Valeur de marché : valeur d'un actif sur les marchés financiers.

Volatilité : mesure de l'ampleur des variations d'un indicateur sur une échelle de temps, par exemple le cours d'un actif financier. Elle sert par exemple de paramètre à la quantification du risque de variation du prix d'un actif financier.

Tour Kupka B
16 rue Hoche
TSA 39999
92919 La Défense Cedex
Tél. : + 33 1 58 19 85 85
www.c-garanties.com

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions est une filiale de BPCE

